

# TITRE 2 EPREUVES SUR ROUTE

Version au 01.11.2015

## SOMMAIRE

	Page
<b>Chapitre I CALENDRIER ET PARTICIPATION .....</b>	<b>3</b>
<b>Chapitre II DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>7</b>
§ 1 Participation.....	7
§ 2 Organisation .....	10
§ 3 Déroulement de l'épreuve.....	12
§ 4 Cahier des charges presse (N).....	16
§ 5 Circulation en course.....	17
§ 6 Cahier des charges pour organisateurs .....	23
§ 7 Délégué technique .....	23
<b>Chapitre III EPREUVES D'UNE JOURNEE .....</b>	<b>25</b>
<b>Chapitre IV EPREUVES CONTRE-LA-MONTRE INDIVIDUELLES .....</b>	<b>37</b>
<b>Chapitre V EPREUVES CONTRE-LA-MONTRE PAR EQUIPES .....</b>	<b>40</b>
<b>Chapitre VI ÉPREUVES PAR ÉTAPES (N).....</b>	<b>43</b>
<b>Chapitre VII CRITERIUMS .....</b>	<b>52</b>
<b>Chapitre VIII EPREUVES INDIVIDUELLES .....</b>	<b>55</b>
<b>Chapitre IX AUTRES EPREUVES.....</b>	<b>56</b>
<b>Chapitre X CLASSEMENT UCI WORLDTOUR.....</b>	<b>57</b>
<b>Chapitre XI CLASSEMENTS CONTINENTAUX HOMMES ÉLITE ET MOINS DE 23 ANS.....</b>	<b>61</b>
<b>Chapitre XII CLASSEMENTS FEMMES ELITE.....</b>	<b>67</b>
<b>Chapitre XIII .....</b>	<b>72</b>
<b>Chapitre XIV COUPES UCI .....</b>	<b>73</b>
§ 1 Coupe du monde femmes élite.....	73
§ 2 Coupe des nations – Moins de 23 ans.....	76
§ 3 Coupe des nations – Juniors .....	80
<b>Chapitre XV UCI WORLDTOUR.....</b>	<b>85</b>
§ 1 UCI WorldTour .....	85
§ 2 Licence UCI WorldTour .....	85
§ 3 Licence UCI WorldTour pour équipe.....	85
§ 4 UCI WorldTeams.....	92
§ 5 Licence UCI WorldTour pour épreuve.....	120
§ 6 Commission des licences .....	129
§ 7 Appel devant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) .....	130

§ 8	Fonds de réserve et de solidarité de l'UCI WorldTour.....	132
§ 9	Disposition générale .....	133
§ 10	Epreuves inscrites au calendrier UCI WorldTour sans licence .....	133
<b>Chapitre XVI EQUIPES CONTINENTALES PROFESSIONNELLES .....</b>		<b>135</b>
<b>Chapitre XVII EQUIPES FEMININES ET CONTINENTALES.....</b>		<b>160</b>
§ 1	Conditions générales .....	160
§ 2	Exigences de la fédération nationale à l'équipe .....	162
§ 3	Exigences de l'UCI à la fédération nationale.....	172

## TITRE 2 EPREUVES SUR ROUTE

### Chapitre I CALENDRIER ET PARTICIPATION

#### Calendrier international

- 2.1.001** Les épreuves sur route sont inscrites sur le calendrier international selon la classification reprise à l'article 2.1.005.

Les épreuves UCI WorldTour sont inscrites au calendrier UCI WorldTour par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

Le comité directeur inscrit les autres épreuves du calendrier international dans l'une ou l'autre classe suivant les critères qu'il établit.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05).*

- 2.1.002** L'ensemble des épreuves sur route pour hommes élite (ME) et hommes moins de 23 ans (MU) du calendrier continental de chacun des continents forment un circuit continental, appelé respectivement Africa Tour, America Tour, Asia Tour, Europe Tour et Oceania Tour.

**Chaque circuit continental commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de la même année.**

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05; 1.01.06; 1.09.13 ; 01.01.15).*

- 2.1.003** Pour pouvoir être inscrite au calendrier international, une épreuve doit garantir une participation d'au moins 5 équipes étrangères. Une équipe mixte est considérée comme une équipe étrangère si la majorité des coureurs qui la composent est de nationalité étrangère.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.03; 1.01.04; 01.01.05).*

- 2.1.004** Une équipe mixte est composée exclusivement de coureurs provenant de différentes équipes ayant droit de participer suivant l'article 2.1.005, mais dont l'équipe n'est pas engagée dans la course. Les coureurs porteront un maillot identique sur lequel pourra figurer la publicité de leur sponsor habituel. Il ne pourra en aucun cas s'agir d'un maillot national.

*(texte modifié aux 1.01.99; 01.01.05; 28.04.05; 1.01.07).*

2.1.005 Epreuves internationales et participation

Calendrier international	Catégorie	Classe	Participation
Jeux Olympiques	ME WE	-	Selon titre XI
Championnats du Monde	ME WE	-	Equipes nationales, selon le règlement des championnats du monde (voir titre IX)
Championnats continentaux	MU MJ	-	Equipes nationales, selon le règlement des championnats continentaux (voir titre X)
Jeux régionaux	WJ	-	Equipes nationales, selon le règlement des jeux régionaux (voir titre X)
UCI WorldTour	ME		<ul style="list-style-type: none"> <li>- UCI <b>WorldTeams</b> (participation obligatoire)</li> <li>- équipes continentales professionnelles UCI sur invitation</li> <li>- dans les épreuves visées à l'article 2.15.154 : équipe nationale du pays de l'organisateur</li> </ul>
UCI Europe Tour	ME + MU	1.HC + 2.HC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- UCI <b>WorldTeams</b> (max 70%)</li> <li>- équipes continentales professionnelles UCI</li> <li>- équipes continentales UCI du pays</li> <li>- équipe nationale du pays de l'organisateur</li> </ul>
		1.1 + 2.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- UCI <b>WorldTeams</b> (max 50%)</li> <li>- équipes continentales professionnelles UCI</li> <li>- équipes continentales UCI</li> <li>- équipes nationales</li> </ul>
		1.2 + 2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- équipes continentales professionnelles UCI du pays</li> <li>- équipes continentales UCI</li> <li>- équipes nationales</li> <li>- équipes régionales et de club</li> </ul>
		Ncup 1.2 + 2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- équipes nationales</li> <li>- équipes mixtes</li> </ul>
UCI America Tour UCI Asia Tour UCI Oceania Tour UCI Africa Tour	MU	1.2 + 2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- équipes continentales professionnelles UCI du pays</li> <li>- équipes continentales UCI</li> <li>- équipes nationales</li> <li>- équipes régionales et de club</li> <li>- équipes mixtes</li> </ul>
UCI America Tour UCI Asia Tour UCI Oceania Tour UCI Africa Tour	ME	1.HC + 2.HC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- UCI <b>WorldTeams</b> (max 65%)</li> <li>- équipes continentales professionnelles UCI</li> <li>- équipes continentales UCI</li> <li>- équipes nationales</li> </ul>
		1.1 + 2.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- UCI <b>WorldTeams</b> (max 50%)</li> <li>- équipes continentales professionnelles UCI</li> <li>- équipes continentales UCI</li> <li>- équipes nationales</li> </ul>
		1.2 + 2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- équipes continentales professionnelles UCI</li> <li>- équipes continentales UCI</li> <li>- équipes nationales</li> <li>- équipes régionales et de club</li> <li>- équipes mixtes d'équipes africaines<sup>(1)</sup></li> </ul>
		Ncup 1.2 + 2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- équipes nationales</li> <li>- équipes mixtes</li> </ul>

Femmes Elite	WE	Wcup	- équipes féminines UCI - équipes nationales
		1.1 + 2.1	- équipes féminines UCI - équipes nationales <sup>(2)</sup> - équipes régionales et de club <sup>(2)</sup>
		1.2 + 2.2	- équipes féminines UCI - équipes nationales <sup>(2)</sup> - équipes régionales et de club <sup>(2)</sup> - équipes mixtes
Hommes Junior	MJ	1.Ncup + 2.Ncup	- équipes nationales - équipes mixtes
		1.1 + 2.1	- équipes nationales - équipes régionales et de club - équipes mixtes
Femmes Junior	WJ	1.1 + 2.1	- équipes nationales - équipes régionales et de club - équipes mixtes WJ 1

<sup>(1)</sup> Uniquement pour UCI Africa Tour

<sup>(2)</sup> Ces équipes peuvent accueillir des femmes junior la 2ème année, moyennant autorisation de la fédération nationale qui leur a délivré la licence.

Pour prendre le départ d'une épreuve UCI WorldTour, les coureurs doivent fournir des informations de localisation précises et se soumettre à au moins trois contrôles sanguins conformément aux protocoles du passeport biologique de l'UCI. Ces trois contrôles doivent être effectués sur une période minimum de six semaines.

*(texte modifié aux 1.01.99; 1.01.05; 1.01.06; 1.10.06; 25.09.07; 1.01.08; 1.01.09; 1.07.09; 1.10.09; 1.10.10; 1.07.11; 1.07.12; 1.10.13 ; 1.01.15).*

**2.1.006** Les coureurs de la catégorie MU peuvent participer aux épreuves «ME». Les épreuves «MU» sont exclusivement réservées aux coureurs de la catégorie MU. Les épreuves classées «ME Ncup» sont réservées aux coureurs de 19 à 22 ans y compris les coureurs appartenant à un UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.01.07; 1.01.08 ; 1.01.15).*

**2.1.007** Sauf autorisation préalable du comité directeur, l'organisateur ne peut limiter la participation à des coureurs d'une catégorie d'âge plus limitée que celles correspondant aux catégories junior, moins de 23 ans et élite.

*(article introduit au 1.01.05).*

**2.1.007 bis** L'organisateur d'une épreuve WE 1 doit inviter :  
les 5 premières fédérations nationales selon le classement femmes élite par nations au 31 décembre de l'année précédant celle où se déroule son épreuve ;  
- les 10 premières équipes féminines UCI du premier classement femmes élite par équipes publié l'année où se déroule l'épreuve.

L'organisateur d'une épreuve classe 2 de l'Europe Tour ou d'épreuves de classe 1 ou 2 de l'America Tour, de l'Asia Tour, de l'Africa Tour et de l'Oceania Tour **ayant lieu entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 décembre de l'année où se déroule l'épreuve** doit inviter :

- Les 3 premières équipes continentales UCI au premier classement par équipe du circuit continental dont l'épreuve faire partie, publié l'année où se déroule l'épreuve.

Ce classement est élaboré sur la base d'une évaluation sportive des équipes enregistrées par l'administration de l'UCI. Ce classement sert pour les invitations de toute la saison.

L'organisateur doit accepter la participation des équipes ci-dessus ayant répondu positivement à l'invitation.

*(texte modifié aux 1.01.06; 1.01.07; 1.10.10; 1.02.11; 1.07.11; 1.07.12; 1.10.13; 1.01.15).*

### **Calendriers nationaux**

**2.1.008** La gestion du calendrier national, sa structure, la classification des épreuves nationales et les règles de participation, sont du ressort des fédérations nationales respectives, sous réserve des dispositions ci-après.

*(article introduit au 1.01.05).*

**2.1.009** Seules les équipes continentales UCI du pays, les équipes régionales et de club, les équipes nationales et les équipes mixtes, peuvent participer à des épreuves nationales. Seules les équipes nationales peuvent comprendre des coureurs d'un UCI **WorldTeam** ou d'une équipe continentale professionnelle UCI.

*(article introduit au 1.01.05; modifié au 1.09.13 ; 1.01.15).*

**2.1.010** Une épreuve nationale peut accueillir maximum 3 équipes étrangères.

*(article introduit au 1.01.05).*

**2.1.011** Les fédérations nationales peuvent conclure des accords pour la participation des coureurs étrangers résidant dans les zones frontalières; ces coureurs ne seront pas considérés comme des coureurs étrangers. Ces accords doivent être présentés au collège des commissaires officiant sur la course.

*(article introduit au 1.01.05).*

## Chapitre II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

(numérotation des articles modifiée au 1.01.05).

### § 1 Participation

**2.2.001** A une épreuve ne peuvent participer en même temps des coureurs appartenant à des équipes ayant en commun le responsable financier ou un partenaire principal, sauf s'il s'agit d'une épreuve individuelle. Aussi, ne peuvent participer à une même épreuve plusieurs équipes nationales de la même nationalité. En outre, la participation d'un UCI **WorldTeam** et de l'équipe de formation soutenue par cet UCI **WorldTeam** selon l'article 2.15.130 est exclue. De même, la participation d'une équipe continentale professionnelle UCI et de l'équipe de formation soutenue par cette équipe continentale professionnelle UCI est exclue.

(texte modifié aux 01.01.05; 1.07.10; 1.10.11; 1.01.13 ; 1.01.15).

**2.2.002** Le nombre de coureurs partant lors d'une épreuve sur route est limité à 200.

**2.2.003** Le nombre de coureurs titulaires par équipe est fixé par l'organisateur entre 4 au minimum et 8 au maximum, **9 pour les Grands Tours**. L'organisateur doit indiquer dans le programme - guide technique et dans le bulletin d'engagement le nombre de coureurs titulaires par équipe pour son épreuve. Ce nombre doit être égal pour toutes les équipes. Le nombre de coureurs titulaires inscrits sur le bulletin d'engagement doit être égal au nombre fixé par l'organisateur. Il ne sera pas tenu compte des coureurs inscrits en trop.

Sans préjudice de l'article 1.2.053, si le nombre de coureurs titulaires par équipe est fixé à 4, 5 ou 6, une équipe ne pourra prendre le départ avec moins de 4 coureurs. Si le nombre de coureurs titulaires par équipe est fixé à 7 ou 8, une équipe ne pourra prendre le départ avec moins de 5 coureurs. Si le nombre de coureurs titulaires par équipe est fixé à 9, une équipe ne pourra prendre le départ avec moins de 6 coureurs.

#### **Dispositions particulières pour les épreuves WE 1**

Dans les épreuves WE 1, le nombre de coureurs titulaires par équipe est fixé à 6. Toutefois, moyennant l'accord préalable de la commission route, l'organisateur peut fixer le nombre de coureurs titulaires par équipe à 8 dans les épreuves WE 2.1.

#### **Dispositions particulières pour l'UCI WorldTour**

Dans les épreuves de l'UCI WorldTour, le nombre de coureurs titulaires par équipe est de 9 pour les Grands Tours et de 8 pour les autres épreuves. Toutefois, moyennant l'accord préalable du Conseil du Cyclisme Professionnel, l'organisateur peut fixer le nombre de coureurs titulaires par équipe à 7. L'organisateur doit adresser sa demande au Conseil du Cyclisme Professionnel au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'épreuve.

Sans préjudice des articles 1.2.053 et 1.2.055, si une équipe, sans justification valable, prend le départ d'une épreuve UCI WorldTour avec un nombre de coureurs inférieur au nombre fixé à l'alinéa précédent mais avec au moins le nombre minimum fixé au deuxième alinéa du présent article, l'équipe est redevable d'une amende de CHF 5'000.- par coureur manquant.

L'équipe qui se présente au départ avec moins de coureurs que le nombre minimum fixé au deuxième alinéa du présent article ne peut prendre le départ. S'il s'agit d'un UCI **WorldTeam**, il est réputé absent pour l'application des articles 2.15.128 et 2.15.129.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.01.07; 26.01.08; 1.02.12; 1.07.12; 1.10.13 ; 1.01.15).*

**2.2.004** (N) Les équipes peuvent inscrire des remplaçants pour les coureurs titulaires sans que leur nombre puisse dépasser la moitié du nombre des coureurs titulaires. Seuls les remplaçants inscrits pourront remplacer les coureurs titulaires.

**2.2.005** (N) Au plus tard 72 heures avant le départ de l'épreuve les équipes doivent confirmer par écrit à l'organisateur les noms des titulaires et de deux remplaçants. Seuls les coureurs annoncés dans cette confirmation pourront prendre le départ.

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.2.006** Si le nombre des coureurs engagés dans une épreuve par équipe dépasse le nombre des participants admis à l'épreuve, le nombre de participants par équipe sera réduit à un nombre qui sera égal pour toutes les équipes. Dans les autres épreuves la priorité sera donnée suivant l'ordre de réception, par l'organisateur, des bulletins d'engagement. L'organisateur doit communiquer la réduction opérée à toutes les équipes, respectivement les engagés non retenus, dans les plus brefs délais.

**2.2.007** Si trois jours avant l'épreuve le nombre de participants inscrits est inférieur à 100 coureurs, l'organisateur peut autoriser les équipes inscrites à augmenter le nombre de coureurs de leur équipe à 10 au maximum.

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.2.008** Les coureurs appartenant à un UCI **WorldTeam** ou à une équipe continentale professionnelle UCI ne peuvent participer à des épreuves de cyclisme pour tous, sauf dérogation donnée par le Conseil du Cyclisme Professionnel. Ils peuvent toutefois, sans obtention de dérogation, une fois par an prendre part à une épreuve de cyclisme pour tous portant leur nom.

Les coureurs appartenant à une équipe continentale UCI peuvent participer au maximum 3 fois par an à une épreuve de cyclisme pour tous.

Le nombre de participants appartenant à une équipe enregistrée auprès de l'UCI étant limité à trois, tout coureur doit s'assurer auprès de l'organisateur du fait que ce nombre ne soit pas dépassé.

*(article introduit au 1.01.05 ; modifié au 1.01.15).*

#### **Indemnités de participation**

**2.2.009** Le montant de l'intervention de l'organisateur dans les frais de voyage et de pension des équipes ou coureurs participant à une épreuve sur route inscrite au calendrier international est négocié de gré à gré entre les parties, sauf les cas suivants :

1. Epreuves de l'UCI WorldTour : l'organisateur doit payer une indemnité de participation dont le montant est fixé par le Conseil du Cyclisme Professionnel; ce montant sera augmenté de CHF 1550 pour les épreuves d'un jour si une équipe ne peut plus rentrer le jour même à cause de l'heure d'arrivée de l'épreuve ;



2. Epreuves de l'UCI Europe Tour des classes HC, 1 et Ncup : l'organisateur doit payer une indemnité de participation dont le montant minimum est fixé par le comité directeur ;
3. Epreuves de la coupe du monde femmes élite : l'organisateur doit payer soit une indemnité de participation dont le montant minimum est fixé par le comité directeur soit les frais de pension complète de l'équipe complète pendant deux jours.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.01.06; 1.10.06; 1.01.08; 1.01.09).*

**2.2.010** Dans les épreuves par étapes du calendrier international, les organisateurs doivent assumer les frais de pension des équipes de la veille du départ jusqu'au dernier jour ; **les coureurs doivent loger dans les hôtels mis à disposition par l'organisateur durant toute la durée de l'épreuve.** Le personnel auxiliaire sera pris en charge sans dépasser un nombre égal au nombre de coureurs par équipe prévu dans le règlement particulier de l'épreuve.

Les organisateurs des épreuves de l'UCI WorldTour et des épreuves de l'UCI Europe Tour des classes HC et 1 doivent assumer une nuit d'hôtel supplémentaire si une équipe ne peut plus rentrer le jour même à cause de l'heure d'arrivée de l'épreuve.

Les équipes participant à une épreuve de l'UCI WorldTour, doivent, la veille du départ, loger obligatoirement dans un hôtel du lieu du départ.

*(article introduit au 1.01.05; texte modifié aux 1.01.09 ; 19.06.15).*

#### **Exclusion des courses**

**2.2.010 bis** Sans préjudice des sanctions disciplinaires prévues par le règlement, un licencié ou une équipe peut être exclu/e d'une course s'il/elle porte gravement atteinte à l'image du cyclisme ou de l'épreuve. Cette exclusion peut intervenir avant ou pendant la course.

L'exclusion est prononcée par décision conjointe du président du collège des commissaires et de l'organisateur.

En cas de désaccord entre le président du collège des commissaires et l'organisateur, la décision sera prise par le président du Conseil du Cyclisme Professionnel quand il s'agit d'une épreuve de l'UCI WorldTour et par le président de la commission route dans les autres cas, ou par les remplaçants qu'ils auront désignés.

Le licencié ou l'équipe doit être entendu/e.

Si la décision est prise par le président du Conseil du Cyclisme Professionnel ou par le président de la commission route, celui-ci peut décider sur le seul rapport du président du collège des commissaires.

Sauf disposition contraire dans le présent règlement, les résultats et les primes et prix obtenus avant les faits qui fondent l'exclusion, restent acquis.

Dispositions particulières pour les épreuves sur route :

L'organisateur peut refuser la participation à – ou exclure de – une épreuve, une équipe ou l'un de ses membres, dont la présence serait de nature à porter atteinte à l'image ou à la réputation de l'organisateur ou de l'épreuve.

En cas de désaccord de l'UCI et/ou de l'équipe et/ou de l'un de ses membres portant sur la décision ainsi prise par l'organisateur, le litige sera soumis au Tribunal Arbitral du Sport qui devra se prononcer dans un délai utile. Toutefois, pour le Tour de France le litige sera soumis à la Chambre Arbitrale du Sport (Maison du sport français, 1 avenue Pierre de Coubertin, 75640 Paris Cédex 13).

*(texte introduit au 1.01.03; modifié aux 1.01.05; 25.09.07; 1.01.09).*

## § 2 Organisation

### Programme - guide technique de l'épreuve

**2.2.011** (N) L'organisateur doit établir un programme - guide technique pour chaque édition de son épreuve.

**2.2.012** (N) Le programme - guide technique doit reprendre les détails d'organisation, dont au moins :

- le règlement particulier de l'épreuve, qui comprendra les points suivants, en fonction du type d'épreuve :
  - la mention que l'épreuve sera disputée sous les règlements de l'UCI ;
  - la spécification que le barème des pénalités de l'UCI sera le seul applicable ;
  - le cas échéant, la législation antidopage locale qui serait d'application outre le règlement antidopage de l'UCI ;
  - la classe de l'épreuve et le barème de points UCI applicable ;
  - les catégories de participants ;
  - le nombre de coureurs par équipe (maximum et minimum) ;
  - les heures d'ouverture de la permanence ;
  - le lieu et l'heure de la confirmation des partants et de la distribution des dossards ;
  - le lieu et l'heure de la réunion des directeurs sportifs ;
  - le lieu exact de la permanence, du local du contrôle antidopage ;
  - la fréquence utilisée pour radio-tour ;
  - les classements annexes en indiquant toutes les informations nécessaires (points, mode de départage des ex æquo etc.) ;
  - les prix attribués à tous les classements ;
  - les bonifications éventuelles ;
  - les délais d'arrivée ;
  - les étapes avec arrivée au sommet pour l'application de l'article 2.6.027 ;
  - les modalités du protocole ;
  - le mode de report des temps réalisés lors des étapes contre-la-montre par équipes ;
  - s'il y a lieu, la présence du dépannage par moto ;
  - s'il y a lieu, la présence d'un ravitaillement lors des épreuves ou étapes contre-la-montre et ses modalités ;
  - le critère pour l'ordre de départ d'une épreuve contre-la-montre ou d'un prologue; le critère déterminera l'ordre des équipes; chaque équipe déterminera l'ordre de départ de ses coureurs.
- une description du parcours de l'épreuve ou des étapes avec profil (profil si nécessaire), distances, ravitaillements et, le cas échéant, circuits ;
- les obstacles du parcours (tunnels, passages à niveau, points dangereux, ...) ;
- l'itinéraire détaillé et l'horaire prévu correspondant ;
- les sprints intermédiaires, les prix de la montagne et les prix spéciaux ;
- le plan et le profil (profil si nécessaire) des trois derniers kilomètres ;

- le lieu exact des départs et arrivées ;
- la liste des hôpitaux contactés par l'organisateur pour accueillir les blessés éventuels ;
- la composition du collège des commissaires ;
- pour les épreuves de l'UCI WorldTour, les coordonnées du délégué technique;
- les nom, adresse et numéro de téléphone du directeur de l'organisation et l'identité des officiels ;
- le cas échéant, pour les courses par étapes avec contre-la-montre : indication si l'utilisation d'un vélo spécifique de contre-la-montre est interdite.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05; 1.01.07; 1.01.09 ; 1.01.15).*

### **Résultats**

- 2.2.013** (N) L'organisateur doit mettre à la disposition des commissaires l'équipement nécessaire à la transmission électronique à l'UCI et à la fédération nationale des résultats de l'épreuve ou de l'étape, conjointement avec la liste des coureurs ayant pris le départ.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.2.014** (N) La fédération nationale de l'organisateur communiquera à l'UCI, dans les plus brefs délais, toute modification des résultats communiqués par l'organisateur.

### **Sécurité**

- 2.2.015** L'organisateur doit signaler, à une distance utile, tout obstacle qu'il peut raisonnablement connaître ou prévoir et qui présente un risque anormal pour la sécurité des coureurs et des suiveurs.

Ainsi, l'organisateur veillera notamment à assurer l'éclairage des tunnels de façon qu'il soit possible, à tout endroit dans le tunnel et à l'entrée de celui-ci, de distinguer à l'oeil nu la plaque minéralogique d'une automobile à 10 mètres ainsi qu'un véhicule d'une couleur foncée à 50 mètres.

(N) Les obstacles visés au présent article doivent être indiqués dans le programme – guide technique de l'épreuve. Pour les courses d'une journée, ils seront, en outre, spécialement mentionnés lors de la réunion des directeurs sportifs.

*(texte modifié au 1.01.03).*

- 2.2.016** L'organisateur doit faire précéder la tête de la course par un véhicule de reconnaissance qui pourra signaler les obstacles éventuels.

- 2.2.017** (N) Une zone d'au moins 300 mètres avant et 100 mètres après la ligne d'arrivée sera protégée par des barrières. Elle sera accessible exclusivement aux responsables de l'organisation, aux coureurs, aux assistants paramédicaux, directeurs sportifs et personnes de presse accréditées.

- 2.2.018** En aucun cas, l'UCI ne pourra être tenue responsable des défauts dans le parcours ni des accidents qui se produiraient.

### **Soins médicaux**

- 2.2.019** Les soins médicaux en course seront assurés exclusivement par le ou les médecins désigné/s par l'organisateur, et cela à partir du moment où les coureurs pénètrent dans l'enceinte du contrôle de départ et jusqu'au moment où ils quittent celle de l'arrivée.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.2.020** Dans le cas d'un traitement important ou lors de l'ascension des cols et côtes, le médecin devra obligatoirement officier à l'arrêt. Le médecin est responsable de sa voiture et de ses occupants et ne tolérera aucune aide quelconque tendant à faciliter le maintien ou le retour au peloton du coureur recevant des soins (accrochage, sillage, etc.).

### **Radio-tour**

- 2.2.021** (N) L'organisateur assurera un service d'information «radio-tour» à partir de la voiture du président du collège des commissaires. Il doit exiger que tous les véhicules soient équipés d'un récepteur leur permettant de recevoir en permanence «radio-tour».

*(texte modifié au 1.01.06).*

### **Arrivée**

- 2.2.022** L'organisateur doit prévoir dans l'enceinte de l'arrivée des emplacements pour trois véhicules par équipe, pour l'accueil des coureurs après l'arrivée.

*(texte modifié au 1.01.05).*

### **Gabarit de contrôle des bicyclettes de contre-la-montre**

- 2.2.022 bis** L'organisateur d'un événement qui compte une épreuve contre-la-montre doit mettre à disposition du collège des commissaires un gabarit de contrôle conforme au Protocole de Fabrication disponible sur le site internet de l'UCI.

La conformité du gabarit avec les spécifications UCI est la seule responsabilité de l'organisateur.

Le gabarit est réceptionné par le président du collège des commissaires qui contrôle sa conformité avec les spécifications UCI.

*(texte modifié au 1.01.05; entrée en vigueur au 1.01.11).*

## **§ 3 Déroulement de l'épreuve**

### **Développement**

- 2.2.023** Pour les hommes junior et les femmes junior, le développement maximum autorisé est de 7,93 mètres.

*(texte modifié au 1.01.00).*

## Communication en course

### 2.2.024

1. L'utilisation des liaisons radio ou autres moyens de communication à distance par ou avec les coureurs ainsi que la possession de tout équipement utile à cet effet lors de l'épreuve sont interdites, sauf dans les deux cas suivants :
  - pendant l'année 2015 :
    - a. lors des épreuves de l'UCI WorldTour ;
    - b. lors des épreuves de la coupe du monde féminine.
  - lors des épreuves contre-la-montre.

Dans les deux cas ci-dessus, un système de communication et d'information sécurisé (communément appelé «oreillette») est autorisé et peut être utilisé aux conditions suivantes :

- la puissance de l'émetteur-récepteur utilisé n'excédera pas 5 watts ;
- le rayon d'action du système restera confiné dans l'espace occupé par la course ;
- son usage est réservé à des échanges entre coureurs et directeur sportif et entre coureurs d'une même équipe.

L'utilisation du système reste subordonnée aux autorisations légales en la matière, à un usage raisonné et raisonnable dans le respect de l'éthique et du libre-arbitre du coureur.

2. Le coureur qui commet une infraction à cet article est sanctionné d'une défense de départ, mise hors course ou disqualification, suivant le cas, et d'une amende de CHF 100 à CHF 10'000.

L'équipe qui commet une infraction à cet article est sanctionnée d'une amende de CHF 1'000 à CHF 100'000 et d'une défense de départ ou mise hors course de son directeur sportif et de tous ses véhicules.

L'infraction commise par un coureur vaut présomption irréfutable d'une infraction commise par son équipe.

Les sanctions imposées au coureur et les sanctions imposées à son équipe sont cumulées.

L'infraction est commise dès que le coureur ou l'équipe se présente sur l'épreuve en possession d'un objet interdit par le présent article. Si l'objet interdit est abandonné avant le départ de l'épreuve le coureur ou l'équipe pourra prendre le départ et seule l'amende sera appliquée. Si dans ce cas une autre infraction est commise pendant la même épreuve la mise hors course ou la disqualification seront appliquées et une autre amende sera imposée dont le maximum sera de CHF 20'000 pour un coureur et CHF 200'000 pour une équipe.

L'application des articles 1.2.130 et 1.2.131 reste réservée.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05; 1.01.08; 1.01.09; 1.01.10; 1.10.10; 1.02.11; 1.01.13).*

## Comportement des coureurs

### 2.2.025

Il est interdit aux coureurs de se débarrasser sans précaution d'aliments, de musettes, de bidons, de vêtements etc. en quelque lieu que ce soit.

Le coureur ne peut rien jeter sur la chaussée même, mais doit se rapprocher des bas-côtés et y déposer l'objet en toute sécurité.

Si des zones de déchets ont été mises en place par l'organisateur, le coureur doit déposer ses déchets en toute sécurité exclusivement dans ces zones, en se rapprochant des bas-côtés de la chaussée.

Le port et l'usage d'objets en verre sont interdits.

*(texte modifié au 1.01.15)*

#### **Dossards**

**2.2.026** Les coureurs doivent porter deux dossards, sauf dans les épreuves contre-la-montre, où ils doivent porter un seul dossard.

#### **Plaque de cadre**

**2.2.027** Sauf dans les épreuves contre-la-montre, les coureurs doivent fixer de manière visible à l'avant (ou en cas d'impossibilité à un autre endroit) de leur cadre de bicyclette une plaque de cadre reproduisant le numéro de dossard.

#### **Collège des commissaires**

**2.2.028** La composition du collège des commissaires est fixée à l'article 1.2.116.

*(texte modifié au 1.01.05).*

#### **Incidents de course**

**2.2.029** En cas d'accident ou d'incident risquant de fausser le déroulement régulier de la course en général ou d'une étape en particulier, le directeur de l'organisation, après accord du collège des commissaires, peut à tout instant décider, après en avoir informé les chronométrateurs, soit :

- de modifier le parcours ;
- de déterminer une neutralisation temporaire de la course ou de l'étape ;
- de considérer une étape comme non disputée ;
- d'annuler une partie de l'étape ainsi que tous les résultats des classements intermédiaires éventuels et de donner un nouveau départ à proximité du lieu de l'incident ;
- de conserver les résultats acquis ou de redonner un nouveau départ en tenant compte des écarts enregistrés au moment de l'incident.

Le cas échéant, le collège des commissaires peut consulter le délégué technique désigné par l'UCI sur les épreuves de l'UCI WorldTour pour sa prise de décision.

*(texte modifié au 1.01.15)*

#### **Abandon**

**2.2.030** Le coureur qui abandonne doit enlever immédiatement son dossard et le remettre à un commissaire ou au véhicule balai. Il n'a pas le droit de franchir la ligne d'arrivée.

Sauf en cas d'accident corporel ou de malaise grave, il doit prendre place à bord du véhicule balai.

#### **Véhicules**

**2.2.031** Tout véhicule ayant accès au parcours de l'épreuve doit être pourvu d'un signe distinctif.

- 2.2.032** Sauf lors des épreuves contre-la-montre, tous les véhicules évoluant à l'échelon course sont limités à une hauteur maximum de 1,66 m.

*(texte modifié aux 1.01.03; 1.10.13).*

- 2.2.032 bis** Les fenêtres des voitures d'équipes présentes à l'échelon course ne doivent pas être marquées d'une façon qui obstrue la visibilité à travers le véhicule ou être obstruées de manière significative par des décalques ou inscriptions.

*(article introduit au 1.10.13). → Entrée en vigueur: 1.01.15*

- 2.2.033** Les véhicules doivent circuler sur le côté de la route exigé par la législation nationale.

- 2.2.034** L'organisateur doit mettre à la disposition de chacun des commissaires internationaux une voiture à toit ouvrant, munie d'un poste émetteur-récepteur.

- 2.2.034 bis** (N) L'organisateur doit organiser un briefing auquel doivent assister toutes les personnes qui suivront la course à moto, un représentant de la télévision, un représentant des forces de l'ordre, ainsi que le collègue des commissaires.

Lors des épreuves UCI WorldTour, ce briefing doit être organisé **en présence du délégué technique** la veille de la course après la réunion des directeurs sportifs ou le matin de l'épreuve.

*(texte modifié aux 1.01.06; 1.01.07 ; 1.01.15).*

#### **Suiveurs**

- 2.2.035** Tous les suiveurs à l'échelon course, sauf les journalistes accrédités et les invités d'honneur qui ne conduisent pas de véhicule, doivent être porteurs d'une licence.

La voiture des équipes doit avoir à son bord un directeur sportif licencié en tant que tel, comme responsable du véhicule. Pour les véhicules des équipes enregistrées auprès de l'UCI, ce directeur sportif devra de plus être enregistré en tant que tel auprès de l'UCI.

*(texte modifié aux 1.01.98; 1.01.05; 1.01.13).*

- 2.2.035 bis** Lors des épreuves UCI WorldTour, un titulaire de «licence pour conducteur dans une épreuve sur route» (rubrique 1.8 de l'art. 1.1.010) doit également être titulaire d'un certificat de conducteur attribué par l'UCI selon les directives établies et publiées à ce sujet, pour pouvoir piloter un véhicule de suiveur à l'échelon course. Les titulaires de toute autre licence ne sont pas visés par cette contrainte.

*(article introduit au 1.07.13).*

- 2.2.036** Il est interdit à tous les suiveurs de jeter quelque objet que ce soit le long du parcours.

- 2.2.037** Toute aspersion à partir d'un véhicule est interdite.

## § 4 Cahier des charges presse (N)

### Définition

**2.2.038** Le cahier des charges concerne toute personne de la presse écrite, parlée, audiovisuelle et les photographes, agissant en voiture ou à moto.

### Accréditation

**2.2.039** L'organisateur est tenu d'envoyer aux différents organes de presse un formulaire d'accréditation suivant le modèle à l'article 2.2.085.

**2.2.040** Les personnes régulièrement accréditées par leur organe de presse doivent disposer d'une carte reconnue par :

- l'association de presse nationale ;
- l'association Internationale de la Presse Sportive ;
- l'association Internationale des Journalistes du Cyclisme.

**2.2.041** Toute personne non accréditée d'avance ne peut l'être qu'après accord entre l'organisateur et le délégué A.I.J.C. désigné et dont le nom aura été communiqué à l'organisateur.

**2.2.042** L'organisateur remet à la personne accréditée un macaron de couleur verte sur lequel le nom de l'épreuve et la date de celle-ci sont mentionnés.

### Informations avant la course

**2.2.043** Les organisateurs doivent transmettre aux différents organismes de presse un maximum de renseignements concernant leur épreuve dans les jours précédant celle-ci: itinéraire, liste des inscrits, opérations de départ, etc. Ils sont tenus, en particulier, de mettre à la disposition des personnes accréditées la liste des engagés (à la permanence, via fax et/ou courrier électronique) le vendredi à midi au plus tard pour une épreuve se déroulant le week-end, la veille à midi pour une épreuve se déroulant en semaine.

*(texte modifié au 1.01.05).*

### Informations pendant la course

**2.2.044** Les personnes accréditées doivent percevoir les informations et les directives concernant le déroulement de l'épreuve de l'endroit où les directeurs de course les ont placées.

**2.2.045** Si la direction de la course, pour des raisons de sécurité, a envoyé les véhicules de presse sur une route parallèle ou plusieurs kilomètres à l'avant, les personnes accréditées doivent être tenues au courant du déroulement de la course.

**2.2.046** Les informations doivent être transmises en français ou en anglais et dans la langue du pays où se déroule l'épreuve.

### Caravane de presse

**2.2.047** Chaque organe de presse ne peut engager qu'une seule voiture et qu'une moto à l'échelon de la course, sauf accord préalable de l'organisateur.

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.2.048** Ces véhicules doivent être pourvus d'une plaque accréditive à l'avant et à l'arrière, ceci les autorisant à évoluer à l'échelon course.



Tous ces véhicules doivent être obligatoirement équipés d'un récepteur leur permettant de recevoir en permanence radio-tour.

**2.2.049** Si une limitation des véhicules de presse s'impose par la nature du parcours et pour des raisons de sécurité, l'organisateur ne pourra l'appliquer qu'après consultation et accord avec l'UCI et le bureau de l'A.I.J.C.

**2.2.050** Les organisateurs exigeront que les véhicules de presse soient pilotés par des conducteurs d'expérience, connaissant les épreuves cyclistes et la manière d'y manœuvrer. Ces conducteurs doivent être porteurs d'une licence de conducteur de véhicule dans une épreuve sur route. Chaque organe de presse est responsable des qualités de pilote des conducteurs qu'il désigne.

*(texte modifié au 1.01.13).*

## **§ 5 Circulation en course**

### **Généralités**

**2.2.051** Les chauffeurs et pilotes sont responsables de leur véhicule et doivent se conformer immédiatement aux ordres et consignes des commissaires et de l'organisateur.

**2.2.052** A l'arrivée des coureurs, dans le dernier kilomètre, aucun véhicule de presse, quel qu'il soit, ne pourra rester dans la course, sauf exception définie au début de la course.

**2.2.053** Si le conducteur dans une course n'est pas titulaire de la licence requise par l'article 2.2.050 l'organe de presse concerné sera exclu d'accès aux épreuves sur route pour une durée de un à six mois.

Dans l'un des cas suivants, l'organe de presse concerné sera exclu pour une durée déterminée en fonction de la gravité des faits :

- non-respect des ordres ou consignes des commissaires et de l'organisateur ;
- infraction à l'article 2.2.052 ;
- un commissaire estime que le conducteur n'a pas les qualités de pilote requises pour conduire dans une épreuve sur route.

L'exclusion est prononcée par un membre du collège des commissaires et s'opère sur-le-champ. Un refus de quitter la course sera sanctionné d'une exclusion supplémentaire.

Si l'infraction n'est pas sanctionnée par un membre du collège des commissaires elle pourra être sanctionnée par la commission disciplinaire.

En plus de l'exclusion d'accès aux épreuves sur route une amende de CHF 1000.- à 10'000.- peut être imposée à l'organe de presse. L'organe de presse ne sera pas réadmis aux épreuves sur route si longtemps que l'amende n'est pas entièrement réglée, sans préjudice de l'exclusion d'accès aux épreuves.

L'organe de presse sanctionné peut saisir la commission disciplinaire pour l'exclusion d'accès aux épreuves dépassant sept jours et pour l'amende dépassant CHF 2500.-. La saisie de la commission disciplinaire n'a pas d'effet suspensif sauf si son président en décide autrement sur requête motivée.

En cas de violation des règlements le conducteur du véhicule est en plus sanctionné d'une amende de CHF 200.- à 5000.- et/ou d'une suspension de 7 jours à six mois. En cas de violation commise dans l'année suivant une autre violation la sanction est une amende de CHF 500.- à 10'000.- et/ou une suspension de 1 mois à un an.

En toute circonstance chaque membre du collège des commissaires peut exclure de la course sur le champ le conducteur qui effectue une manœuvre dangereuse ou présente un risque pour la sécurité.

*(texte modifié au 1.01.05; 1.01.13).*

- 2.2.054** Si les plaques accréditatives sont retirées lors d'une épreuve de l'UCI WorldTour, la sanction sera applicable lors de la ou des prochaine(s) épreuve(s) de l'UCI WorldTour. Si les plaques accréditatives sont retirées lors d'une épreuve par étapes, le véhicule ou la moto ne pourront circuler à l'échelon course pour une ou plusieurs des étapes suivantes.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.2.055** Si les personnes de la presse laissent s'accrocher des coureurs à leur véhicule, elles sont mises hors course et suspendues pour une durée déterminée en fonction de la gravité des faits.

#### **Voitures**

- 2.2.056** La caravane de presse, située à l'avant de la course, ne peut accueillir de voitures publicitaires ou de voitures d'équipes.

- 2.2.057** Au sein de la caravane de presse, les voitures de presse doivent avoir la priorité sur celles des éventuels invités de l'organisateur.

- 2.2.058** En course, les voitures de presse doivent suivre les directives qui leur sont imposées par les commissaires et l'organisateur. Ils ne peuvent en aucun cas franchir un barrage (drapeau rouge), si ce n'est après en avoir reçu l'autorisation.

- 2.2.059** Il est interdit de photographier ou de filmer à partir d'une voiture de presse en mouvement.

- 2.2.060** Les voitures de presse doivent respecter le code de la route en vigueur dans les pays où se déroule l'épreuve. Elles ne peuvent se mettre sur deux files que dans le but de dégager plus rapidement après en avoir reçu l'autorisation ou la demande du président du collège des commissaires.

#### **Motos des photographes**

- 2.2.061** A l'avant de la course, les pilotes doivent circuler devant la voiture du commissaire à l'avant, formant ainsi un sas mobile.

- 2.2.062** Pour prendre les photos, les pilotes se laissent glisser à tour de rôle, vers la tête de la course; le photographe prend sa photo et immédiatement, le pilote rejoint le sas.

- 2.2.063** Aucune moto ne peut rester entre la tête du peloton et la voiture du commissaire à l'avant. Dans le cas exceptionnel où la moto serait par surprise, trop près des coureurs, elle doit se laisser dépasser. Elle ne remontera que lorsqu'un commissaire l'y autorisera.

**2.2.064** A l'arrière de la course, les pilotes circuleront en file indienne à partir de la voiture du président du collège des commissaires, s'obligeant à faciliter la circulation des véhicules appelés au peloton ou souhaitant doubler les coureurs.

**2.2.065** En montagne et dans les ascensions, les pilotes doivent veiller à ne pas gêner les coureurs, ni les véhicules officiels et, en principe, les photographes opéreront à l'arrêt.

**2.2.066** A l'arrivée, les photographes porteurs de signes distinctifs (chasubles) prendront place de part et d'autre de la chaussée, selon le plan à l'article 2.2.086.

**Motos des reporters radio et télévision**

**2.2.067** A l'avant, ces motos doivent se tenir devant le sas des photographes et ne doivent jamais s'intercaler entre la voiture du commissaire et les coureurs.

Elles ne peuvent s'intercaler entre deux groupes de coureurs que sur autorisation du commissaire.

**2.2.068** A l'arrière elles circuleront à partir de la hauteur des voitures des directeurs sportifs, en file indienne en s'obligeant à faciliter la circulation des véhicules appelés au peloton ou souhaitant doubler les coureurs.

**2.2.069** L'interview des coureurs en course est interdite. Celle des directeurs sportifs est tolérée à l'exception des 10 derniers kilomètres et à condition qu'elle soit réalisée à partir d'une moto. Une amende de CHF 200 sera infligée à l'équipe dont le directeur sportif accorde une interview dans les 10 derniers kilomètres.

*(texte modifié au 1.01.03).*

**Motos des cameramen**

**2.2.070** Il est admis 3 motos-caméras et une moto son. La circulation des motos doit se faire de façon à ne pas favoriser ou gêner la progression des coureurs.

*(texte modifié au 1.01.98).*

**2.2.071** Les pilotes s'obligeront à faciliter la circulation des véhicules appelés au peloton ou souhaitant doubler les coureurs.

**2.2.072** Les cameramen filmeront de profil ou 3/4 arrière. Ils ne peuvent doubler le peloton en filmant que si la largeur de la route le permet.

En montagne et dans les ascensions, les prises de vue s'effectueront de l'arrière.

**2.2.073** Il est interdit aux motos d'évoluer à proximité des coureurs lorsque leurs passagers n'effectuent pas de prise d'image et/ou de son.

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.2.074** Il est interdit de filmer à partir d'une moto dans les cinq cents derniers mètres.

**Arrivée**

**2.2.075** Les organisateurs doivent prévoir, au-delà de la ligne d'arrivée, une zone suffisamment vaste pour permettre aux personnes de presse accréditées de travailler. Cette zone ne peut être accessible qu'aux responsables de l'organisation, aux coureurs, assistants paramédicaux, directeurs sportifs et aux personnes de presse accréditées. Les

organisateur s'engagent à mettre le service d'ordre local au courant de ces dispositions.

*(texte modifié au 1.01.00).*

#### **Salle de presse**

**2.2.076** La salle de presse doit se situer le plus près possible de la ligne d'arrivée. En cas d'éloignement, elle doit être accessible via une route interdite à la circulation publique et correctement fléchée.

**2.2.077** Les organisateurs doivent aménager pour les personnes de presse accréditées un lieu de travail suffisamment vaste et bien équipé (tables, chaises, prises électriques et de téléphone, etc.).

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.2.078** La salle de presse ne doit être accessible qu'aux personnes de presse accréditées et aux responsables de l'organisation.

**2.2.079** La salle de presse doit être ouverte au moins deux (2) heures avant l'arrivée (pour les épreuves de l'UCI WorldTour et de la coupe du monde féminine une (1) heure au plus tard après le départ) et être équipée en postes de télévision. Elle ne peut être fermée que lorsque toutes les personnes de presse ont terminé leur travail.

*(texte modifié au 1.01.05).*

#### **Télécommunications**

**2.2.080** Les organisateurs sont tenus de mettre à la disposition des personnes de presse les moyens de transmission nécessaires (téléphone, Internet, télécopie). La presse doit faire connaître ses besoins au moyen du formulaire d'accréditation.

*(texte modifié au 1.01.05).*

#### **Conférence de presse**

**2.2.081** Les trois premiers coureurs classés sont tenus de se présenter en compagnie des organisateurs dans la salle de presse, soit dans un lieu défini et réservé aux personnes de presse, si celle-ci est trop éloignée.

**2.2.082** A l'issue de la cérémonie protocolaire des épreuves de la coupe du monde féminine, le leader du classement général individuel et le vainqueur de l'épreuve se rendront à la salle de presse pour une durée maximum de 20 minutes accompagnés par une escorte agissant sous l'autorité de l'agent de contrôle du dopage qui les conduira ensuite le cas échéant au local du contrôle antidopage.

Les organisateurs d'épreuves de la catégorie hommes élite faisant partie de l'UCI WorldTour et des calendriers continentaux, peuvent également imposer cette obligation pour leur épreuve à condition de le spécifier dans le règlement particulier de l'épreuve.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.01.09; 1.10.13).*

#### **Liste des partants et résultats**

**2.2.083** La liste des partants et les résultats complets établis selon le modèle UCI aux articles 2.2.087 et 2.2.088 doivent être remis à la presse dans le délai le plus bref.

*(texte modifié aux 1.01.98; 1.01.05).*

**2.2.084 Demande d'accréditation** Les demandes d'accréditation doivent être établies suivant le modèle à l'article 2.2.085.

**2.2.085 Demande d'accréditation**

Firme – Journal – Agence :

-----

-----

Envoyés spéciaux :		
Nom et prénom	Fonction	N° Carte de presse (joindre photocopie)

-----

-----

Voiture - Marques	Plaque minéralogique
-------------------	----------------------

-----

Moto – Marque	Plaque minéralogique
---------------	----------------------

-----

Dispose d'un récepteur :	oui/non
Demande de place dans une voiture de l'organisation :	oui/non

Salle de presse :

Nombre de places nécessaires :

-----

Moyen de transmission souhaité :	- Téléphone	oui/non
	- Téléfax	oui/non
	- Prise pour accès Internet	oui/non

Cachet de la Firme – journal – Agence :

-----

Date + signature :

-----

-----

Les informations concernant notre épreuve doivent être transmises à l'adresse suivante :

-----

-----

Date limite :

-----

-----

Questionnaire à retourner au plus tard pour :

-----

-----

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.2.086 Emplacement des photographes de presse** L'espace pour les photographes après la ligne d'arrivée est limité à 40% maximum de la largeur de la chaussée. Les photographes devront être positionnés à une distance

de la ligne d'arrivée d'au moins 15 mètres et au-delà. Cette distance sera fixée en fonction de la configuration de l'arrivée conjointement par l'organisateur, le président du collège des commissaires et un représentant des photographes.

*(texte modifié au 1.01.07).*

**Modèle de liste des partants**

**2.2.087** Communiqué N°...

**Nom de l'épreuve - Date  
Liste de départ**

Organisateur :

<u>Dossard</u>	<u>NOM Prénom</u>	<u>Code UCI</u>
VCM	VELO CLUB MEDITERRANÉE	FRA
1	GRANDGIRARD Stéphane	FRA19781229
2	DUPONT Laurent	FRA19730915
3	DURANT Claude	FRA19830302
4	MAURAS Edouard	FRA19790621
5	PONS Fabrice	FRA19800424
6	FAZAN Jonathan	FRA19810521
Directeur sportif:	ROSSONE Jean	
CAP	CLUB AZZURE PIEMONTE	ITA
11	BRINES Pablo	ESP19790917
12	POGGI Alessandro	ITA19801003
13	RICCI Filippo	ITA19841202
14	PIZZO Dario	ITA19820110
15	LEROY Christian	SUI19810318
16	GUSTOVAS Ignas	LTU19770315
Directeur sportif:	CASARO Paolo	
MUN	MUNCHEN TEAM	GER
21	SCHNIDER Hans	AUT19750525
22	MULLER Uwe	GER19811104
23	KELLER Tobias	GER19690923
24	SCHÖLL Mathias	GER19780424
25	ESPOSITO Filippo	ITA19820610
26	BAUMANN Andreas	SUI19790624
Directeur sportif:	BECKER Karl	
HCT	HOOGEVEEN CLUB TEAM	NED
31	VAN ISSUM Peter	NED19750525
32	POELMAN Erick	NED19810704
33	VAN GLIEST Thomas	NED19790923
34	BERGER Jorg	GER19820424
35	SUMIAN Christophe	FRA19790610
36	BAUMANN Andreas	NED19790624
Directeur sportif:	KOOIMAN Joop	

*(texte modifié aux 1.01.98; 1.01.07; 1.01.08).*

**2.2.088** **Modèle de classement**  
Communiqué N°...

**Nom de l'épreuve**  
**Classement final / général / de l'étape N°...**  
**(parcours)**

Date :  
Organisateur :  
Nombre de km :  
Moyenne du vainqueur :

Rang	Doss.	Code UCI	Nom Prénom	Code équi.	Temps/écart
1	4	FRA19790621	MAURAS Edourad	VCM	4h32'05"
2	21	AUT19750525	SCHNIDER Hans	MUN	à 10"
3	15	SUI19810318	LEROY Christian	CAP	à 22"
4	1	FRA19781229	GRANDGIRARD Stéphane	VCM	à 26"
5	32	NED19810704	POELMAN Erick	HCT	à 1'46"

etc.  
Nombre de partants :  
Arrivés hors délais :  
Abandons :

*(texte modifié au 1.01.07; 1.01.08).*

**§ 6 Cahier des charges pour organisateurs**

**2.2.089** Outre le règlement, les organisateurs d'épreuves UCI WorldTour doivent également respecter les dispositions du cahier des charges pour organisateurs UCI WorldTour.

*(article introduit au 1.01.15).*

**§ 7 Délégué technique**

**2.2.090** Le délégué technique évalue la conformité de l'organisation des épreuves UCI WorldTour avec le règlement et le cahier des charges pour organisateurs.

A cette fin, le délégué technique peut assister à ces épreuves. Dans ce cas, l'organisateur remet au délégué technique un laissez-passer pour l'épreuve ainsi qu'une plaque d'accréditation pour son véhicule permettant l'accès aux parkings réservés au départ et à l'arrivée des étapes ainsi que la possibilité d'emprunter le parcours de l'épreuve.

*(article introduit au 1.01.15).*

**2.2.091** Pour l'UCI WorldTour, le délégué technique établit un rapport d'évaluation circonstancié et détaillé sur l'épreuve, en référence au cahier des charges pour organisateurs, par le biais d'une grille d'évaluation fournie à cet effet par l'administration de l'UCI. L'organisateur recevra une copie de ce rapport.

*(article introduit au 1.01.15).*

**2.2.092** Pour l'UCI WorldTour, le délégué technique peut également procéder à une inspection préalable du parcours de l'épreuve, en particulier s'agissant de la sécurité, de points dangereux signalés par l'organisateur et des dispositions relatives au cahier des charges pour organisateurs.

Dans ce cas, il contacte l'organisateur et établit un rapport à l'attention de l'administration de l'UCI qui prend le cas échéant des décisions appropriées.

*(texte introduit au 1.01.15)*



## Chapitre III EPREUVES D'UNE JOURNEE

### Formule

- 2.3.001** (N) Une épreuve d'une journée est une compétition qui se déroule sur une seule journée avec un seul départ et une seule arrivée.  
Aux épreuves d'une journée participent uniquement des équipes ainsi que, dans les cas autorisés par ce règlement, des équipes mixtes.

*(article modifié au 1.01.05; 1.01.09).*

### Distances

- 2.3.002** La distance maximum des épreuves d'une journée est fixée comme suit:

Calendrier international	Catégorie	Classe	Distance
Jeux olympiques et championnats du monde	ME		De 250 à 280 km
	WE		De 120 à 140 km
	MU		De 160 à 180 km
	MJ		De 120 à 140 km
	WJ		De 60 à 80 km
Championnats continentaux	ME		Maximum 240 km
	MU		Maximum 180 km
	WE		Maximum 140 km
	MJ		Maximum 140 km
	WJ		Maximum 80 km
Jeux régionaux	ME		Maximum 240 km
	MU		Maximum 180 km
	WE		Maximum 140 km
	MJ		Maximum 140 km
	WJ		Maximum 80 km
UCI WorldTour	ME	UWT	Distance fixée par le Conseil du Cyclisme Professionnel
Circuits continentaux	ME	1.HC	Maximum 200km*
	ME	1.1	Maximum 200km*
	ME	1.2	Maximum 200km
	MU	1.2	Maximum 180km
Femme Elite	WE	Wcup	De 120 à 140 km
	WE	1.1	Maximum 140km
	WE	1.2	Maximum 140km
Homme Junior	MJ	1.Ncup	Maximum 140km
	MJ	1.1	Maximum 140km
Femme Junior	WJ	1.1	Maximum 80km

\* Sauf autorisation préalable du comité directeur.

*(texte modifié au 1.01.05; 1.01.08; 1.01.09; 1.07.12; 1.10.13).*

- 2.3.003** Pour les épreuves internationales hors Europe, des dérogations peuvent être accordées par le comité directeur de l'UCI ou, pour les épreuves de l'UCI WorldTour par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

*(texte modifié au 1.01.05).*

### **Parcours**

- 2.3.004** L'organisateur doit signaler par des panneaux fixes: le kilomètre zéro (le départ réel), le cinquantième kilomètre et puis les derniers 25, 20, 10, 5, 4, 3 et 2 km. Dans les épreuves se terminant en circuit, seuls les derniers 3, 2 et 1 km ainsi que les tours restant à parcourir devront être affichés.

L'organisateur doit également signaler les distances suivantes par rapport à l'arrivée: 500 m, 300 m, 200 m, 150 m, 100 m, 50 m.

*(texte modifié au 1.01.06).*

- 2.3.005** Le dernier kilomètre est signalé par la flamme rouge. En dehors de celle d'arrivée aucune banderole ne peut être suspendue après la flamme rouge.

- 2.3.006** L'organisateur doit prévoir avant la ligne d'arrivée une déviation qui est obligatoire pour tous les véhicules (y compris les motos) autres que ceux de la direction de l'organisation, des commissaires, du médecin officiel et de celui du directeur sportif du vainqueur arrivant détaché avec une avance d'au moins une minute.

*(article modifié au 1.01.05).*

- 2.3.007** Si l'épreuve est organisée en circuit, celui-ci doit avoir une longueur minimum de 10 km.

Sur les circuits entre 10 et 12 km, par équipe un seul véhicule avec une fonction officielle sportive est autorisé à suivre l'épreuve.

L'organisateur de l'épreuve peut demander à l'UCI une dérogation à cette disposition. Il doit faire parvenir sa demande à l'UCI au moins 90 jours avant le départ de l'épreuve, par l'intermédiaire de sa fédération nationale. La demande doit comprendre une description détaillée du parcours et un exposé des raisons qui sont invoquées pour justifier la dérogation.

*(texte modifié au 1.01.99; 1.10.10).*

- 2.3.008** Une partie de l'épreuve peut se dérouler en un circuit aux conditions suivantes :

- La longueur du circuit doit être de 3 km au moins ;
- Le nombre maximum de tours sur le circuit est de :
  - 3 pour les circuits entre 3 et 5 km ;
  - 5 pour les circuits entre 5 et 8 km ;
  - 8 pour les circuits entre 8 et 10 km.

Les commissaires prendront toutes les dispositions utiles pour assurer la régularité de l'épreuve, particulièrement en cas de changement de la situation de course après l'entrée sur le circuit.

*(texte modifié au 1.10.10).*

### **Départ de la course**

- 2.3.009** Les coureurs et leurs directeurs sportifs se rassemblent au lieu de la signature de la feuille de départ.

Ils doivent être présents et prêts au moins quinze minutes avant l'heure du départ du lieu de rassemblement.

La signature de la feuille de départ prendra fin dix minutes avant l'heure du départ du lieu de rassemblement.

Sous peine de mise hors compétition ou disqualification, la signature de la feuille de départ par les coureurs est obligatoire. En cas de circonstances particulières, le collègue des commissaires peut néanmoins permettre de prendre le départ aux coureurs concernés.

L'organisateur UCI WorldTour ou coupe du monde femmes peut fixer l'ordre de passage par équipe pour la signature de la feuille de départ et la présentation des équipes complètes déclarées partantes pour les courses d'un jour et pour la première étape pour les courses par étape. En cas de non-respect des dispositions prévues, le coureur et le directeur sportif seront pénalisés conformément à l'art. 12.1.040.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.10.10; 1.10.11 ; 1.01.15).*

**2.3.010** Le départ réel sera donné arrêté ou lancé et ne pourra être distant de plus de 10 km du lieu de rassemblement.

**2.3.011** *Lors des championnats du monde et des jeux olympiques, la remise des dossards a lieu la veille de l'épreuve en ligne ou l'avant-veille. La numérotation de la liste de départ se fera comme suit :*

*Hommes élite :*

- 1. la nation ayant remporté le titre de champion du monde pour les championnats du monde et le titre de champion olympique pour les jeux olympiques lors des éditions précédentes ;*
- 2. les 15 premières nations classées lors du dernier classement UCI WorldTour par nation publié ;*
- 3. les nations classées selon le nombre de points par nation des circuits continentaux des derniers classements publiés ;*
- 4. l'ordre de départ des nations non classées sur les circuits continentaux se fera par tirage au sort.*

*Femmes élite :*

- 1. la nation ayant remporté le titre de champion du monde pour les championnats du monde et le titre de champion olympique pour les jeux olympiques lors des éditions précédentes ;*
- 2. les nations classées selon le nombre de points par nation du dernier classement mondial par nation ;*
- 3. l'ordre de départ des nations non classées sur le classement mondial se fera par tirage au sort.*

*Hommes moins de 23 ans :*

- 1. pour le championnat du monde seulement, la nation ayant remporté le titre de champion du monde l'année précédente ;*
- 2. les nations classées selon le dernier classement de la coupe des nations moins de 23 ans ;*
- 3. l'ordre de départ des nations non classées au classement de la coupe des nations moins de 23 ans se fera par tirage au sort.*

*Hommes junior :*

- 1. la nation ayant remporté le titre de champion du monde l'année précédente ;*

2. les nations classées selon le dernier classement de la Coupe des Nations Junior ;
3. l'ordre de départ des nations non classées au classement de la Coupe des Nations Junior se fera par tirage au sort.

*Femmes junior*

1. la nation ayant remporté le titre de champion du monde l'année précédente ;
2. l'ordre de départ de toutes les autres nations se fera par tirage au sort.

*Le champion du monde sortant pour les championnats du monde et le champion olympique sortant pour les jeux olympiques se verront attribuer le premier numéro de dossard.*

*Les numéros des nations seront attribués selon l'ordre alphabétique des coureurs.*

*L'appel des nations sur la ligne de départ se fera selon l'ordre de numérotation de la liste de départ.*

*(texte modifié aux 1.01.00, 1.01.08; 1.01.09; 1.09.13).*

**Droits et devoirs des coureurs**

- 2.3.012** Tous les coureurs peuvent se rendre de menus services tels que prêts ou échanges de nourriture, de boissons, de clés ou d'accessoires.

Le prêt ou l'échange de roues, de bicyclettes, l'attente d'un coureur lâché ou accidenté ne sera permis qu'entre coureurs d'une même équipe. La poussette est toujours interdite, sous peine de mise hors compétition.

- 2.3.013** Les coureurs sont autorisés à se débarrasser en marche de leur imperméable, survêtement, etc. en les remettant, derrière la voiture du président du collège des commissaires, à la voiture de leur directeur sportif.

Un équipier pourra se charger de cette mission pour ses coéquipiers, dans les mêmes conditions.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.3.014** En cas d'arrivée en circuit, l'entraide autorisée entre coureurs ne peut se faire que s'ils se trouvent au même point kilométrique de l'épreuve.

**Véhicules suiveurs**

- 2.3.015** L'ordre des véhicules est déterminé par le tableau à l'article 2.3.046.

- 2.3.016** (N) L'assistance technique à chaque équipe mixte sera assurée par un véhicule neutre. L'organisateur doit prévoir au moins 3 autres véhicules d'assistance neutres suffisamment équipés (voitures ou motos) et un véhicule balai.

*(texte modifié au 1.01.02).*

- 2.3.017** Il ne sera admis qu'un seul véhicule par équipe à l'échelon course.

**2.3.018** L'ordre des voitures des équipes dans la course sera fixé comme suit :

**Epreuves de l'UCI WorldTour**

1. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs visée à l'article 1.2.087, dans l'ordre du classement UCI WorldTour individuel des coureurs partants tel qu'il est établi ;
2. les voitures des autres équipes (toutes équipes confondues, UCI WorldTeams compris) représentées à la réunion et dont les coureurs partants n'ont pas encore obtenu de points au classement UCI WorldTour individuel ;
3. les voitures des équipes n'ayant pas confirmé leurs coureurs partants dans le délai visé à l'article 1.2.090 ;
4. les voitures des équipes non représentées à la réunion.

Dans les groupes 2 à 4 l'ordre est fixé par tirage au sort.

La voiture d'une équipe visée au point 1 ou 2 mais qui se trouve dans un des cas visés aux points 3 ou 4 sera dans le groupe 3 ou 4, suivant le cas.

**Epreuves femmes élite**

1. les voitures des équipes féminines UCI et des équipes nationales représentées à la réunion des directeurs sportifs et ayant confirmé leurs coureurs partants dans le délai visé à l'article 1.2.090 ;
2. les voitures des autres équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs et ayant confirmé leurs coureurs partants dans le délai ;
3. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs et n'ayant pas confirmé leurs coureurs partants dans le délai ;
4. les voitures des équipes non représentées à la réunion des directeurs sportifs.

Dans chacun des groupes, l'ordre des voitures est déterminé par tirage au sort lors de la réunion des directeurs sportifs.

**Autres épreuves**

1. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs et ayant confirmé leurs coureurs partants dans le délai visé à l'article 1.2.090 ;
2. les voitures des autres équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs et n'ayant pas confirmé leurs coureurs partants dans le délai ;
3. les voitures des équipes non représentées à la réunion des directeurs sportifs.

Dans chacun des groupes, l'ordre des voitures est déterminé par tirage au sort lors de la réunion des directeurs sportifs.

Dans toutes les épreuves, le tirage au sort se fera au moyen de billets comportant le nom des équipes engagées. Le premier nom sortant se verra attribuer la 1<sup>ère</sup> place, le second nom sortant la deuxième place, etc.

*(texte modifié aux 1.01.01; 1.01.03; 1.01.05; 1.01.09; 1.10.09; 1.10.11 ; 1.01.15).*

**2.3.019** Dans la course les véhicules des équipes se placeront derrière la voiture du président du collège des commissaires ou du commissaire délégué par lui.

Les occupants des véhicules doivent se conformer en toutes circonstances aux instructions des commissaires, qui à leur tour veilleront à faciliter les manœuvres des véhicules.

**2.3.020** Le conducteur désirant dépasser les véhicules des commissaires de sa propre initiative, devra marquer un temps d'arrêt à hauteur de ces voitures, préciser ses

intentions et ne passer qu'après accord du commissaire. Il devra alors accomplir sa mission dans les délais les plus brefs, afin de reprendre rapidement sa place dans la file.

On ne tolérera qu'une seule voiture à la fois dans le peloton, quelle que soit l'importance de celui-ci.

**2.3.021** En cas d'échappée un véhicule suiveur ne pourra s'intercaler entre le(s) coureur(s) échappé(s) et le groupe poursuivant qu'avec l'autorisation du commissaire, pour autant et si longtemps que l'écart est jugé suffisant par celui-ci.

**2.3.022** Aucun véhicule ne peut doubler les coureurs dans les 10 derniers kilomètres.

**2.3.023** *Lors des championnats du monde seuls les véhicules suivants sont autorisés à circuler dans la course :*

1. *la voiture du président du collège des commissaires ;*
2. *la voiture du second commissaire ;*
3. *la voiture du troisième commissaire ;*
4. *la voiture du quatrième commissaire ;*
5. *six voitures de l'UCI ;*
6. *la voiture du médecin ;*
7. *deux véhicules ambulance ;*
8. *la voiture du service d'ordre, si nécessaire ;*
9. *sept voitures d'assistance neutres pour les épreuves hommes junior et femmes junior ;*
10. *les voitures des nations pour l'épreuve hommes élite et femmes élite, plus quatre voitures et une moto d'assistance neutres ;*
11. *au maximum trois motos cameraman plus une moto son ;*
12. *les deux motos des commissaires ;*
13. *les deux motos photographes ;*
14. *la moto régulateur, si nécessaire ;*
15. *les deux motos informations ;*
16. *la moto médecin ;*
17. *la moto de l'ardoisier ;*
18. *les motos du service d'ordre. ;*
19. *le véhicule balai.*

*Lors des jeux olympiques seuls les véhicules suivants sont autorisés à circuler dans la course :*

1. *la voiture du président du collège des commissaires ;*
2. *la voiture du second commissaire ;*
3. *la voiture du troisième commissaire ;*
4. *la voiture du quatrième commissaire ;*
5. *une voiture du manager du comité d'organisation ;*
6. *une voiture du délégué technique de l'UCI ;*
7. *la voiture du médecin ;*
8. *deux véhicules ambulance ;*
9. *la voiture du service d'ordre ;*
10. *les voitures des nations plus quatre voitures d'assistance neutres et une moto d'assistance neutre ;*
11. *au maximum trois motos cameraman plus une moto son ;*
12. *les deux motos des commissaires ;*
13. *les deux motos photographes ;*
14. *la moto régulateur, si nécessaire ;*
15. *les deux motos informations ;*
16. *la moto médecin ;*

17. la moto de l'ardoisier ;
18. les motos du service d'ordre ;
19. le véhicule balai.

Les véhicules devront circuler selon le schéma de la caravane comme prévu à l'article 2.3.046.

(texte modifié aux 1.01.02; 30.01.04; 1.01.05, 1.01.08; 1.09.13).

**2.3.024** L'ordre des véhicules des nations lors des championnats du monde sera déterminé comme suit :

**Epreuve hommes élite**

1. véhicules des nations alignant neuf coureurs ;
2. véhicules des nations alignant de sept à huit coureurs ;
3. véhicules des nations alignant moins de sept coureurs regroupés en fonction du nombre de coureurs qu'elles alignent.

Dans le premier groupe, l'ordre est déterminé par le dernier classement UCI WorldTour par nation publié. Pour les groupes 2 et 3, l'ordre est déterminé par le nombre de points UCI au dernier classement par nation des circuits continentaux publiés. Pour les véhicules regroupant plusieurs nations, c'est la nation la mieux classée qui est prise en compte.

**Epreuve femmes élite**

1. véhicules des nations alignant au moins six coureurs ;
2. véhicules des nations alignant moins de six coureurs regroupés en fonction du nombre de coureurs qu'elles alignent.

Dans chaque groupe, l'ordre est déterminé par le dernier classement femmes élite par nation publié. Pour les véhicules regroupant plusieurs nations, c'est la nation la mieux classée qui est prise en compte.

**Epreuve Hommes Moins de 23 ans**

1. véhicules des nations alignant au moins cinq coureurs ;
2. véhicules des nations alignant au moins cinq coureurs regroupés en fonction du nombre de coureurs qu'elles alignent.

Dans chaque groupe, l'ordre est déterminé par le dernier classement Hommes Moins de 23 ans par nation publié. Dans un deuxième temps, l'ordre des nations restantes est déterminé par le nombre de points UCI au dernier classement par nation des circuits continentaux publiés. Pour les véhicules regroupant plusieurs nations, c'est la nation la mieux classée qui est prise en compte.

L'ordre des véhicules des nations lors des jeux olympiques sera déterminé comme suit :

**Epreuve hommes élite**

1. véhicules des nations alignant cinq coureurs ;
2. véhicules des nations alignant quatre coureurs ;
3. véhicules des nations alignant moins de quatre coureurs regroupés en fonction du nombre de coureurs qu'elles alignent.

Dans le premier groupe, l'ordre est déterminé par le dernier classement UCI WorldTour par nation publié. Pour les groupes 2 et 3, l'ordre est déterminé par le nombre de

points UCI au dernier classement par nation des circuits continentaux publiés. Pour les véhicules regroupant plusieurs nations, c'est la nation la mieux classée qui est prise en compte.

**Epreuve femmes élite**

1. véhicules des nations alignant trois coureurs ;
2. véhicules des nations alignant moins de trois coureurs regroupés en fonction du nombre de coureurs qu'elles alignent.

Dans chaque groupe, l'ordre est déterminé par le dernier classement femmes élite par nation publié. Pour les véhicules regroupant plusieurs nations, c'est la nation la mieux classée qui est prise en compte.

*(texte modifié aux 30.01.04; 1.01.05, 1.01.08; 1.01.09; 1.09.13).*

**Ravitaillement**

- 2.3.025** Dans les épreuves ou étapes dont la distance ne dépasse pas 150 km, il est conseillé de procéder uniquement au ravitaillement à partir de la voiture de l'équipe, par musette ou par bidon.

Les coureurs devront se laisser glisser à la hauteur de la voiture de leur directeur sportif. Le ravitaillement ne pourra se faire que derrière la voiture du commissaire et en aucun cas dans le peloton ou en queue de celui-ci.

S'il s'est formé un groupe d'échappés de 15 coureurs ou moins, le ravitaillement est autorisé en queue de ce groupe.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.3.026** Dans les autres épreuves ou étapes, et en plus des dispositions ci-dessus, les organisateurs doivent prévoir des zones réservées au ravitaillement. Les zones de ravitaillement seront signalées. Elles seront suffisamment longues pour permettre un bon déroulement des opérations.

Chaque zone de ravitaillement mentionnée ci-dessus devrait avoir une zone de déchets située juste avant et juste après la zone de ravitaillement où les coureurs auront la possibilité de se débarrasser de leurs déchets.

Les organisateurs devraient aussi prévoir une zone de déchets de longueur convenable située juste avant les 20 derniers kilomètres d'une épreuve ou étape où les coureurs auront la possibilité de se débarrasser de leurs déchets.

Les ravitaillements seront effectués pied à terre, par le personnel d'accompagnement des équipes à l'exclusion de toute autre personne. Ils auront lieu d'un seul côté de la chaussée, obligatoirement du côté du sens de la circulation routière du pays.

*(texte modifié au 1.01.05 ; 1.01.15).*

- 2.3.027** Tout ravitaillement sera interdit dans les ascensions, les descentes ainsi que dans les 50 premiers et 20 derniers kilomètres.

Le collège des commissaires peut réduire les distances visées ci-dessus suivant la catégorie de l'épreuve, les conditions atmosphériques, le profil et la longueur de l'épreuve. Cette décision doit être communiquée avant le départ de l'épreuve.



*(texte modifié aux 1.01.01; 1.09.13).*

- 2.3.028** *Lors des championnats du monde et des jeux olympiques le ravitaillement est uniquement autorisé au(x) poste(s) fixe(s) aménagé(s) à cet effet le long du parcours et à partir du moment qui sera fixé par l'UCI pour chaque parcours séparément.*

*(texte modifié au 1.01.00).*

### **Dépannage**

- 2.3.029** Les coureurs pourront être dépannés uniquement par le personnel technique à partir des véhicules de l'équipe, de l'assistance neutre ou du balai.

Pour tout changement de vélo en course, le vélo laissé par le coureur doit dans tous les cas être récupéré soit par les véhicules de l'échelon course, de l'équipe, de l'assistance neutre ou par le véhicule balai.

Les dépannages sur le parcours à poste fixe ne peuvent être effectués que pour le changement de roues. Sur les courses en circuit, tout changement et dépannage (y compris le changement de vélo en course) peut être effectué dans les zones autorisées.

Tout dépannage ne respectant pas les obligations ci-dessus entraînera la mise hors course du coureur, immédiate, ou après l'épreuve par tout moyen de preuve vérifié par les commissaires (article 12.1.001).

*(texte modifié aux 1.07.10; 1.10.10).*

- 2.3.030** Quelle que soit la position d'un coureur dans la course, son dépannage et tout ajustement mécanique (par exemple, de freins) ne sera autorisé qu'à l'arrière de son peloton et à l'arrêt. Le graissage de chaînes à partir d'un véhicule en marche est interdit.

L'application de cette disposition en cas de chute est laissée à la libre appréciation du commissaire.

*(texte modifié au 1.07.11).*

- 2.3.031** Il est interdit de préparer ou tenir prêt, hors gabarit du véhicule suiveur tout matériel destiné aux coureurs. Toutes les personnes devront se tenir à l'intérieur des véhicules.

- 2.3.032** Si le dépannage par moto est autorisé, la moto pourra exclusivement emporter des roues.

- 2.3.033** *Lors des championnats du monde et des jeux olympiques, le dépannage et le changement de roue ou bicyclette peuvent être effectués soit par le personnel des véhicules techniques suiveurs, soit aux postes de matériel aménagés à cet effet.*

*(texte modifié au 1.01.01).*

### **Passages à niveau**

- 2.3.034** La traversée des passages à niveau fermés est strictement interdite.

Outre la pénalité légale, les coureurs qui ne se conforment pas à cette prescription, seront mis hors compétition par les commissaires.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.3.035** Les règles suivantes seront appliquées :
1. Un ou des coureurs échappés sont arrêtés au passage à niveau, mais le passage à niveau s'ouvre avant l'arrivée du ou des poursuivants. Il n'est pris aucune action et la fermeture dudit passage à niveau est considérée comme un incident de course ;
  2. Un ou des coureurs échappés avec plus de 30 secondes d'avance sont arrêtés au passage à niveau et le ou les poursuivants rejoignent le ou les coureurs échappés au passage à niveau fermé. Dans ce cas, la course est neutralisée et un nouveau départ est donné avec les mêmes écarts, après avoir fait passer les véhicules officiels précédant la course.  
Si l'avance est de moins de 30 secondes, la fermeture du passage à niveau est considérée comme un incident de course ;
  3. Si un ou des coureurs de tête passent le passage à niveau avant sa fermeture et que le ou les poursuivants sont bloqués au passage à niveau, il n'est pris aucune action et la fermeture du passage à niveau est considérée comme incident de course ;
  4. Toute situation d'exception (passage à niveau fermé trop longtemps, etc.) sera tranchée par les commissaires.

Cet article est également applicable aux situations similaires (ponts mobiles, obstacle sur la chaussée...).

### **Sprints**

- 2.3.036** Il est strictement interdit aux coureurs de dévier du couloir qu'ils ont choisi au moment du lancement du sprint en gênant ou en mettant en danger les autres.

*(texte modifié au 1.01.05).*

### **Arrivées et chronométrage**

- 2.3.037** Le classement sera toujours établi selon l'ordre de passage sur la ligne d'arrivée. Le classement détermine l'attribution des prix et des points.

Le classement à l'arrivée départage les coureurs ex æquo dans les classements individuels annexes.

*(texte modifié au 1.01.02).*

- 2.3.038** (N) La photo-finish avec bande de chronométrage électronique est obligatoire.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.3.039** Tout coureur arrivant dans un délai dépassant 8% du temps du vainqueur n'est plus retenu au classement. Le délai peut être augmenté en cas de circonstances exceptionnelles par le collège des commissaires, en consultation avec l'organisateur.

*Aux championnats du monde et aux jeux olympiques, tout coureur lâché et doublé avant le début du dernier tour par les coureurs de tête est éliminé et doit quitter la course. Tous les autres coureurs sont classés conformément à leur position.*

*(texte modifié aux 1.01.99; 1.01.05; 1.01.13).*

- 2.3.040** Tous les coureurs d'un même peloton sont crédités du même temps. Les commissaires-chronométreurs officient jusqu'à l'arrivée du véhicule balai. Ils

enregistrent également les temps des coureurs arrivés après les délais impartis et remettent la liste avec les temps au président du collège des commissaires.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.3.041** Tous les temps enregistrés par les commissaires-chronomètres sont arrondis à la seconde inférieure.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.3.042** En cas d'arrivée sur piste toute la surface de la piste peut être utilisée.

Les temps des coureurs peuvent être pris à l'entrée de la piste. Aussi, afin d'éviter des interversions qui pourraient résulter du mélange des coureurs de différents pelotons, les commissaires peuvent décider une neutralisation à l'entrée de la piste.

Si la piste est impraticable, la ligne d'arrivée est déplacée à l'extérieur de la piste et les coureurs en seront informés par tous les moyens disponibles.

- 2.3.043** *Si après épuisement des moyens techniques à disposition, des coureurs sont ex aequo pour une des trois premières places aux championnats du monde ou aux jeux olympiques, ces coureurs prennent chacun la place en question. La place suivante ou, en cas d'ex aequo à trois, les deux places suivantes, est supprimée.*

*(texte modifié au 1.01.04).*

- 2.3.044** Le classement par équipes est facultatif. Il s'établit par l'addition des trois meilleurs temps individuels de chaque équipe.

En cas d'égalité, les équipes sont départagées par l'addition des places obtenues par leurs trois premiers coureurs.

En cas de nouvelle égalité, les équipes sont départagées par la place de leur meilleur coureur.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.03).*

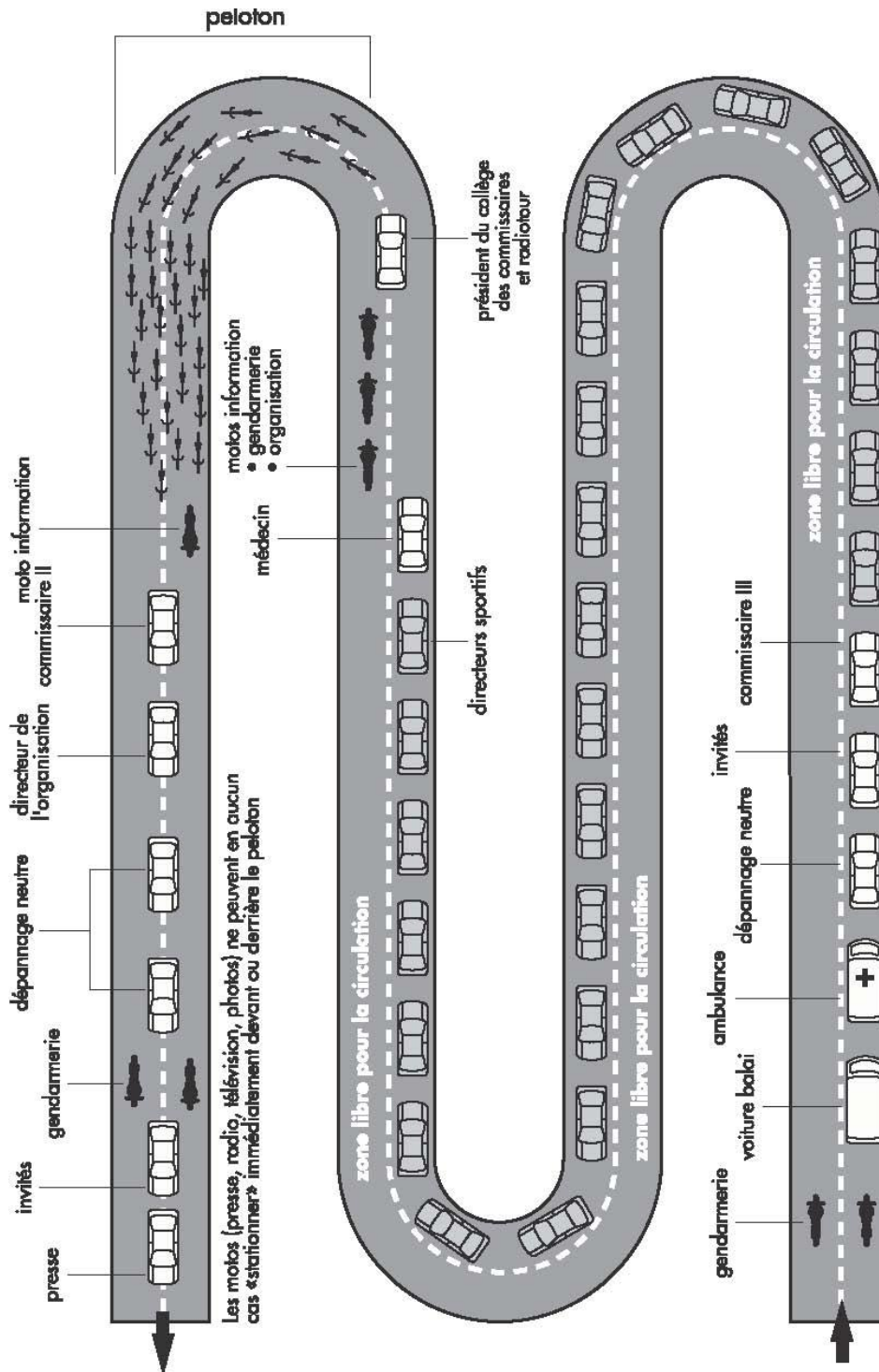
#### **Disqualification**

- 2.3.045** En cas de disqualification d'un coureur avant l'homologation du résultat de l'épreuve, le classement individuel et, le cas échéant, le classement par équipes sont modifiés.

En cas de disqualification d'un coureur après l'homologation du résultat de l'épreuve le classement individuel est modifié, au besoin, pour les 20 premières places uniquement. Pour le reste la place du coureur disqualifié restera vide. Le classement par équipes est, au besoin, modifié complètement.

*(article introduit au 1.01.05).*

2.3.046 Schéma de la caravane



## Chapitre IV EPREUVES CONTRE-LA-MONTRE INDIVIDUELLES

### Distances

**2.4.001** Les distances sont les suivantes :

Catégorie		Distance maximale	
		<i>Championnats du monde et jeux olympiques</i>	Autres épreuves
Hommes :	élite	40-50 km	80 km
	moins de 23 ans	30-40 km	40 km
	junior	20-30 km	30 km
Femmes :	élite	20-30 km	40 km
	junior	10-15 km	15 km

*(texte modifié au 1.01.05; 1.01.07).*

### Parcours

**2.4.002** Le parcours doit être sûr et parfaitement signalisé.

**2.4.003** Dès le départ de l'épreuve, le parcours ne peut être emprunté que par les coureurs en course et les véhicules suivant un coureur.

**2.4.004** Les distances restant à courir doivent être indiquées visiblement tous les 5 km au moins. Pour les épreuves en côte, chaque kilomètre doit être indiqué.

**2.4.005** (N) L'organisateur doit prévoir à proximité du départ un circuit d'échauffement d'au moins 800 mètres.

### Ordre de départ

**2.4.006** L'ordre de départ est fixé par l'organisateur de l'épreuve suivant un critère objectif à reprendre dans le programme - guide technique de l'épreuve.

**2.4.007** Les coureurs partent à intervalles identiques. Toutefois cet intervalle peut être augmenté entre les coureurs partant en dernier lieu.

**2.4.008** L'ordre de départ des étapes contre-la-montre dans le cadre des épreuves par étapes est réglé par l'article 2.6.023.

**2.4.009** *Aux championnats du monde et aux jeux olympiques, l'ordre de départ est fixé par l'UCI.*

*(texte modifié au 1.01.98).*

### Départ

**2.4.010** Chaque coureur doit se présenter pour un contrôle de sa bicyclette au plus tard 15 minutes avant son heure de départ.

Au moment du départ, un nouveau contrôle peut être effectué.

*(texte modifié aux 1.01.04; 1.07.11; 1.07.12).*

**2.4.011** Le départ doit être pris à l'arrêt. Le coureur est tenu et lâché, sans être poussé, par un teneur, qui doit être le même pour tous les coureurs.

Si le temps de départ est enregistré au moyen d'une bande électronique, la distance entre le point de contact du boyau avant avec le sol et la bande électronique doit être de 10 cm.

(N) Le départ est pris à partir d'une rampe de lancement.

*(texte modifié aux 1.09.00; 1.01.04).*

### **Chronométrage**

**2.4.012** Le coureur prend le départ sous les ordres du commissaire-chronométrateur qui effectue un compte à rebours, au terme duquel le chronomètre est déclenché. Le temps de tout coureur se présentant en retard au départ sera décompté dès l'heure prévue pour son départ.

*(texte modifié aux 1.09.00; 1.01.05).*

**2.4.013** Le départ peut être déterminé par le contact du boyau avant avec une bande de chronométrage électronique sur la ligne de départ. Si le coureur prend le départ légèrement avant le signal 0 ou dans les 5 secondes après la fin du compte à rebours, c'est le temps de déclenchement qui est pris en compte. Si le coureur prend le départ après ce délai de 5 secondes ou en cas de problème avec la prise de temps électronique, le temps du coureur est décompté dès le déclenchement du chronométrage manuel au terme du compte à rebours.

*(texte modifié aux 1.09.00; 1.01.04).*

**2.4.014** (N) Le chronométrage sera fait sur plusieurs points de distance, répartis de façon à ce que les coureurs et les spectateurs soient informés continuellement sur le développement de l'épreuve.

*(texte modifié aux 1.09.00; 1.01.04).*

**2.4.015** Les temps à l'arrivée sont pris jusqu'au dixième de seconde au moins.

**2.4.016** Aux championnats du monde et jeux olympiques les temps sont pris et communiqués au centième de seconde.

*(texte modifié aux 1.09.00; 1.01.04).*

### **Coureurs en course**

**2.4.017** Si un coureur est rejoint, il n'est pas autorisé à mener, ni à profiter du sillage du coureur qui le rattrape.

**2.4.018** Le coureur qui en rejoint un autre doit observer un écart latéral d'au moins deux mètres.  
Après un kilomètre, le coureur rejoint doit rouler à au moins 25 mètres de l'autre.

**2.4.019** Si nécessaire, le commissaire doit obliger les coureurs, l'un à respecter l'écart latéral de 2 mètres et l'autre la distance de 25 mètres, sans préjudice des sanctions prévues au barème des pénalités (article 12.1.040, point 40).

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.4.020** L'aide entre les coureurs est interdite.

**2.4.021** Le règlement particulier de l'épreuve précisera si un ravitaillement est autorisé et en fixera les modalités.

**Véhicules suiveurs**

**2.4.022** [abrogé au 1.01.03].

**2.4.023** Le véhicule suiveur doit se tenir au moins à 10 mètres derrière le coureur, ne jamais le dépasser, ni venir à sa hauteur. En cas d'avarie, le dépannage n'est autorisé qu'à l'arrêt et le véhicule suiveur ne doit gêner quiconque.

**2.4.024** Le véhicule suiveur d'un coureur qui va être rejoint doit, dès que la distance qui sépare les deux coureurs est inférieure à 100 mètres, se placer derrière le véhicule de l'autre concurrent.

**2.4.025** Le véhicule suivant le coureur qui en rejoint un autre n'est autorisé à s'intercaler que si les coureurs sont séparés d'au moins 50 mètres. Si cet écart se réduit par la suite, le véhicule se replacera derrière le deuxième coureur.

**2.4.026** Le véhicule suiveur est autorisé à transporter le matériel permettant le changement de roues ou de bicyclette.

**2.4.027** Il est interdit de préparer ou tenir prêt, hors gabarit du véhicule suiveur tout matériel destiné aux coureurs. Toutes les personnes devront se tenir à l'intérieur des véhicules.

**2.4.028** Si le dépannage par moto est autorisé, la moto pourra exclusivement emporter des roues.

**2.4.029** L'emploi de haut-parleurs ou mégaphones est autorisé.

**Participation**

**2.4.030** Lors d'une épreuve contre-la-montre individuelle ouverte aux équipes, l'organisateur doit inviter et engager les équipes et non pas leurs coureurs à titre individuel.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05).*

**Disqualification**

**2.4.031** En cas de disqualification d'un coureur avant l'homologation du résultat de l'épreuve, le classement est modifié.

En cas de disqualification d'un coureur après l'homologation du résultat de l'épreuve le classement est modifié, au besoin, pour les 20 premières places uniquement. Pour le reste la place du coureur disqualifié restera vide.

*(article introduit au 1.1.05).*

## Chapitre V EPREUVES CONTRE-LA-MONTRE PAR EQUIPES

*(numérotation des articles modifiée au 1.01.05; l'ancien article 2.5.012 a été abrogé au 1.01.04; l'ancien article 2.5.020 a été abrogé au 1.01.03)*

### Participation

**2.5.001** Le nombre de coureurs par équipe est fixé dans le programme - guide technique - et doit être 2 au minimum et 10 au maximum.

Les équipes mixtes sont interdites.

*Aux championnats du monde, le nombre de coureurs par équipe est de 6 coureurs.*

Les équipes participantes sont définies à l'article 9.2.012.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.01.06; 1.10.06; 1.07.12).*

### Distances

**2.5.002** La distance des épreuves contre-la-montre par équipes sera de :

Catégorie		Distance maximale	
		Championnats du monde	Autres épreuves
Hommes :	élite	40-60 km	100 km
	moins de 23 ans		80 km
	junior		70 km
Femmes :	élite	20-40 km	50 km
	junior		30 km

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.01.07; 1.07.12; 1.09.13).*

### Parcours

**2.5.003** Le parcours doit être sûr et parfaitement signalé.

Il doit être suffisamment large et éviter les virages trop accentués.

Dès le départ de l'épreuve, il ne pourra être emprunté que par les coureurs en course et les véhicules suiveurs.

**2.5.004** Les distances restant à parcourir doivent être indiquées visiblement tous les 10 km au moins. Le dernier kilomètre doit être signalé par la flamme rouge. Pour les épreuves en côte, chaque kilomètre doit être indiqué.

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.5.005** (N) L'organisateur doit prévoir à proximité du départ un parcours d'échauffement d'au moins 800 mètres.

### Ordre de départ

**2.5.006** L'ordre de départ est fixé par l'organisateur suivant un critère objectif à reprendre dans le programme - guide technique de l'épreuve.

*Aux championnats du monde, l'ordre de départ des équipes est fixé par l'UCI.*

*(texte modifié au 1.07.12).*



**2.5.007** L'ordre de départ des épreuves contre-la-montre par équipes dans le cadre des épreuves par étapes est réglé par l'article 2.6.024.

**2.5.008** Les équipes prennent le départ à intervalles identiques. Toutefois cet intervalle peut être augmenté entre les équipes partant en dernier lieu.

#### **Départ**

**2.5.009** Les coureurs de chaque équipe doivent se présenter au contrôle des bicyclettes au plus tard 15 minutes avant l'heure de départ prévue.

Au moment du départ, un nouveau contrôle peut être effectué.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.07.12).*

**2.5.010** Le temps de toute équipe se présentant en retard au départ sera décompté dès l'heure prévue pour son départ. Si un coureur se présente en retard au départ, l'équipe peut soit l'attendre en se voyant décompter le temps perdu, soit prendre le départ à l'heure prévue. Le coureur en retard prendra le départ seul et se verra décompter le temps perdu.

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.5.011** Au départ, les coureurs sont tenus l'un à côté de l'autre sur la ligne de départ et lâchés sans être poussés, par des teneurs, qui doivent être les mêmes pour toutes les équipes.

#### **Chronométrage et classement**

**2.5.012** (N) Le chronométrage sera fait sur plusieurs points de distance, répartis de façon que les coureurs et les spectateurs soient informés continuellement sur le déroulement de l'épreuve.

**2.5.013** Les temps à l'arrivée sont pris jusqu'au dixième de seconde au moins.

**2.5.014** Pour le classement de l'équipe, le règlement particulier de l'épreuve précisera sur quel coureur franchissant la ligne d'arrivée le temps sera pris.

Lors des épreuves de la coupe du monde femmes élite le temps sera pris sur le quatrième coureur.

Aux championnats du monde, le temps sera pris sur le quatrième coureur.

*(texte modifié aux 1.01.06; 1.07.12).*

#### **Equipes en course**

**2.5.015** Si une équipe est rejointe, elle n'est pas autorisée à mener, ni à profiter du sillage de l'équipe qui la rattrape. Cette clause est également applicable aux coureurs lâchés. Un coureur lâché ne peut se joindre à une autre équipe, ni bénéficier ou fournir de l'aide.

**2.5.016** L'équipe qui en rejoint une autre doit observer un écart latéral d'au moins deux mètres. Après un kilomètre, l'équipe rejointe doit rouler à au moins 25 mètres de l'autre.

**2.5.017** Si nécessaire, le commissaire doit obliger les équipes, l'une à respecter l'écart latéral de 2 mètres et l'autre la distance de 25 mètres, sans préjudice des sanctions prévues au barème des pénalités (article 12.1.040, point 44).

- 2.5.018** La poussette, même entre coureurs de la même équipe, est interdite.
- 2.5.019** L'échange de nourriture, boisson, petit matériel, roues, bicyclettes ainsi que l'aide en cas de réparation sont autorisés entre coureurs d'une même équipe.
- 2.5.020** Le règlement particulier de l'épreuve précisera si un ravitaillement est autorisé et en fixera les modalités.

**Véhicules suiveurs**

- 2.5.021** Le véhicule suiveur doit se tenir au moins à 10 mètres derrière le dernier coureur de l'équipe, ne jamais le dépasser, ni venir à sa hauteur. En cas d'avarie, le dépannage n'est autorisé qu'à l'arrière et à l'arrêt.
- 2.5.022** Le véhicule n'est autorisé à s'intercaler entre l'équipe et le (ou les) coureur(s) lâché(s) de celle-ci que si l'écart est supérieur à 50 mètres; les coureurs lâchés ne peuvent en aucun cas bénéficier du sillage d'un véhicule.
- 2.5.023** Le véhicule suiveur d'une équipe qui va être rejointe doit, dès que la distance qui sépare les 2 équipes est inférieure à 100 mètres, se placer derrière le véhicule de l'autre équipe.
- 2.5.024** Le véhicule suivant l'équipe qui en rejoint une autre n'est autorisé à s'intercaler que si les équipes sont séparées d'au moins 60 mètres. Si cet écart se réduit par la suite, le véhicule se replacera derrière le dernier coureur de la 2<sup>ème</sup> équipe.
- 2.5.025** Le véhicule suiveur est autorisé à transporter le matériel permettant le changement de roues ou de bicyclette.

Il est interdit de préparer ou tenir prêt, hors gabarit du véhicule suiveur, tout matériel destiné aux coureurs. Toutes les personnes devront se tenir à l'intérieur des véhicules.

- 2.5.026** Si le dépannage par moto est autorisé, la moto pourra exclusivement emporter des roues.
- 2.5.027** L'emploi de haut-parleurs ou de mégaphones est autorisé.

**Disqualification**

- 2.5.028** En cas de disqualification d'un coureur, l'équipe est disqualifiée et le classement est modifié.

*(article introduit au 1.1.05).*

## Chapitre VI ÉPREUVES PAR ÉTAPES (N)

*(numérotation des articles modifiée au 1.01.05; articles 2.6.003 bis et ter abrogés au 1.01.05).*

### **Formule**

**2.6.001** Les épreuves par étapes se disputent sur deux jours minimum avec un classement général au temps.  
Elles se courent en étapes en ligne et en étapes contre-la-montre.

**2.6.002** Sauf disposition particulière ci-après, les étapes en ligne se courent comme les épreuves d'une journée et les étapes contre-la-montre sont régies par les dispositions régissant les épreuves contre-la-montre.

**2.6.003** Les étapes contre-la-montre par équipes doivent avoir lieu dans le premier tiers de l'épreuve.

*(article introduit au 1.01.05).*

### **Participation**

**2.6.004** Aux épreuves par étapes participent uniquement des équipes ainsi que, dans les cas autorisés par le règlement, des équipes mixtes.

*(texte modifié au 1.01.05).*

**2.6.005** [article abrogé au 1.07.10]

### **Prologue**

**2.6.006** Il est autorisé d'incorporer dans les épreuves par étapes un prologue aux conditions suivantes :

1. le prologue doit avoir moins de 8 km. Lorsqu'il s'agit d'une course femmes élite ou junior ou hommes junior, le prologue doit avoir moins de 4 km ;
2. le prologue doit être disputé à titre individuel contre-la-montre. En cas d'une participation supérieure à 60 coureurs, l'intervalle entre les coureurs au départ ne pourra pas dépasser une minute ;
3. le prologue doit compter pour le classement général individuel ;
4. Un coureur accidenté lors du prologue et n'ayant pu terminer la course, pourra prendre le départ le lendemain. Il sera crédité du dernier temps ;
5. il est défendu de courir ou de faire courir une deuxième épreuve le même jour que le prologue ;
6. le prologue compte comme jour de course.

*(texte modifié au 1.01.05).*

### **Durée**

**2.6.007** Les durées indiquées ci-dessous correspondent au nombre total de jours occupés au calendrier, soit les jours de compétition, y compris le prologue éventuel, et les jours de repos.

### **UCI WorldTour**

Durée fixée par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

### **Grand tours**

entre 15 et 23 jours.

**Circuits continentaux UCI**

La durée des événements existants peut être réduite par le comité directeur. Dans ce cas, l'organisateur aura le droit d'être entendu par le comité directeur. La durée des nouvelles épreuves des classes HC, 1 et 2 est limitée à 5 jours, sauf dérogation accordée par le comité directeur.

**Circuit mondial femmes élite**

La durée des nouvelles épreuves des classes 1 et 2 est limitée à 6 jours, sauf dérogation accordée par le comité directeur.

**Circuits mondiaux hommes et femmes junior**

La durée des nouvelles épreuves est limitée à 4 jours, sauf dérogation accordée par le comité directeur.

*(texte modifié au 1.01.05; 1.01.08; 1.01.09; 1.07.12; 1.10.13 ; 1.01.15).*

**2.6.008 Distances des étapes**

Calendrier	Distance Journalière moyenne max.*	Distance max. par étape	Distance max. des étapes c.l.m individuelles	Distance max. des étapes c.l.m par équipes
Hommes élite (UCI WorldTour)	180 km	240 km	60 km	60 km
Hommes élite et moins de 23 ans (circuits continentaux, classes HC, 1 et 2)	180 km	240 km	60 km	60 km
Hommes moins de 23 ans (circuits continentaux, classe 2)	150 km	180 km	40 km demi-étapes : 15 km	50 km demi-étapes : 35 km
Hommes junior	100 km	120 km	30 km demi-étapes : 15 km	40 km demi-étapes : 25 km
Femmes élite	100 km	130 km	40 km	50 km
Femmes junior	60 km	80 km	15 km	20 km

\* La distance et la journée du prologue n'entrent pas en considération pour le calcul de la distance journalière moyenne.

Les coureurs doivent parcourir la distance de chaque étape en intégralité pour être classés et pouvoir continuer la course.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.01.06; 1.01.08; 1.01.09; 1.07.09).*

**2.6.009** Sur dérogation spéciale du bureau exécutif ou, pour les épreuves de l'UCI WorldTour, du Conseil du Cyclisme Professionnel, les organisateurs peuvent être autorisés à inclure :

- dans les épreuves de 10 jours et plus pour hommes élite au maximum deux étapes de plus de 240 km ;

- dans les épreuves pour hommes moins de 23 ans une seule étape de 230 km maximum ;
- dans les épreuves pour femmes élite une seule étape de 150 km maximum ;
- dans les épreuves pour hommes junior une seule étape de 130 km maximum.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05; 1.01.08).*

**2.6.010** Le nombre de demi-étapes est limité comme suit (sans tenir compte du prologue) :

Calendrier	Nombre de demi-étapes autorisées	
	Epreuves de moins de 6 jours de course	Epreuves de 6 jours de course et plus
UCI WorldTour	Demi-étapes interdites	
Hommes Elite	2	4
Moins de 23 ans	2	4
Femmes Elite	2	Demi-étapes interdites
Junior	2	Demi-étapes interdites

*(texte modifié aux 1.01.00; 1.01.06; 26.06.07; 1.01.09).*

**Grands tours**

**2.6.011** La distance des grands tours est limitée à 3500 km.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.08).*

**Jours de repos**

**2.6.012** Dans les épreuves comptant plus de 10 jours de compétition, au moins un jour de repos doit être prévu et placé après le 5ème jour de compétition.

Dans les grands tours deux jours de repos sont obligatoires et doivent être répartis de façon équilibrée.

Sauf dérogation délivrée par l'UCI, un transfert ne peut être considéré comme un jour de repos.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.10.10).*

**Classements**

**2.6.013** Différents classements peuvent être prévus et doivent être basés exclusivement sur des critères sportifs.

Le classement général au temps individuel et le classement général au temps par équipes sont obligatoires dans les épreuves de l'UCI WorldTour et des circuits continentaux pour les hommes élites et les moins de 23 ans dans les classes HC, 1 et 2.

Sur la base des classements, seuls 4 maillots de leader peuvent être attribués dans les épreuves de l'UCI WorldTour et des circuits continentaux des classes HC et 1 pour les hommes élites et les moins de 23 ans, et maximum 6 maillots dans les autres épreuves. Le maillot de leader du classement général individuel au temps est obligatoire.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05; 1.01.08; 1.01.09).*

- 2.6.014** Les temps enregistrés par les commissaires-chronométrateurs sont reportés aux classements généraux au temps. Les bonifications sont prises en compte pour le classement général individuel uniquement.

*(texte modifié aux 1.01.04; 1.01.05).*

- 2.6.015** En cas d'égalité de temps au classement général individuel, les fractions de seconde enregistrées lors des étapes contre-la-montre individuelles (y compris le prologue) sont réincorporées dans le temps total pour départager les coureurs ex aequo.

En cas de nouvelle égalité ou à défaut d'étapes contre-la-montre individuelle, il est fait appel à l'addition des places obtenues à chaque étape et, en dernier ressort, à la place obtenue dans la dernière étape disputée.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.6.016** Le classement par équipes du jour s'établit par l'addition des trois meilleurs temps individuels de chaque équipe sauf le contre-la-montre par équipes qui est régi par le règlement particulier de l'épreuve. En cas d'égalité, les équipes sont départagées par l'addition des places obtenues par leurs trois meilleurs temps de l'étape. En cas de nouvelle égalité, les équipes sont départagées par la place de leur meilleur coureur au classement de l'étape.

Le classement général par équipes s'établit par l'addition des trois meilleurs temps individuels de chaque équipe dans toutes les étapes courues. En cas d'égalité, il est fait application des critères suivants, jusqu'à ce qu'il y ait départage :

1. nombre de premières places dans le classement par équipes du jour ;
2. nombre de deuxièmes places dans le classement par équipes du jour ;
- etc.

S'il y a toujours égalité, les équipes sont départagées par la place de leur meilleur coureur au classement général individuel.

Toute équipe réduite à moins de trois coureurs est éliminée du classement général par équipes.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.03; 1.01.08; 1.07.11).*

- 2.6.017** En cas d'égalité au classement général individuel aux points, il est fait application des critères suivants, jusqu'à ce qu'il y ait départage :

1. nombre de victoires d'étapes ;
2. nombre de victoires dans les sprints intermédiaires comptant pour le classement général aux points ;
3. classement général individuel au temps.

En cas d'égalité au classement général individuel de la montagne, il est fait application des critères suivants, jusqu'à ce qu'il y ait départage :

1. nombre de premières places dans les côtes de la catégorie la plus élevée ;
2. nombre de premières places dans les côtes de la catégorie suivante et ainsi de suite ;
3. classement général individuel au temps.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.03; 1.01.05).*

**2.6.018** Le leader de chaque classement est tenu de revêtir le maillot distinctif correspondant.

Si un coureur est en tête de plusieurs classements, l'ordre de priorité des maillots distinctifs est le suivant :

1. classement général au temps ;
2. classement général par points ;
3. classement général du meilleur grimpeur ;
4. autres (jeune, combiné, etc.): l'ordre de priorité parmi ces autres maillots est fixé par l'organisateur.

L'organisateur peut imposer à un autre coureur, classé en ordre utile, le port du maillot non revêtu par le leader dans le classement en question. Toutefois, si ce coureur doit porter son maillot de champion du monde ou champion national ou le maillot de leader d'une coupe, d'un circuit, d'une série ou d'un classement UCI, il portera ce maillot.

Les coureurs d'une équipe leader d'un classement par équipes sont obligés de porter le signe distinctif correspondant.

Le coureur se trouvant dans le cas de l'article 1.3.055bis, point 5, ne peut porter de maillot de leader, ni signe distinctif.

*(texte modifié aux 1.01.04; 1.01.05; 1.09.05).*

#### **Bonifications**

**2.6.019** Il est autorisé de prévoir des bonifications aux conditions suivantes :

1. Grands tours

Sprints intermédiaires

- étapes :  
3 sprints maximum

Bonifications

- sprints intermédiaires :  
6" - 4" - 2" ou 3" - 2" - 1", au choix de l'organisateur
- arrivée :  
20" - 12" - 8" ou 10" - 6" - 4", au choix de l'organisateur

Si l'organisateur décide d'appliquer le barème le plus bas à l'arrivée, il devra également appliquer le barème le plus bas aux sprints intermédiaires.

2. Autres épreuves

Sprints intermédiaires

- demi-étapes :  
1 sprint maximum
- étapes :  
3 sprints maximum

Bonifications

- sprints intermédiaires :  
3" - 2" - 1"
- arrivée :
  - demi-étape :  
6" - 4" - 2"
  - étape :  
10" - 6" - 4"

*(texte modifié aux 1.01.03; 1.01.06; 1.02.12; 1.07.12).*

**2.6.020** Il ne peut être attribué de bonifications en cours d'étapes ou demi-étapes sans en prévoir à l'arrivée.

**2.6.021** Les bonifications seront uniquement reportées au classement général au temps individuel. Aucune bonification ne sera attribuée pour les étapes contre-la-montre et pour le prologue.

*(texte modifié au 1.01.04).*

**Prix**

**2.6.022** Des prix doivent être attribués pour chaque étape et demi-étape ainsi que pour tout classement, sans préjudice du pouvoir du comité directeur ou, pour les épreuves de l'UCI WorldTour, du Conseil du Cyclisme Professionnel d'imposer des prix minimum.

*(texte modifié aux 2.03.00; 1.01.05).*

**Etapes contre-la-montre individuelles**

**2.6.023** L'ordre de départ des étapes contre-la-montre individuelles est l'ordre inverse du classement général au temps. Toutefois le collège des commissaires peut modifier cet ordre afin d'éviter que deux coureurs d'une même équipe se suivent.

Lors du prologue ou si la première étape est une épreuve contre-la-montre individuelle, l'ordre de départ des équipes est fixé par l'organisateur en accord avec le collège des commissaires; chaque équipe déterminera l'ordre de départ de ses coureurs.

*(texte modifié au 1.01.03).*

**Etapes contre-la-montre par équipes**

**2.6.024** L'ordre de départ des étapes contre-la-montre par équipes est l'ordre inverse du classement général par équipes à l'exception de celle du leader du classement général individuel qui partira le dernier. A défaut l'ordre de départ est fixé par tirage au sort.

*(texte modifié au 1.07.11).*

**2.6.025** Le classement des étapes contre-la-montre par équipes doit compter pour le classement général individuel au temps et pour le classement général par équipes. Le



règlement de l'épreuve fixera le mode de report des temps, y compris ceux des coureurs lâchés.

#### **Abandons**

- 2.6.026** Le coureur qui abandonne ne pourra pas disputer d'autres compétitions cyclistes pendant la durée de l'épreuve, sous peine d'une suspension de 15 jours et une amende de CHF 200 à 1000.

Des dérogations pourront cependant être accordées, à la demande du coureur en accord avec son directeur sportif, par l'UCI après consultation de la direction de l'épreuve et du président du collège des commissaires.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.10.11).*

#### **Arrivée**

- 2.6.027** En cas de chute, de crevaison ou d'incident mécanique dûment constaté, dans les trois derniers kilomètres d'une étape en ligne, le ou les coureur(s) accidenté(s) est (sont) crédité(s) du temps du ou des coureur(s) en compagnie du ou desquels il(s) se trouvai(en)t au moment de l'accident. Son ou leur classement sera celui du franchissement de la ligne d'arrivée.

Si à la suite d'une chute dûment constatée dans les trois derniers kilomètres un coureur est dans l'impossibilité de franchir la ligne d'arrivée, il sera classé à la dernière place de l'étape et crédité du temps du ou des coureur(s) en compagnie du ou desquels il se trouvait au moment de l'accident.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.10.11; 1.02.12).*

- 2.6.028** En cas de chute, de crevaison ou d'incident mécanique dûment constaté, après le passage sous la flamme rouge dans une étape contre-la-montre par équipes, le ou les coureur(s) accidenté(s) est (sont) crédité(s) du temps du ou des coéquipier(s) en compagnie du ou desquels il(s) se trouvai(en)t au moment de l'accident.

Si à la suite d'une chute dûment constatée après le passage sous la flamme rouge un coureur est dans l'impossibilité de franchir la ligne d'arrivée, il sera crédité du temps du ou des coéquipier(s) en compagnie du ou desquels il se trouvait au moment de l'accident.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.6.029** Les articles 2.6.027 et 2.6.028 ne sont pas applicables en cas d'arrivée en sommet, sauf si l'incident se produit avant l'ascension. Toute discussion concernant les qualifications « arrivée en sommet » et « avant l'ascension » est tranchée par le collège des commissaires.

*(texte modifié au 1.01.05).*

#### **Arrivée en circuit**

- 2.6.030** Même si une étape se termine en un circuit, les temps sont toujours pris sur la ligne d'arrivée.

- 2.6.031** Dans les épreuves par étapes, le nombre de tours sur le circuit peut être supérieur à 5 pour les circuits entre 5 et 8 km, mais seulement lors de l'étape finale de l'épreuve. Dans ce cas, la distance totale disputée sur le circuit ne peut dépasser 100 km.

*(texte modifié au 1.01.00).*

### **Délais d'arrivée**

- 2.6.032** Les délais d'arrivée sont fixés par le règlement particulier de chaque épreuve en fonction des caractéristiques des étapes.

En cas exceptionnels uniquement, imprévisibles et de force majeure, le collège des commissaires peut prolonger les délais d'arrivée après consultation de l'organisateur. Dans le cas où des coureurs hors délai sont repêchés par le collège des commissaires, ils se verront retirer l'équivalent des points attribués au vainqueur de cette même étape à leur classement général individuel par points même si leur capital en points à ce classement devenait négatif.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.09; 1.10.09; 1.07.10; 1.02.12).*

### **Véhicules des équipes**

- 2.6.033** Il ne sera admis qu'un seul véhicule par équipe à l'échelon course.

Toutefois, dans les épreuves de l'UCI WorldTour et des circuits continentaux des classes HC et 1 – sauf dans les épreuves en circuit et dans les circuits finaux - il est admis un deuxième véhicule par équipe. Dans tous les cas, l'article 2.2.035 s'applique.

*(texte modifié aux 1.01.98; 1.01.05; 1.01.08; 1.01.09; 1.10.10).*

- 2.6.034** Lors de la première étape en ligne l'ordre de marche des véhicules des équipes est fixé en fonction de la position du premier coureur de chaque équipe au classement général individuel au temps à l'issue du prologue et, à défaut, par tirage au sort.

Pour les étapes suivantes l'ordre de marche est établi en fonction de la position du premier coureur de chaque équipe au classement général individuel au temps.

### **Communication des résultats**

- 2.6.035** (N) L'organisateur doit remettre les résultats de l'étape aux équipes sur le lieu de l'arrivée ou, à défaut, les envoyer par fax dans les plus brefs délais.

*(texte modifié aux 1.01.99; 1.01.05).*

- 2.6.036** [article transféré à l'art. 2.2.010 bis].

### **Disqualification**

- 2.6.037** En cas de disqualification d'un coureur avant l'homologation du résultat de l'épreuve, tous les classements sont modifiés.

En cas de disqualification d'un coureur après l'homologation du résultat de l'épreuve, le classement général individuel est modifié, au besoin, pour les 3 premières places uniquement.

La 4<sup>ème</sup> place reste vacante.

Si un coureur est disqualifié pour une infraction commise lors d'une étape qu'il a gagnée, le deuxième coureur prend la première place de l'étape.

Si le vainqueur d'un classement annexe est disqualifié, le deuxième de ce classement prend la première place.

Pour le reste la place du coureur disqualifié restera vide.

*(article introduit au 1.01.05; modifié au 1.09.13).*

**2.6.038** Si un coureur est disqualifié pour une infraction commise lors d'une étape contre-la-montre par équipes, l'équipe est déclassée à la dernière place de l'étape avec son temps réel et avec 10 minutes de pénalisation au classement général par équipes.

Si plusieurs coureurs de l'équipe sont disqualifiés pour infractions commises lors de la même étape contre-la-montre par équipes, l'équipe est disqualifiée.

Tous les classements par équipes seront modifiés.

*(article introduit au 1.01.05).*

## Chapitre VII CRITERIUMS

- 2.7.001** Pour tout ce qui n'est pas prévu ci-après, il est renvoyé aux dispositions générales ainsi qu'aux dispositions spéciales des épreuves d'une journée qui trouveront application de manière analogue.

### Formules

- 2.7.002** Le critérium est une épreuve sur route en circuit fermé à la circulation et qui est disputée suivant l'une des formules suivantes :
1. classement à l'arrivée du dernier tour ;
  2. classement sur base du nombre de tours accomplis et du nombre de points obtenus lors des sprints intermédiaires.

- 2.7.003** Si le critérium comporte plusieurs courses, l'épreuve individuelle devra toujours être courue la dernière.

### Organisation

- 2.7.004** Il est interdit d'organiser un critérium la veille d'une épreuve internationale sans qu'un contrat individuel soit signé entre l'organisateur et chaque coureur concerné.

*(texte modifié au 1.01.02).*

- 2.7.005** Les fédérations nationales doivent faire parvenir leur calendrier des critériums à l'UCI au plus tard le 1er septembre pour l'année suivante.

Les organisateurs dont le critérium ne figure pas sur ce calendrier, ne peuvent engager ou laisser participer des coureurs d'une équipe enregistrée auprès de l'UCI.

Si le calendrier national des critériums ne parvient pas à l'UCI dans le délai, les organisateurs en question ne peuvent engager ou laisser participer des coureurs d'une équipe enregistrée auprès de l'UCI.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05; 1.07.10).*

- 2.7.006** Un organisateur ne peut engager un coureur d'un UCI **WorldTeam** que si au moins 50% des coureurs engagés appartiennent à une équipe enregistrée auprès de l'UCI. La fédération nationale de l'organisateur peut augmenter ce pourcentage.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05; 1.01.15).*

- 2.7.007** Une zone d'au moins 150 mètres avant et 50 mètres après la ligne d'arrivée sera protégée par des barrières. Elle sera accessible uniquement aux responsables de l'organisation, aux coureurs, aux assistants paramédicaux, aux directeurs sportifs et aux personnes de presse accréditées.

La zone avant la ligne d'arrivée sera protégée par des barrières depuis le début du dernier virage, si la distance de la dernière ligne droite est inférieure à 300 mètres.

*(texte modifié au 1.01.02).*

- 2.7.008** Si l'épreuve se termine après le coucher du soleil, le circuit doit être éclairé adéquatement. Sinon l'épreuve devra être annulée ou arrêtée.

*(texte modifié au 1.01.02).*

- 2.7.009** Si l'épreuve se termine après 22 heures, l'organisateur doit fournir aux coureurs des équipes enregistrées auprès de l'UCI une chambre d'hôtel avec petit-déjeuner.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05).*

- 2.7.010** L'organisateur doit mettre des vestiaires à la disposition des coureurs.

*(texte modifié au 1.01.02).*

**Prix et indemnités**

- 2.7.011** Avant tout engagement l'organisateur doit communiquer conjointement avec l'invitation la grille des prix.

- 2.7.012** Si en plus des prix attribués en fonction des résultats il est accordé une indemnité fixe en contrepartie de la participation à l'épreuve, cette indemnité doit être fixée dans un contrat individuel signé entre l'organisateur et chaque coureur concerné. Pour les coureurs faisant partie d'une équipe enregistrée auprès de l'UCI, le contrat doit être contresigné par un responsable de l'équipe.

*(texte modifié au 1.01.05).*

- 2.7.013** Le montant contractuel doit être payé par l'organisateur même en cas d'annulation ou d'interruption de la course. Ce montant est négocié de gré à gré entre l'organisateur et chacun des coureurs concernés.

*(texte modifié au 1.07.10).*

- 2.7.014** Les prix sont payés exclusivement aux coureurs les ayant remportés.

- 2.7.015** Les prix et les montants contractuels seront payés dans l'heure qui suit l'arrivée de l'épreuve.

**Distances**

- 2.7.016** Le circuit doit mesurer entre 800 et 10 000 mètres.

- 2.7.017** La distance maximum de l'épreuve est fixée comme suit:

Longueur du circuit	Distance maximum
800 m – 1599 m	80 km
1600 m – 2999 m	110 km
3000 m – 3999 m	132 km
4000 m – 10000 m	150 km

**Formule avec sprints intermédiaires**

- 2.7.018** Le programme - guide technique de l'épreuve précisera le système des sprints intermédiaires et l'attribution des points, en tenant compte des dispositions ci-après qui seront appliquées d'office.

- 2.7.019** Les sprints intermédiaires auront lieu sur la ligne d'arrivée et après un nombre de tours qui sera toujours le même entre deux sprints.

- 2.7.020** Il pourra être attribué des points à celui qui passe le premier la ligne d'arrivée lors des tours sans sprint intermédiaire. Le nombre de ces points ne pourra dépasser 40% des points attribués au vainqueur d'un sprint intermédiaire.
- 2.7.021** Le coureur ou les groupes de 20 coureurs ou moins lâchés et doublés par les coureurs de tête sont éliminés et doivent quitter la course.
- S'il s'agit d'un groupe de plus de 20 coureurs, le collège des commissaires décidera si ces coureurs pourront continuer ou s'ils sont éliminés.
- 2.7.022** En cas d'accident reconnu au sens des dispositions régissant les épreuves sur piste (article 3.2.021), le coureur a droit à une neutralisation d'un ou deux tours à déterminer par les commissaires selon la longueur du circuit. Après la neutralisation, le coureur reprendra la course mais ne gagnera pas de points au sprint suivant.
- 2.7.023** Le classement s'établit comme suit :
- le vainqueur est celui qui aura accompli le plus grand nombre de tours ;
  - en cas d'égalité de tours, le nombre de points acquis départagera ;
  - en cas d'égalité de tours et de points, le nombre de victoires aux sprints intermédiaires départagera ;
  - en cas de nouvelle égalité, la place lors du sprint final départagera.
- 2.7.024** Un tour est pris lorsque le coureur rejoint la queue du peloton principal.

## Chapitre VIII EPREUVES INDIVIDUELLES

- 2.8.001** Pour tout ce qui n'est pas prévu ci-après, il est renvoyé aux dispositions générales ainsi qu'aux dispositions spéciales des épreuves d'une journée qui trouveront application de manière analogue.
- 2.8.002** Une épreuve individuelle est une épreuve sur route à laquelle participent exclusivement des coureurs à titre individuel.
- 2.8.003** Une épreuve individuelle peut uniquement être inscrite sur un calendrier national et aux conditions suivantes :
1. les coureurs sont engagés à titre individuel ;
  2. les coureurs appartenant à un UCI **WorldTeam** peuvent participer au maximum 3 fois par an à une épreuve individuelle ;
  3. au maximum 3 coureurs appartenant à une même équipe enregistrée auprès de l'UCI peuvent participer à une épreuve individuelle ;
  4. le montant minimum des prix est de CHF 8'000 ;
  5. la distance maximum est de 170 km pour les hommes et de 120 km pour les femmes ;
  6. si l'épreuve est courue en circuit, celui-ci doit mesurer 10 km minimum ;
  7. le dépannage se fait par des voitures neutres ;
  8. les véhicules des équipes ne sont pas admis dans la course.

*(texte modifié au 26.01.07 ; 1.01.15).*

## Chapitre IX AUTRES EPREUVES

**2.9.001** D'autres épreuves sur route, comme des épreuves derrière entraîneurs, des épreuves de côte et des marathons de la route, peuvent être organisées si leur inscription sur le calendrier continental, resp. national est acceptée, suivant le cas, par le comité directeur de l'UCI, par le Conseil du Cyclisme Professionnel ou la fédération nationale.

(texte modifié au 2.03.00).

**2.9.002** Pour ces épreuves, il est renvoyé aux dispositions générales ainsi qu'aux dispositions spéciales des épreuves d'une journée qui trouveront application de manière analogue.



## Chapitre X CLASSEMENT UCI WORLDTOUR

*(Chapitre remplacé au 1.01.09).*

- 2.10.001** L'UCI crée un classement UCI WorldTour annuel des coureurs, équipes et nations participant aux épreuves UCI WorldTour. L'UCI en est la propriétaire exclusive.

Seuls les coureurs appartenant à un UCI **WorldTeam** marquent des points sur les épreuves UCI WorldTour.

*(texte modifié aux 1.07.10 ; 1.01.15).*

### **Classement individuel**

- 2.10.002** Les coureurs marquent des points au classement individuel suivant le barème fixé annuellement par le comité directeur.

Les points attribués lors des étapes sont comptabilisés le dernier jour de l'épreuve.

Un coureur qui cesse de faire partie, en cours d'année, d'une équipe ayant participé à une ou plusieurs épreuves UCI WorldTour pendant l'année en question, est retiré du classement individuel.

Un coureur qui participe à une épreuve UCI WorldTour au sein d'une équipe nationale ne marque pas de points.

- 2.10.003** Les coureurs ex aequo au classement sont départagés par le plus grand nombre de 1<sup>ère</sup> places, 2<sup>e</sup> places, etc. au classement des épreuves de l'année en cours, en considérant uniquement les places attribuant des points pour le classement UCI WorldTour.

S'ils sont encore ex aequo, la meilleure place, quelle qu'elle soit, dans l'épreuve la plus récente, les départagera.

Les coureurs ex aequo au classement final sont départagés par le plus grand nombre de premières places, deuxièmes places, etc. au classement des épreuves de l'année en cours, quelle que soit la place.

En ce qui concerne les épreuves par étapes, seul le classement général final au temps sera pris en considération pour l'application de cet article.

### **Classement par équipes**

- 2.10.004** Le classement par équipes est obtenu par l'addition des points de leurs cinq meilleurs coureurs au classement individuel.

De plus, les UCI **WorldTeams** marquent des points lors des championnats du monde de contre-la-montre par équipes UCI selon le tableau en annexe de ce chapitre.

Les équipes ex aequo sont départagées par la place de leur meilleur coureur au classement individuel.

*(texte modifié aux 1.09.12 ; 1.01.15).*

**Classement par nation**

**2.10.005** Le classement par nation est établi sur la base des points obtenus par les cinq premiers coureurs de chaque nationalité au classement individuel.

Les nations ex aequo sont départagées par la place de leur meilleur coureur au classement individuel.

**Mise à jour**

**2.10.006** Les classements sont mis à jour le jour même après la fin d'une épreuve d'un jour ou après la dernière étape d'une épreuve par étapes de l'UCI WorldTour.

Tout organisateur ou toute fédération nationale doit communiquer immédiatement à l'UCI tout fait ou toute décision entraînant une modification des points obtenus par un coureur ou une équipe. Le cas échéant, les classements seront corrigés.

*(texte modifié au 1.07.11).*

**Trophées et prix**

**2.10.007** L'UCI attribue un trophée au vainqueur du classement UCI WorldTour et à l'équipe ainsi qu'à la nation victorieuse. L'UCI peut attribuer des prix aux coureurs et équipes en fonction de leur classement, suivant les critères qu'elle établit.

**Barème des points pour les épreuves de l'UCI WorldTour**

**2.10.008** Le cas échéant, les prix et trophées attribués devront être restitués et seront transmis à l'ayant droit en cas de correction du classement.

**Annexe*****Barème des points pour les Championnats du monde de contre-la-montre par équipes UCI***

<i>Classement</i>	<i>Points par équipe</i>
1	200
2	170
3	140
4	130
5	120
6	110
7	100
8	90
9	80
10	70

Les UCI **WorldTeams** classés dans les 10 premiers obtiennent des points au classement UCI WorldTour par équipes.

Aucun point n'est attribué à titre individuel.

*(article introduit au 1.09.12 ; modifié au 1.01.15).*

**Annexe**

Barème des points fixé par le comité directeur pour l'année 2015 suivant l'article 2.10.002 (classement individuel)

Classement final de l'épreuve	Tour de France	Giro d'Italia Vuelta a España	Santos Tour Down Under Paris-Nice Tirreno-Adriatico Milano-Sanremo Ronde van Vlaanderen / Tour des Flandres Vuelta Ciclista al Pais Vasco Paris-Roubaix Liège-Bastogne-Liège Tour de Romandie Volta Ciclista a Catalunya Critérium du Dauphiné Tour de Suisse Tour de Pologne Eneco Tour Il Lombardia	E3 Harelbeke Gent – Wevelgem in Flanders Fields Amstel Gold Race La Flèche Wallonne Clasica Ciclista San Sebastian Vattenfall Cyclassics GP Ouest France - Plouay Grand Prix Cycliste de Québec Grand Prix Cycliste de Montréal
1	200	170	100	80
2	150	130	80	60
3	120	100	70	50
4	110	90	60	40
5	100	80	50	30
6	90	70	40	22
7	80	60	30	14
8	70	52	20	10
9	60	44	10	6
10	50	38	4	2
11	40	32		
12	30	26		
13	24	22		
14	20	18		
15	16	14		
16	12	10		
17	10	8		
18	8	6		
19	6	4		
20	4	2		
Etapes et prologues				
1	20	16	6	
2	10	8	4	
3	6	4	2	
4	4	2	1	
5	2	1	1	

(texte modifié aux 1.07.10; 1.07.12 ; 24.01.15)

## Chapitre XI CLASSEMENTS CONTINENTAUX HOMMES ÉLITE ET MOINS DE 23 ANS

*(chapitre remplacé au 1.01.05)*

- 2.11.001** Pour chaque continent, il y a un classement individuel, un classement par équipes et un classement par nation des hommes élite et moins de 23 ans.

L'UCI est la propriétaire exclusive de ces classements.

- 2.11.002** Les classements sont établis sur la base des points obtenus par les coureurs suivant le barème à l'article 2.11.014.

- 2.11.003** Les coureurs appartenant à un UCI **WorldTeam** ne participent pas aux classements continentaux. Le coureur qui entre dans un UCI **WorldTeam** est retiré des classements dès l'entrée en vigueur de son contrat.

*(texte modifié au 1.01.15).*

### **Classement individuel**

- 2.11.004** Les coureurs marquent des points au classement individuel du continent dans lequel l'épreuve a lieu. Ils peuvent figurer dans le classement de plusieurs continents.

- 2.11.005** Les hommes élite et les moins de 23 ans figurent au même classement. Dans le classement les moins de 23 ans sont identifiés par un signe distinctif.

- 2.11.006** Le classement est établi par saison, en additionnant les points gagnés du 1<sup>er</sup> **janvier** jusqu'au **31 décembre**. Le classement est établi au 25<sup>e</sup> jour de chaque mois. Le cas échéant, le classement des mois précédents est corrigé. Le nouveau classement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant et reste valable jusqu'à la fin du mois.

*(texte modifié au 1.01.06 ; 24.01.15).*

- 2.11.007** Les coureurs ex aequo au classement sont départagés par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places etc. au classement des épreuves courues depuis une année en considérant uniquement les places attribuant des points pour le classement continental.

S'ils sont encore ex aequo, la meilleure place, quelle qu'elle soit, dans l'épreuve la plus récente les départagera.

En ce qui concerne les épreuves par étapes, seul le classement général final au temps sera pris en considération pour l'application de cet article.

### **Classement par équipes**

- 2.11.008** Le classement des équipes continentales UCI et équipes continentales professionnelles UCI est obtenu par l'addition des points de leurs 8 meilleurs coureurs au classement individuel ainsi que des points obtenus aux championnats du monde de contre-la-montre par équipes UCI.

Les équipes ex aequo sont départagées par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places etc. dans le classement (général final au temps) des épreuves courues depuis une année, obtenues par leurs 8 premiers coureurs au classement continental individuel.

*(texte modifié au 1.07.12).*

**Classement par nation**

- 2.11.009** En plus d'un classement par nation pour les hommes élite et les hommes moins de 23 ans, un classement par nation distinct pour les hommes moins de 23 ans sera établi. Les classements par nation de chaque continent sont obtenus par l'addition des points des 10 meilleurs coureurs de chaque nation du même continent dans l'ensemble des classements continentaux individuels :
1. on additionne les points de chaque coureur d'une nation au classement individuel de chaque continent ;
  2. on additionne les points des 10 meilleurs coureurs ;
  3. le total des 10 meilleurs coureurs détermine la place de la nation au classement.

*(texte modifié au 1.01.07).*

- 2.11.010** Le coureur apporte ses points à la nation de sa nationalité, même s'il est licencié auprès de la fédération d'un autre pays.
- 2.11.011** Les nations ex aequo sont départagées par le plus grand nombre de 1ères places, 2èmes places etc. dans le classement (général final au temps) des épreuves courues depuis une année, obtenues par leurs 10 premiers coureurs au classement continental individuel.
- 2.11.012** [abrogé au 24.01.15].
- 2.11.013** Le comité directeur pourra attribuer des prix aux coureurs en fonction de leur classement, suivant les critères qu'il établit.
- 2.11.014** **Barème des points**

**Dispositions générales**

Les points attribués lors des étapes sont comptabilisés le dernier jour de l'épreuve.

Pour les épreuves et étapes contre-la-montre par équipes, les points figurant au barème sont attribués à l'équipe. Ces points sont partagés à part égale entre les coureurs prévus pour le classement de l'équipe. Tout coureur supplémentaire arrivant dans le même temps reçoit un nombre égal de points à celui de ses coéquipiers classés. Les calculs se font jusqu'au centième d'un point.

**Epreuves d'une journée et épreuves par étapes (classement final)**

Place	HC	Classe 1	Classe 2 et Jeux Régionaux*
1	100	80	40
2	70	56	30
3	40	32	16
4	30	24	12
5	25	20	10
6	20	16	8
7	15	12	6
8	10	8	3
9	9	7	
10	8	6	
11	7	5	
12	6	3	
13	5		
14	4		
15	3		

\*Le Comité Directeur fixera annuellement quels Jeux Régionaux recevront des points.

**Etapes et demi-étapes**

Place	HC	Classe 1	Classe 2
1	20	16	8
2	14	11	5
3	8	6	2
4	7	5	
5	6	4	
6	5	2	
7	4		
8	2		

**Port du maillot de leader de l'épreuve (par étape)**

Place	HC	Classe 1	Classe 2
Leader	10	8	4

**Championnats nationaux**

Hommes Elite et Moins de 23 ans		
Place	En ligne	CLM
1	40	8
2	30	5
3	16	2
4	12	
5	10	
6	8	
7	6	
8	3	
9	2	
10	1	

Lorsque les hommes élite et moins de 23 ans disputent leur championnat national lors de la même épreuve, les points sont attribués suivant leur place dans le classement de l'épreuve.

Si une fédération nationale organise une épreuve distincte pour la catégorie moins de 23 ans, aucun point UCI n'est attribué à cette épreuve.

Lorsque le titre de champion national est attribué dans le cadre d'une épreuve internationale, les coureurs, peu importe leur nationalité, se voient attribuer les points relatifs à leur place dans le classement de l'épreuve.

**Championnats continentaux**

Place	Elite En ligne	Elite CLM	Moins de 23 ans* En ligne	Moins de 23 ans* CLM
1	100	20	80	16
2	70	14	56	11
3	40	8	32	6
4	30	7	24	5
5	25	6	20	4
6	20	5	16	2
7	15	4	12	
8	10	2	8	
9	9		7	
10	8		6	
11	7		5	
12	6		3	
13	5			
14	4			
15	3			

\* Points attribués à la catégorie moins de 23 ans lorsqu'une épreuve distincte est organisée pour cette catégorie.



**Jeux olympiques et championnats du monde**

<i>Place</i>	<i>Elite En ligne</i>	<i>Elite CLM</i>	<i>Moins de 23 ans En ligne</i>	<i>Moins de 23 ans CLM</i>
1	200	100	100	20
2	170	70	70	14
3	140	40	40	8
4	130	30	30	7
5	120	25	25	6
6	110	20	20	5
7	100	15	15	4
8	90	10	10	2
9	80	9	9	
10	70	8	8	
11	60	7	7	
12	50	6	6	
13	40	5	5	
14	30	4	4	
15	20	3	3	
16	15			
17	10			
18	8			
19	5			
20	3			

**Championnats du monde de contre-la-montre par équipes UCI**

<i>Classement</i>	<i>Point par équipe</i>	<i>Classement</i>	<i>Point par équipe</i>
1	200	11	60
2	170	12	50
3	140	13	40
4	130	14	30
5	120	15	20
6	110	16	15
7	100	17	10
8	90	18	8
9	80	19	5
10	70	20	3

Les points correspondant aux places obtenues par les équipes continentales professionnelles et continentales UCI sont comptabilisés au classement continental par équipes sur lequel l'équipe a récolté le plus de points UCI.

Aucun point n'est attribué à titre individuel.

*(texte modifié aux 1.10.05; 26.01.08; 1.09.12; 1.10.13; 1.05.14 ; 24.01.15)*

## Chapitre XII CLASSEMENTS FEMMES ELITE

*(chapitre remplacé au 1.01.05).*

- 2.12.001** Il y a un classement individuel, un classement par équipes et un classement par nation des femmes élite.

L'UCI est la propriétaire exclusive de ces classements.

- 2.12.002** Les classements sont établis sur la base des points obtenus par les coureurs suivant le barème à l'article 2.12.009.

### **Classement individuel**

- 2.12.003** Le classement est établi au moins une fois par mois en ajoutant les points gagnés depuis l'établissement du classement précédent. En même temps il est déduit le nombre de points restants gagnés jusqu'au même jour de l'année précédente. Le cas échéant, le classement des mois précédents est corrigé. Le nouveau classement entre en vigueur le jour de sa publication et le reste jusqu'à la publication du classement suivant.

- 2.12.004** Les coureurs ex aequo au classement sont départagés par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places etc. au classement des épreuves courues depuis une année en considérant uniquement les places attribuant des points pour le classement femmes élite.

S'ils sont encore ex aequo, la meilleure place, quelle qu'elle soit, dans l'épreuve la plus récente les départagera.

En ce qui concerne les épreuves par étapes, seul le classement général final au temps sera pris en considération pour l'application de cet article.

- 2.12.005** Le comité directeur pourra attribuer des prix aux coureurs en fonction de leur classement, suivant les critères qu'il établit.

### **Classement par équipes**

- 2.12.006** Le classement des équipes féminines UCI est obtenu par l'addition des points de leurs 4 meilleurs coureurs au classement individuel ainsi que des points obtenus aux championnats du monde de contre-la-montre par équipes UCI.

Les équipes ex aequo sont départagées par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places etc. dans le classement (général final au temps) des épreuves courues depuis une année, obtenues par leurs 4 premiers coureurs au classement individuel femmes élite.

*(texte modifié au 1.07.12).*

### **Classement par nation**

- 2.12.007** Le classement par nation est obtenu par l'addition des points des 5 meilleurs coureurs de chaque nation au classement individuel.  
Les nations ex aequo sont départagées par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places etc. dans le classement (général final au temps) des épreuves courues depuis une année, obtenues par leurs 5 premiers coureurs au classement individuel femmes élite.

**2.12.008** Le coureur apporte ses points à la nation de sa nationalité, même s'il est licencié auprès de la fédération d'un autre pays.

**2.12.009 Barème des points Femmes Elite**

**Dispositions générales**

Les points attribués lors des étapes sont comptabilisés le dernier jour de l'épreuve.

Pour les épreuves et étapes contre-la-montre par équipes, les points figurant au barème sont attribués à l'équipe. Ces points sont partagés à part égale entre les coureurs prévus pour le classement de l'équipe. Tout coureur supplémentaire arrivant dans le même temps reçoit un nombre égal de points à celui de ses coéquipiers classés. Les calculs se font jusqu'au centième d'un point.

**Epreuves d'une journée et épreuves par étapes (classement final)**

Place	CDM	Classe 1	Classe 2 et Jeux Régionaux*
1	120	80	40
2	100	60	30
3	85	45	16
4	70	35	12
5	60	30	10
6	50	25	8
7	40	21	6
8	35	18	3
9	30	15	2
10	25	12	1
11	20	10	
12	18	8	
13	16	6	
14	14	5	
15	12	4	
16	10	3	
17	8	2	
18	6	1	
19	4		
20	2		

\*Le Comité Directeur fixera annuellement quels Jeux Régionaux recevront des points.

**Étapes et demi-étapes**

Étapes	Classe 1	Classe 2
1	16	8
2	12	5
3	8	3
4	6	1
5	5	
6	4	
7	3	
8	2	

**Port du maillot de leader de l'épreuve ou de la coupe du monde (par étape / manche)**

Place	CDM	Classe 1	Classe 2
Leader	6	4	2

**Championnats nationaux**

Femmes Elite		
Place	En ligne	CLM
1	10	3
2	7	2
3	5	1
4	3	
5	1	

Lorsque le titre de champion national est attribué dans le cadre d'une épreuve internationale, les coureurs, peu importe leur nationalité, se voient attribuer les points relatifs à leur place au classement de l'épreuve.

**Jeux olympiques et championnats du monde**

Place	En ligne	CLM
1	200	120
2	170	100
3	140	85
4	130	70
5	120	60
6	110	50
7	100	40
8	90	30
9	80	20
10	70	15
11	60	10
12	50	9
13	40	8
14	30	7
15	20	6
16	15	5
17	10	4
18	8	3
19	5	2
20	3	1

**Championnats continentaux**

CC Europe-Amérique	CC Asie	CC Océanie-Afrique
80	60	40
56	40	30
32	27	16
24	20	12
20	15	10
16	10	8
12	9	6
8	7	3
7	5	
6	3	
5		
3		

**Le contre-la-montre**

CC Europe-Amérique	CC Asie	CC Océanie-Afrique
16	12	8
11	9	5
6	5	2
5	3	
4		
2		

**Championnats du monde de contre-la-montre par équipes UCI**

<i>Classement</i>	<i>Point par équipe</i>
1	200
2	170
3	140
4	130
5	120
6	110
7	100
8	90
9	80
10	70

Les points comptent pour le classement UCI par équipes uniquement.  
Aucun point n'est attribué à titre individuel.

*(texte modifié au 1.01.06; 1.01.09; 1.07.12; 1.09.12; 1.10.13 ; 1.01.15).*



## Chapitre XIII

[Chapitre abrogé au 1.10.09]



## Chapitre XIV COUPES UCI

(au 1.01.05, l'ancien chapitre XV est devenu le présent chapitre XIV)

### § 1 Coupe du monde femmes élite

#### Généralités

**2.14.001** La coupe du monde de cyclisme sur route femmes élite est la propriété exclusive de l'UCI.

**2.14.002** La coupe du monde aura lieu sur un nombre d'épreuves d'une journée désignées chaque année par le comité directeur de l'UCI. Un pays ne peut accueillir plus d'une épreuve de coupe du monde par saison, sauf décision contraire du comité directeur.

(texte modifié aux 1.01.06; 1.01.07).

**2.14.003** Les organisateurs des épreuves de la coupe du monde doivent signer avec l'UCI un contrat régissant notamment les droits audiovisuels, les droits de marketing et l'organisation matérielle des épreuves.

#### Participation

**2.14.004** Les épreuves de la coupe du monde sont ouvertes aux équipes nationales et aux équipes féminines UCI.

L'organisateur doit obligatoirement faire parvenir une invitation :

- aux 20 premières équipes féminines UCI du premier classement femmes élite par équipes publié l'année où se déroule l'épreuve. Ce classement est publié au plus tard le 10 janvier, sur la base d'une évaluation sportive des équipes enregistrées par l'administration de l'UCI. Ce classement sert pour les invitations de toute la saison.

L'organisateur doit accepter la participation des équipes ayant répondu positivement à l'invitation.

(texte modifié aux 1.01.04; 1.01.05; 1.01.06; 1.01.07; 1.01.09; 1.07.10; 1.07.11; 1.07.12).

**2.14.005** Les épreuves de la coupe du monde se courent par équipes de 6 coureurs.

Aucune équipe ne peut prendre le départ avec moins de 4 coureurs.

(texte modifié au 1.01.99).

#### Classements

##### Classement général

**2.14.006** Il est attribué des points coupe du monde aux 20 premiers coureurs de chaque épreuve pour le classement individuel général de la coupe du monde suivant les barèmes ci-après, à l'exception des épreuves contre-la-montre par équipes pour lesquelles il est fixé un barème séparé :

Classement	Points
1	120
2	100
3	85

4	70
5	60
6	50
7	40
8	35
9	30
10	25
11	20
12	18
13	16
14	14
15	12
16	10
17	8
18	6
19	4
20	2

### Classement annexe

Classement du meilleur jeune.

Sur la base du classement final de la manche de la coupe du monde, des points **du meilleur jeune** sont attribués aux 3 premiers coureurs moins de 23 ans conformément au barème ci-après :

Classement	Points
1	6
2	4
3	2

(texte modifié aux 1.01.04; 1.01.05; 1.01.06; 26.06.07; 1.01.08; 1.10.13 ; 1.01.15 ; 5.02.15).

### Classement par équipe

Seules figurent au classement par équipes les équipes féminines UCI et les équipes nationales.

Le classement par équipes est obtenu par l'addition des points au classement individuel obtenus par les 4 meilleurs coureurs de l'équipe dans chaque épreuve.

### Barème spécifique pour les épreuves contre-la-montre par équipes

Classement	Points par équipe (attribués au classement par équipe)	Points par coureur* (attribués au classement individuel)
1	140	35
2	120	30
3	100	25
4	80	20
5	64	16
6	60	15
7	56	14
8	52	13

9	48	12
10	44	11
11	40	10
12	36	9
13	32	8
14	28	7
15	24	6
16	20	6
17	16	4
18	12	3
19	8	2
20	4	1

\* Le nombre de points indiqué est attribué aux quatre premiers et à chaque autre coureur arrivant dans le même temps que le quatrième. Si l'équipe termine la course avec moins de 4 coureurs aucun point n'est attribué.

*(article introduit 1.01.06).*

- 2.14.007** A l'issue de chaque épreuve, les coureurs ex aequo au classement général individuel et aux classements annexes seront départagés par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places, etc. **dans leur classement respectif** au classement général individuel en considérant uniquement les places attribuant des points.

Le cas échéant, le meilleur classement dans l'épreuve la plus récente départagera.

Les coureurs ex æquo au classement final seront départagés par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places, etc.

*(texte modifié aux 1.01.99; 1.01.05; 1.10.13 ; 1.01.15).*

- 2.14.008** Le leader du classement général individuel, le leader **du classement du meilleur jeune**, ainsi que les 3 premiers coureurs classés de chaque épreuve doivent se présenter au podium pour la cérémonie protocolaire.

Le leader des classements du meilleur grimpeur, aux points et du meilleur jeune doit se présenter sur le podium lors de la cérémonie protocolaire.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.10.13 ; 5.02.15).*

- 2.14.009** Après les cérémonies protocolaires, le leader du classement général individuel de la coupe du monde, les leaders des classements annexes, et le vainqueur de l'épreuve ont l'obligation de se présenter à la salle de presse en compagnie de l'organisateur.

*(texte modifié au 1.10.13).*

- 2.14.010** L'UCI attribue les maillots de leader de la coupe du monde aux leaders du classement individuel et des classements annexes. Le cas échéant, le maillot comportera le nom et/ou le logo du sponsor de la coupe du monde. Sauf application de l'article 1.3.055bis, point 6, le maillot doit être porté dans les épreuves de la coupe du monde et dans aucune autre épreuve.

*(texte modifié aux 1.01.05; 1.09.05; 1.10.13).*

- 2.14.011** L'UCI attribue un trophée au vainqueur de la coupe du monde.

**2.14.012** Le comité directeur peut attribuer des prix aux coureurs en fonction de leur classement, suivant les critères qu'il établit.

**2.14.013** Le cas échéant, les prix et trophées attribués devront être restitués et seront transmis à l'ayant droit en cas de correction du classement.

**2.14.014** L'ordre des voitures sera le suivant :

- Première épreuve de l'année :
  1. la voiture de l'équipe vainqueur de la précédente coupe du monde ;
  2. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs ;
  3. la voiture des équipes n'ayant pas confirmé leurs coureurs partants dans le délai visé à l'article 1.2.090 ;
  4. les voitures des équipes non représentées à la réunion des directeurs sportifs.

Dans les groupes 2, 3 et 4 l'ordre est fixé par tirage au sort.

La voiture d'une équipe visée au point 1 ou 2, mais qui se trouve dans un des cas visés aux points 3 ou 4, sera dans le groupe 3 ou 4, suivant le cas.

- Pour les autres épreuves :
  1. la voiture des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs dans l'ordre des coureurs partants au classement individuel de la coupe du monde tel qu'il est établi à la veille de l'épreuve ;
  2. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs et dont les coureurs n'ont pas encore obtenu de points au classement individuel de la coupe du monde ;
  3. la voiture des équipes n'ayant pas confirmé leurs coureurs partants dans le délai visé à l'article 1.2.090 ;
  4. les voitures des équipes non représentées à la réunion des directeurs sportifs.

Dans les groupes 2, 3 et 4 l'ordre est fixé par tirage au sort.

La voiture d'une équipe visée au point 1 ou 2, mais qui se trouve dans un des cas visés aux points 3 ou 4, sera dans le groupe 3 ou 4, suivant le cas.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.05; 1.01.07).*

## **§ 2 Coupe des nations – Moins de 23 ans**

*(introduit au 1.01.07)*

### **Généralités**

**2.14.015** La coupe des nations de cyclisme sur route (Ncup) est la propriété exclusive de l'UCI.

**2.14.016** La coupe des nations aura lieu sur un nombre d'épreuves désignées chaque année par le comité directeur de l'UCI.

**2.14.017** Les organisateurs doivent signer avec l'UCI un contrat régissant notamment les droits audiovisuels, les droits de marketing et l'organisation matérielle des épreuves.

**Participation**

**2.14.018** La coupe des nations de cyclisme sur route est réservée aux hommes de 19 à 22 ans, y compris les coureurs appartenant à un UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié au 1.01.15).*

**2.14.019** Les épreuves de la coupe des nations sont ouvertes aux équipes nationales (une équipe par nation) et mixtes.

*(texte modifié au 1.10.10).*

**2.14.020** L'organisateur d'une épreuve se déroulant dans la période du 1er janvier au 30 juin doit faire parvenir une invitation à 26 nations comme suit :

- à la première nation africaine selon le classement par nation final Moins de 23 ans de l'UCI Africa Tour l'année précédant celle où se déroule l'épreuve ;
- aux 3 premières nations américaines selon le classement par nation final Moins de 23 ans de l'UCI America Tour l'année précédant celle où se déroule l'épreuve ;
- aux 2 premières nations asiatiques selon le classement par nation final Moins de 23 ans de l'UCI Asia Tour l'année précédant celle où se déroule l'épreuve ;
- aux 18 premières nations européennes selon le classement par nation final Moins de 23 ans de l'UCI Europe Tour l'année précédant celle où se déroule l'épreuve ;
- aux 2 premières nations océaniques selon le classement par nation final Moins de 23 ans de l'UCI Oceania Tour l'année précédant celle où se déroule l'épreuve.

**2.14.021** L'organisateur d'une épreuve se déroulant dès le mois de juillet doit faire parvenir une invitation aux **15** premiers pays classés au classement de la coupe des nations **publié au minimum 60 jours avant l'épreuve** et n'ayant jamais participé en équipe mixte. Les équipes nationales ayant marqué des points en équipe mixte pourront être sélectionnées par l'organisateur pour participer en équipe mixte seulement.

*(texte modifié au 1.01.08; 26.01.08 ; 1.01.15).*

**2.14.022** L'organisateur doit accepter la participation des nations visées ci-dessus ayant répondu positivement à l'invitation.

**2.14.023** Les épreuves de la coupe des nations se courent par équipe de six concurrents. Aucune équipe ne peut prendre le départ avec moins de quatre coureurs.

**Classement**

**2.14.024** La coupe des nations attribue des points uniquement aux nations.

**2.14.025** Seul le premier coureur de chaque nation marque des points par rapport à sa place dans l'épreuve.

**2.14.026** Lors d'une épreuve d'une journée, il est attribué des points aux 15 premiers coureurs de l'épreuve, suivant le barème ci-après :

Classement	Points
1	20
2	17
3	15

4	13
5	11
6	10
7	9
8	8
9	7
10	6
11	5
12	4
13	3
14	2
15	1

Les championnats continentaux moins de 23 ans attribuent des points pour le classement de la coupe des nations moins de 23 ans selon les barèmes suivants :

**CC Europe RR**

Classement	Points
1	10
2	8
3	6
4	5
5	4
6	3
7	2
8	1

**CC Asia, Africa, America RR**

Classement	Points
1	8
2	5
3	3
4	1

*(texte modifié au 1.07.11).*

**2.14.027** Lors d'une épreuve par étapes, il est attribué des points aux 20 premiers coureurs du classement général final suivant le barème ci-après :

Classement	Points
1	30
2	25
3	20
4	17
5	16
6	15
7	14
8	13
9	12
10	11
11	10

12	9
13	8
14	7
15	6
16	5
17	4
18	3
19	2
20	1

A chaque étape il est attribué des points aux trois premiers coureurs du classement suivant le barème ci-après :

Classement	Points
1	3
2	2
3	1

**2.14.028** A l'issue de chaque épreuve, les nations ex aequo au classement général seront départagées par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places, etc. en considérant uniquement les places attribuant des points.

Si elles sont encore ex aequo, c'est leur meilleur classement dans l'épreuve la plus récente qui départagera les nations.

Les nations ex aequo au classement final seront départagées par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places, etc.

**2.14.029** Pour les épreuves d'une journée, la nation leader du classement de la coupe des nations devra se présenter au podium pour la cérémonie protocolaire.  
Pour les épreuves par étapes, la nation leader du classement de la coupe des nations devra se présenter au podium du départ de l'étape du lendemain et au podium pour la cérémonie protocolaire de la dernière étape.

**2.14.030** L'UCI attribue un signe distinctif aux coureurs de la nation leader du classement de la coupe des nations que les coureurs devront porter pendant l'épreuve.

*(texte modifié au 1.01.08).*

**2.14.031** L'UCI attribue un trophée aux trois premières nations du classement final de la coupe des nations.

*(texte modifié au 1.01.08).*

**2.14.032** L'ordre des voitures sera le suivant :

- Première épreuve de l'année :
  1. la voiture de l'équipe vainqueur de la précédente coupe des nations ;
  2. les voitures des équipes nationales représentées à la réunion des directeurs sportifs ;
  3. la voiture des équipes mixtes ;
  4. les voitures des équipes n'ayant pas confirmé leurs partants dans le délai visé à l'article 1.2.090 ;

5. les voitures des équipes non représentées à la réunion des directeurs sportifs.

Dans les groupes 2, 3, 4 et 5 l'ordre est fixé par tirage au sort.

La voiture d'une équipe visée au point 1, 2 ou 3, mais qui se trouve dans un des cas visés au point 4 ou 5, sera dans le groupe 4 ou 5, suivant le cas.

- Autre épreuves:
  1. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs dans l'ordre du classement de la Coupe des Nations tel qu'il est établi la veille de l'épreuve ;
  2. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs mais qui n'ont pas encore obtenu de points au classement de la coupe des nations ;
  3. la voiture des équipes n'ayant pas confirmé leurs coureurs partants dans le délai fixé par l'article 1.2.090 ;
  4. les voitures des équipes non représentées à la réunion des directeurs sportifs.

Dans les groupes 2, 3 et 4 l'ordre est fixé par tirage au sort.

La voiture d'une équipe visée au point 1 ou 2, mais qui se trouve dans un des cas visés aux points 3 ou 4, sera dans le groupe 3 ou 4, suivant le cas.

Les règles ci-dessus s'appliquent à la première étape d'une épreuve par étapes. L'ordre des véhicules lors des étapes suivantes sera déterminé par le classement individuel au temps.

*(texte modifié au 1.01.08; 26.01.08).*

### § 3 Coupe des nations – Juniors

*(introduit au 1.01.08)*

#### **Généralités**

**2.14.033** La coupe des nations juniors est la propriété exclusive de l'UCI.

**2.14.034** La coupe des nations juniors aura lieu sur un nombre d'épreuves d'une journée et par étape désignées chaque année par le comité directeur de l'UCI. En plus, le championnat du monde route juniors attribue des points pour le classement suivant l'article 2.14.040. Le championnat ne compte pas parmi les 5 épreuves visées à l'article 2.14.037.

*(texte modifié au 26.01.08).*

#### **Participation**

**2.14.035** La coupe des nations juniors (NcupJ) est réservée aux coureurs hommes juniors.

*(texte modifié au 26.01.08).*

**2.14.036** Les épreuves de la coupe des nations juniors sont ouvertes aux équipes nationales et aux équipes mixtes.



**Participation à la coupe des nations juniors**

**2.14.037** Un coureur junior ne peut participer à plus de 5 courses du calendrier de la coupe des nations juniors, hormis les épreuves des championnats du monde et des championnats continentaux.

*(texte modifié au 1.01.08; 1.07.12).*

**2.14.038** L'organisateur doit obligatoirement faire parvenir une invitation aux 25 premières fédérations nationales selon le classement par nation UCI hommes juniors.

Lors de la première épreuve, l'organisateur doit envoyer les invitations aux 25 premières nations du dernier classement UCI hommes juniors de l'année précédente.

L'organisateur doit accepter la participation des nations ayant répondu positivement à l'invitation.

*(texte modifié aux 1.01.08; 1.10.10).*

**2.14.039** Les épreuves de la coupe des nations juniors se courent par équipe de 6 concurrents maximum. Aucune équipe ne peut prendre le départ avec moins de 4 coureurs.

**Classement (NCup Junior)**

**2.14.040** La coupe des nations juniors attribue des points seulement aux nations par l'accumulation de points individuels. Seul existe un classement par nation.

Lors d'une épreuve d'une journée, il est attribué des points aux 15 premiers coureurs de l'épreuve, suivant le barème ci-après :

Classement	Points
1	20
2	17
3	15
4	13
5	11
6	10
7	9
8	8
9	7
10	6
11	5
12	4
13	3
14	2
15	1

Les championnats du monde route en ligne et contre la montre juniors attribuent le même nombre de points pour le classement de la coupe des nations junior.

Les championnats continentaux junior attribuent des points pour le classement de la coupe des nations junior selon les barèmes suivants :

**CC Europe RR**

Classement	Points
1	10
2	8
3	6
4	5
5	4
6	3
7	2
8	1

**CC Asia, Africa, America RR**

Classement	Points
1	8
2	5
3	3
4	1

*(texte modifié au 1.07.11).*

Lors d'une épreuve par étapes, il est attribué des points aux 20 premiers coureurs du classement général final suivant le barème ci-après :

Classement	Points
1	30
2	25
3	20
4	17
5	16
6	15
7	14
8	13
9	12
10	11
11	10
12	9
13	8
14	7
15	6
16	5
17	4
18	3
19	2
20	1

A chaque étape il est attribué des points aux six premiers coureurs du classement suivant le barème ci-après :

Classement	Points
1	6
2	5
3	4
4	3
5	2
6	1

*(texte modifié au 1.01.08; 1.07.11; 1.09.13).*

**Classement par nations**

**2.14.041** Seules figurent au classement par nations les équipes nationales ayant participé à l'épreuve.

Le classement par nation est obtenu par l'addition des points obtenus par les 3 meilleurs coureurs de la nation dans chaque épreuve.

*(texte modifié au 26.01.08).*

**2.14.042** A l'issue de chaque épreuve, les nations ex aequo au classement général seront départagées par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places, etc. en considérant uniquement les places attribuant des points.

Si elles sont encore ex aequo, c'est leur meilleur classement dans l'épreuve la plus récente qui départagera les nations.

Les nations ex aequo au classement final seront départagées par le plus grand nombre de 1<sup>ères</sup> places, 2<sup>èmes</sup> places, etc.

**2.14.043** Pour les épreuves d'une journée, la nation leader du classement de la coupe des nations juniors devra se présenter au podium pour la cérémonie protocolaire.

Pour les épreuves par étapes, la nation leader du classement de la coupe des nations juniors devra se présenter au podium du départ de l'étape du lendemain et au podium pour la cérémonie protocolaire de la dernière étape.

**2.14.044** L'UCI attribue un signe distinctif aux coureurs de la nation leader du classement de la coupe des nations juniors, signe que les coureurs devront porter pendant les épreuves de la coupe des nations juniors et pendant aucune autre.

*(texte modifié au 26.01.08).*

**2.14.045** L'UCI attribue un trophée à la nation gagnante du classement final de la coupe des nations juniors.

**2.14.046** L'ordre des voitures sera le suivant :

- Première épreuve de l'année :
  1. la voiture de l'équipe vainqueur de la précédente coupe des nations, pour la première édition la nation vainqueur du dernier classement par nation hommes junior de l'année précédente ;

2. les voitures des équipes nationales représentées à la réunion des directeurs sportifs ;
3. la voiture des équipes mixtes ;
4. les voitures des équipes n'ayant pas confirmé leurs partants dans le délai visé à l'article 1.2.090 ;
5. les voitures des équipes non représentées à la réunion des directeurs sportifs.

Dans les groupes 2, 3, 4 et 5 l'ordre est fixé par tirage au sort.

La voiture d'une équipe visée au point 1, 2 ou 3, mais qui se trouve dans un des cas visés au point 4 ou 5, sera dans le groupe 4 ou 5, suivant le cas.

- Autres épreuves :
  1. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs dans l'ordre du classement de la coupe des nations tel qu'il est établi à la veille de l'épreuve ;
  2. les voitures des équipes représentées à la réunion des directeurs sportifs mais qui n'ont pas encore obtenu de points au classement de la coupe des nations ;
  3. les voitures des équipes n'ayant pas confirmé leurs coureurs partants dans le délai visé par l'article 1.2.090 ;
  4. les voitures des équipes non représentées à la réunion des directeurs sportifs.

Dans les groupes 2, 3 et 4 l'ordre est fixé par tirage au sort.

La voiture d'une équipe visée au point 1 ou 2, mais qui se trouve dans un des cas visés au point 3 ou 4, sera dans le groupe 3 ou 4, suivant le cas.

Les règles ci-dessus s'appliquent à la première étape d'une épreuve par étapes, l'ordre des véhicules lors des autres étapes étant déterminé par le classement individuel au temps.

*(texte modifié au 1.01.08)*

## Chapitre XV UCI WORLDTOUR

*(chapitre remplacé au 1.09.04)*

### § 1 UCI WorldTour

- 2.15.001** Dans l'UCI WorldTour un nombre d'équipes de cyclistes professionnels de haut niveau, bénéficiant d'une licence UCI WorldTour, participent à une sélection d'épreuves sur route de haut niveau dont l'organisateur bénéficie d'une licence UCI WorldTour.
- 2.15.002** L'UCI est la propriétaire exclusive de la formule et de la marque UCI WorldTour, sans préjudice du droit de propriété exclusif des organisateurs.

### § 2 Licence UCI WorldTour

- 2.15.003** La licence UCI WorldTour est le droit conféré par l'UCI pour participer à l'UCI WorldTour, soit avec une équipe de coureurs professionnels, appelée « UCI **WorldTeam** », soit comme organisateur d'une épreuve déterminée.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.004** Une licence UCI WorldTour peut être délivrée à une personne physique ou à une entité telle qu'association, société ou autorité publique.
- 2.15.005** Les demandes de licence UCI WorldTour sont jugées et les licences sont délivrées par la commission des licences de l'UCI.
- 2.15.006** Par sa demande de licence, le demandeur reconnaît que seule l'UCI a le droit de délivrer des licences UCI WorldTour et s'interdit de participer en matière de sport cycliste à des compétitions, formules ou organisations autres que celles régies par les règlements et les instances de l'UCI.
- 2.15.007** La demande de licence implique de la part du demandeur l'acceptation des règles et conditions régissant l'UCI WorldTour ainsi que des règlements de l'UCI en général.
- 2.15.008** Le titulaire de la licence reste responsable de son équipe ou épreuve.

### § 3 Licence UCI WorldTour pour équipe

*(paragraphe remplacé au 1.07.10)*

#### **Demande de licence**

- 2.15.009** Un nombre maximum de 18 licences UCI WorldTour pour équipe pourront être attribuées, le cas échéant suivant la répartition géographique fixée par le Conseil du Cyclisme Professionnel.
- 2.15.010** Une licence peut être accordée au demandeur remplissant toutes les conditions prévues par le règlement.
- 2.15.011** La commission des licences attribue les licences suivant les critères ci-après:
- sport ;

- éthique ;
- finances ;
- administration.

Afin de pouvoir obtenir une licence UCI WorldTour, un candidat doit satisfaire à chacun des quatre critères. Si plus de 18 candidats satisfont à chacun des quatre critères, la commission des licences les départagera suivant les mêmes critères.

#### Critères

- 2.15.011** Le critère sportif s'évalue en premier lieu au regard de la position de l'UCI **WorldTeam** ou de l'équipe candidate à ce statut dans le classement par équipes UCI WorldTour de la saison qui vient de s'achever. Les 16 UCI **WorldTeams** candidats au statut d'UCI **WorldTeam** pour la saison suivante les mieux classés au classement par équipes UCI WorldTour de la saison qui vient de s'achever sont réputés satisfaire au critère sportif.

*(texte modifié au 1.07.11; 1.07.12; 27.03.14; 24.09.14 ; 1.01.15).*

- 2.15.011** Pour toute autre équipe candidate au statut d'UCI **WorldTeam**, le critère sportif **b** s'évalue sur la base de ses 5 meilleurs coureurs au «ranking UCI WorldTour individuel» de la saison qui vient de s'achever. Les deux équipes dont la somme des points de leurs 5 meilleurs coureurs au classement susmentionné est la plus élevée sont alors réputées satisfaire au critère sportif.

En cas d'ex aequo, les équipes sont départagées par la place de leur meilleur coureur au «ranking UCI WorldTour individuel» au sens du présent article.

A cet égard, une équipe ayant participé à la saison qui vient de s'achever a le choix d'être évaluée soit sur la base de ses effectifs de la saison qui vient de s'achever, soit sur la base de ses effectifs engagés pour la saison suivante. Toute nouvelle équipe ne pourra pour sa part être évaluée que sur la base de ses effectifs engagés pour la saison suivante. Seuls les coureurs dont le contrat pour la saison suivante a été soumis au commissaire aux comptes le 20 octobre au plus tard seront pris en compte dans ladite évaluation.

Dans le cas où un ou plusieurs des coureurs pris en compte dans une évaluation basée sur les effectifs engagés pour la saison suivante quitte l'équipe après le 20 octobre et avant l'ouverture de la prochaine période de transfert, l'UCI **WorldTeam** ou l'équipe candidate à ce statut ayant satisfait au critère sportif notamment grâce à ce(s) coureur(s) sera redevable d'une amende de CHF 10'000 à 500'000. Cette amende sera prononcée par la commission des licences sur requête de l'UCI. Elle n'empêche pas que d'autres sanctions pourront être prononcées, si ce transfert représente également une infraction à d'autres articles du Règlement de l'UCI.

L'article 2.15.040 reste applicable dans tous les cas.

Le «ranking UCI WorldTour individuel» représente le classement UCI WorldTour individuel tenant compte des performances de tous les coureurs ayant participé aux épreuves UCI WorldTour, y compris les coureurs appartenant à des équipes continentales professionnelles UCI. Il représente ainsi le classement UCI WorldTour individuel recalculé pour tenir compte des résultats de tous les coureurs en appliquant le barème à cet effet stipulé au chapitre 2.10 du Règlement de l'UCI.

*(texte modifié aux 1.07.13; 27.03.14; 1.07.14 ; 1.01.15).*

- 2.15.011** Le critère éthique tient compte notamment du respect par l'équipe et/ou de ses membres :
- c A. du règlement de l'UCI, notamment en matière d'antidopage, de comportement sportif et d'image du cyclisme ;
  - B. des obligations contractuelles ;
  - C. des obligations légales, notamment dans les domaines de la fiscalité, de la sécurité sociale et de la comptabilité ;
  - D. des principes de la transparence et de la bonne foi.

- 2.15.011** Le critère financier est évalué sur base du rapport du commissaire aux comptes agréé par l'UCI et tient compte notamment des moyens et stabilité financiers.
- d

- 2.15.011** Le critère administratif tient compte notamment de la conformité du dossier de candidature et d'enregistrement (contrats, assurances, garantie bancaire...) ainsi que du professionnalisme et de la célérité de l'établissement du dossier et du respect des délais.
- e

- 2.15.012** Les critères visés à l'article 2.15.011 permettront également de refuser l'attribution d'une licence, **de soumettre la licence au respect de conditions et/ou mesures jugées appropriées**, de réduire sa durée **ou de la retirer**, même si pour le reste les conditions réglementaires sont remplies.

*(texte modifié au 1.04.11 ; 1.11.15).*

- 2.15.013** La demande de licence est faite par l'envoi d'un formulaire établi par l'administration de l'UCI et tous les renseignements et documents qui y sont demandés. Il incombe au demandeur de se procurer le formulaire auprès de l'administration de l'UCI.

- 2.15.014** Le délai d'envoi des demandes des licences disponibles est fixé par l'administration de l'UCI. Les demandes envoyées après ce délai ne seront examinées que dans la mesure où le nombre maximum de licences n'est pas atteint.

Toutefois, l'administration de l'UCI peut fixer un autre délai pour le remplacement du responsable financier ou d'un partenaire principal figurant dans une demande introduite ou pour une nouvelle demande émanant du responsable financier ou d'un partenaire principal qui se retire d'une demande introduite.

- 2.15.015** A la date indiquée dans le formulaire de demande de licence, le demandeur doit payer à l'UCI un droit de candidature dont le montant est fixé par le Conseil du Cyclisme Professionnel. A défaut, la demande ne sera pas prise en considération.

- 2.15.016** Si la licence est attribuée, le droit de candidature est déduit du droit d'enregistrement. Aucun remboursement ne sera fait si la licence est refusée ou si le demandeur retire sa demande. Toutefois, si l'équipe est par la suite enregistrée en tant qu'Equipe Continentale Professionnelle UCI ou Equipe Continentale UCI, aucun autre droit d'enregistrement n'est dû pour la même année d'enregistrement.

*(texte modifié aux 1.04.11; 24.09.14).*

**Examen par la commission des licences**

- 2.15.017** La commission des licences examinera la demande de licence sur base d'un dossier composé des éléments suivants :
- 1. le formulaire de demande de licence et ses annexes ;
  - 2. le rapport ou tout autre avis du commissaire aux comptes agréé par l'UCI ;
  - 3. le rapport établi par l'UCI ;

4. tout autre document ou information produit par le demandeur ou requis par l'UCI ou par la commission des licences pour apprécier la demande.

La commission des licences peut tenir compte également de faits notoires.

Le dossier doit être établi en français ou en anglais. Les pièces émanant de tiers et établies dans une autre langue doivent être accompagnées d'une traduction dans la langue du dossier.

Le demandeur de licence est seul responsable de la qualité et du caractère complet de son dossier. Il ne pourrait invoquer, notamment, que des informations ou documents ne lui ont pas été demandés par l'UCI, le commissaire aux comptes agréé par l'UCI ou la commission des licences, ou que son attention n'a pas été tirée sur des lacunes ou autres éléments susceptibles d'être jugés négatifs lors de l'appréciation de sa demande par la commission des licences.

- 2.15.018** L'UCI et le commissaire aux comptes doivent faire parvenir leur avis ou rapport à la commission des licences 15 jours avant la date de l'audience visée à l'article 2.15.019. En même temps une copie est adressée au demandeur.

L'UCI et le commissaire aux comptes peuvent déposer des avis ou rapports complémentaires dans la mesure où le demandeur ajoute de nouveaux éléments à son dossier ou de nouveaux éléments viennent à leur connaissance d'une autre manière.

- 2.15.019** Le demandeur de licence sera invité dans un délai de 10 jours à exposer et défendre sa demande de licence devant la commission des licences lors d'une audience fixée à cette fin.

- 2.15.020** Le demandeur doit déposer tout mémoire à l'appui de sa demande auprès de la commission au plus tard 3 jours avant la date de l'audience, avec copie à l'UCI et au commissaire aux comptes. Le mémoire déposé en dehors de ce délai sera écarté d'office.

- 2.15.021** Au plus tard 3 jours avant la date de l'audience, le demandeur fera connaître à la commission des licences et à l'UCI l'identité des personnes qui le représenteront ou assisteront à l'audience. La commission des licences peut refuser d'entendre les personnes non annoncées dans le délai.

- 2.15.022** L'UCI peut intervenir à l'audience. Le commissaire aux comptes agréé par l'UCI peut être entendu à la demande du demandeur, de l'UCI ou de la commission des licences.

- 2.15.023** La date de l'audience ne peut être reportée, sauf décision contraire du président de la commission des licences.

Si le demandeur, l'UCI ou le commissaire aux comptes agréé par l'UCI ne se présente pas à l'audience, la commission des licences statue en son absence.

- 2.15.024** Lors de l'audience ou pendant le délibéré, la commission des licences peut fixer un dernier délai au demandeur pour produire toutes pièces ou informations que la commission précisera. Le demandeur en adresse en même temps une copie à l'UCI et au commissaire aux comptes agréé par l'UCI. Les pièces ou informations déposées en dehors du délai sont écartées d'office.

- 2.15.025** La commission statue dans les plus brefs délais et, dans la mesure du possible, avant le 20 novembre précédant la première année de licence.



**2.15.026** L'attribution de la licence UCI WorldTour vaut enregistrement pour la première année de validité de la licence.

*(texte modifié au 1.07.13).*

**2.15.026 a** Si la demande de licence est refusée et si la formation le souhaite, la commission des licences transmet le dossier de candidature à l'administration de l'UCI pour que celle-ci puisse évaluer la possibilité d'enregistrer la formation en tant qu'équipe continentale professionnelle.

**Droit d'enregistrement**

**2.15.027** L'attribution de la licence donne lieu au paiement du droit d'enregistrement dont le montant est fixé par le Conseil du Cyclisme Professionnel. Il est payable dans les 21 jours de l'octroi de la licence, délai dans lequel le compte de l'UCI doit être crédité.

A défaut de paiement dans le délai, la licence est annulée de plein droit. De surcroît il est dû une amende de CHF 7'500.

*(texte modifié au 24.09.14).*

**2.15.028** [article abrogé au 24.09.14]

**2.15.029** [article abrogé au 24.09.14]

**2.15.030** [article abrogé au 24.09.14]

**Durée de la licence**

**2.15.031** La durée de la licence est de quatre années civiles. Toutefois, sur requête motivée du demandeur, la commission des licences peut accorder une licence pour deux ou trois ans. Sous peine d'irrecevabilité, cette demande doit être faite dans la demande de licence.

En tout état de cause, aucune licence ne peut être accordée pour une période allant au-delà de l'année 2016.

*(texte modifié aux 1.04.11; 27.03.14).*

**2.15.032** La commission des licences peut réduire d'office la durée de la licence à 3, 2 ou 1 an si, de l'avis de la commission et pour les motifs qu'elle indique, une telle réduction se justifie au regard des critères posés à l'article 2.15.011. La décision de la commission peut être soumise par voie d'appel au Tribunal Arbitral du Sport. Le demandeur qui n'accepte pas la licence à durée réduite peut renoncer à la licence à la condition prévue à l'article 2.15.016.

**2.15.033** Le titulaire dont la licence expire, peut demander une nouvelle licence suivant la procédure fixée pour la demande de licence, y compris le paiement du droit de candidature.

**2.15.034** [article abrogé au 1.07.10]

**Fin de la licence**

**2.15.035** Sous réserve de son renouvellement, la licence expire automatiquement à la fin de la période pour laquelle elle a été attribuée.

- 2.15.036** La licence prend fin avant son terme dans les cas suivants :
1. si une des conditions d'annulation de plein droit stipulées au présent chapitre se réalise ;
  2. si la licence est retirée.

**2.15.037** La licence est annulée de plein droit du seul fait de la demande ou déclaration de faillite du titulaire de la licence ou de l'intervention de toute autre mesure ou régime selon lequel le titulaire perd la gestion de la licence.

**2.15.038** En cas de faillite du responsable financier, la licence est retirée d'office; la licence peut être restituée par le Conseil du Cyclisme Professionnel dans la mesure où le responsable financier est remplacé à court terme et la continuité de l'UCI **WorldTeam** est assurée. En cas de contestation, le président du Conseil du Cyclisme Professionnel saisira la commission des licences qui décidera du retrait définitif ou de la restitution de la licence.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.039** En cas d'annulation ou de retrait de la licence, aucun remboursement n'aura lieu. Tout montant dû reste exigible et ne peut être compensé. Le droit d'enregistrement reste dû pour sa totalité.

*(texte modifié au 24.09.14).*

**2.15.039 bis** Le Conseil du Cyclisme Professionnel peut suspendre la licence d'un UCI **WorldTeam** s'il l'estime nécessaire pour protéger l'image de l'UCI WorldTour.

La suspension entraîne l'interdiction de l'UCI **WorldTeam** et ses membres de participer aux épreuves de l'UCI WorldTour.

La suspension ne constitue pas de sanction et ne suppose pas la preuve d'une infraction aux règlements de l'UCI. Elle est une mesure conservatoire visant à protéger l'image de l'UCI WorldTour et se justifie par toute circonstance qui, de l'avis du Conseil du Cyclisme Professionnel, est grave et porte atteinte ou est de nature à porter atteinte à l'image de l'UCI WorldTour. Elle ne peut donner lieu à aucune réclamation. Le Conseil du Cyclisme Professionnel permettra au responsable financier de s'expliquer, le cas échéant par téléphone, avant de prendre sa décision.

La suspension est prononcée soit pour une période fixe d'un mois au maximum, soit, si le Conseil du Cyclisme Professionnel fixe des conditions à l'UCI **WorldTeam** pour régulariser sa situation jusqu'à ce que lesdites conditions soient remplies. Toutefois si la commission des licences **est saisie conformément à l'article 2.15.040**, le Conseil du Cyclisme Professionnel peut proroger la suspension jusqu'à la décision de la commission des licences, le responsable financier ayant été invité à s'expliquer, le cas échéant par téléphone.

Les décisions du Conseil du Cyclisme Professionnel prises en application du présent article le sont par une formation composée comme suit :

- le Président du Conseil du Cyclisme Professionnel ou son remplaçant qu'il désigne parmi les membres désignés par le Comité Directeur de l'UCI ;
- l'un des deux représentants des coureurs ;
- l'un des deux membres désignés par les UCI **WorldTeams** ;
- l'un des deux membres désignés par les titulaires d'une licence UCI WorldTour pour épreuve ;
- trois des membres désignés par le Comité directeur de l'UCI.

La formation peut valablement délibérer et décider en l'absence des membres dûment convoqués.

L'équipe représentée par son responsable financier peut faire appel contre la décision prise par le Conseil du Cyclisme Professionnel exclusivement devant le TAS.

Il sera recouru à la procédure accélérée suivant les articles 2.16.064 à 2.16.077 à l'exception de l'article 2.16.075.

*(article introduit le 27.09.07; texte modifié aux 1.01.09; 1.02.12 ; 1.01.15 ; 1.11.15).*

### **Saisie de la commission des licences**

**2.15.040** La commission des licences est saisie par l'UCI sur simple requête écrite, dont une copie est adressée au titulaire de la licence. **La requête doit indiquer les conclusions de l'UCI, lesquelles pourront être adaptées selon l'évolution de la procédure.**

*(texte modifié au 1.11.15)*

*(article interverti avec l'article 2.15.041 au 1.11.15)*

**2.15.041** **Les mesures prévues à l'article 2.15.012 peuvent être imposées par** la commission des licences dans les cas suivants :

1. si les données prises en compte pour l'attribution de la licence ou l'enregistrement de l'UCI **WorldTeam** étaient erronées et la commission estime que la situation réelle ne justifiait pas l'octroi de la licence ou de l'enregistrement ;
2. si les données prises en compte pour l'attribution de la licence ou l'enregistrement de l'UCI **WorldTeam** ont changé par après de sorte que les conditions d'attribution ne sont plus remplies ou la commission estime que la situation nouvelle ne justifie pas l'octroi de la licence ou de l'enregistrement ;
3. si la situation de l'UCI **WorldTeam**, du titulaire de la licence, du responsable financier, des partenaires principaux ou d'autres sponsors est affectée ou affaiblie, notamment en raison de problèmes financiers, problèmes de santé, décès, disfonctionnement, disputes ou autres, de sorte que la continuité de l'UCI **WorldTeam** est sérieusement compromise ;
4. si un UCI **WorldTeam**, dans son ensemble, ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions prévues par le présent chapitre ;
5. en cas de manquement aux règlements de l'UCI ou aux obligations contractuelles vis-à-vis de l'UCI ou des membres de l'UCI **WorldTeam**, commis par ou imputable à la direction de l'UCI **WorldTeam** (titulaire de la licence, responsable financier, partenaire principal, manager, directeur sportif, comptable, médecin d'équipe et toute autre personne dans une fonction comparable), sans préjudice des autres sanctions prévues par le règlement ;
6. en cas de faits commis par ou imputables à l'UCI **WorldTeam** ou un ou plusieurs de ses membres qui font que le maintien de la licence porterait gravement atteinte aux intérêts ou à la réputation de l'UCI WorldTour ;

*(texte modifié aux 1.01.15 ; 1.11.15)*

*(article interverti avec l'article 2.15.040 au 1.11.15)*

**2.15.042** **Le titulaire est entendu après convocation par la commission des licences avec un délai de 10 jours minimum.**

Avant de **rendre sa décision** la commission **des licences** peut, si elle l'estime utile et opportun, impartir à l'UCI **WorldTeam** un délai de régularisation.

*(texte modifié aux 1.01.15 ; 1.11.15)*

#### **Cession de licence**

**2.15.043** Le titulaire peut céder sa licence à un tiers accepté par la commission des licences. A cette fin le tiers doit suivre la procédure de demande de licence, y compris le paiement du droit de candidature.

**2.15.044** Le titulaire ne peut céder sa licence qu'après deux ans.

La licence d'une durée inférieure à trois ans, ne peut être cédée.

**2.15.045** La licence cédée expire à son terme original, sans préjudice du droit du cessionnaire de demander une nouvelle licence suivant l'article 2.15.034.

**2.15.046** [article abrogé au 24.09.14]

### **§ 4 UCI WorldTeams**

**2.15.047** Pour toute sa durée, la licence UCI WorldTour pour équipe doit être exploitée sans interruption. Elle impose à son titulaire la gestion d'un UCI **WorldTeam** et la participation de l'UCI **WorldTeam** à toutes les épreuves de l'UCI WorldTour.

*(texte modifié au 1.04.11 ; 1.01.15).*

#### **Identité**

**2.15.048** L'UCI **WorldTeam** est l'équipe bénéficiant d'une licence délivrée par l'UCI pour participer aux épreuves de l'UCI WorldTour. L'UCI **WorldTeam** est désigné par une dénomination particulière.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.049** L'UCI **WorldTeam** est constitué par le titulaire de la licence UCI WorldTour, les coureurs enregistrés auprès de l'UCI comme faisant partie de son équipe, le responsable financier, les sponsors et toutes les autres personnes contractées par le responsable financier pour assurer de façon permanente le fonctionnement de l'équipe (manager, directeur sportif, entraîneur, médecin d'équipe, assistant paramédical, mécanicien, comptable etc.).

Chaque UCI **WorldTeam** doit engager au minimum, à plein temps et pour toute l'année d'enregistrement, 23 coureurs, 4 directeurs sportifs et 10 autres personnes (assistants paramédicaux, mécaniciens...).

*(texte modifié aux 15.11.08; 1.02.12 ; 1.01.15).*

**2.15.050** Le nom de l'UCI **WorldTeam** doit être soit celui de la firme ou de la marque **d'un ou plusieurs des** partenaires principaux, soit le nom du responsable financier. Sur demande expresse, le Conseil du Cyclisme Professionnel peut autoriser une autre dénomination en lien avec le projet de l'UCI **WorldTeam**.

La commission des licences peut refuser la licence à cause d'une ressemblance de dénomination d'un nouveau UCI **WorldTeam**, de son responsable financier ou des ses partenaires principaux susceptible de créer une confusion avec un autre UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié aux 1.07.09; 1.07.10 ; 1.01.15 ; 01.11.15).*

- 2.15.051** La nationalité de l'UCI **WorldTeam** est déterminée, au choix de l'UCI **WorldTeam**, par :
1. le pays du siège du responsable financier ; ou
  2. le pays du siège du titulaire de la licence ; ou
  3. un pays où se commercialise un produit ou un service du ou d'un partenaire principal sous le nom de l'UCI **WorldTeam** ou d'un composant de ce nom.

Le choix doit être notifié à l'administration de l'UCI au plus tard le 1er octobre avant la première année de la licence. A défaut, la nationalité de l'UCI **WorldTeam** sera déterminée par le pays du siège du responsable financier.

Le choix de la nationalité du pays du siège du responsable financier est valable pour toute la durée de la licence et ne peut être changé, sauf si le Conseil du Cyclisme Professionnel approuve un nouveau responsable financier ayant son siège dans un autre pays, conformément à l'article 2.15.061. Dans ce dernier cas, l'UCI **WorldTeam** peut faire un nouveau choix suivant le premier alinéa. Le choix de la nationalité d'un pays où se commercialise un produit ou un service du ou d'un partenaire principal sous le nom de l'UCI **WorldTeam** ou d'un composant de ce nom est valable pour toute la durée de la licence et ne peut être changé sauf si le partenaire principal en question cesse de revêtir ce statut. Dans ce dernier cas, l'UCI **WorldTeam** peut faire un nouveau choix suivant le premier alinéa.

Le changement de nationalité prend effet au 1er janvier après sa notification au Conseil du Cyclisme Professionnel.

*(texte modifié aux 20.08.08; 1.07.10; 1.02.12 ; 1.01.15).*

- 2.15.052** Les membres d'un UCI **WorldTeam** ne peuvent avoir de lien avec les membres d'un autre UCI **WorldTeam**, avec une équipe continentale professionnelle ou avec un organisateur d'une épreuve UCI WorldTour susceptible d'influencer le déroulement sportif des épreuves ou d'être perçu comme tel. Dans des cas exceptionnels, qui ne remettent en cause ni l'intégrité de la compétition, ni l'équité sportive, le comité directeur de l'UCI peut accorder une exception.

Lors de la procédure de demande de licence, il incombe au demandeur de licence de signaler l'existence ou l'existence potentielle d'un tel lien.

Dès le premier enregistrement de l'UCI **WorldTeam**, il incombe au responsable financier de signaler immédiatement, et au plus tard dans les 10 jours, à l'administration de l'UCI l'existence ou l'existence possible d'un tel lien.

L'administration de l'UCI et l'UCI **WorldTeam** se concerteront et, le cas échéant, l'administration de l'UCI impartira aux UCI **WorldTeams** concernés un délai pour régulariser la situation.

En cas de contestation, le litige est soumis à la commission des licences. Le cas échéant, la commission impartira à l'UCI **WorldTeam** ou aux UCI **WorldTeams** concernés un délai pour régulariser la situation dans le sens indiqué par elle. A défaut

de régularisation dans le délai, la **commission des licences pourra imposer l'une des mesures prévues à l'article 2.15.012.**

*(texte modifié aux 1.02.12, 1.07.12 ; 1.01.15 ; 1.11.15).*

- 2.15.053** Dans la mesure où l'UCI venait à apprendre par l'intermédiaire de tout tiers autre que le titulaire de la licence, le responsable financier ou un partenaire principal des UCI **WorldTeams** concernés, de l'existence d'un lien tel que visé au 1er alinéa de l'article 2.15.052 et qui n'est pas autorisé par le comité directeur, les UCI **WorldTeams** concernés sont sanctionnés chacun d'une amende de CHF 10'000 au profit du fonds de réserve et de solidarité de l'UCI WorldTour. L'administration de l'UCI peut soit impartir un délai pour régulariser la situation, soit saisir la commission des licences **conformément à l'article 2.15.040.**

*(texte modifié aux 1.07.10 ; 1.07.12 ; 1.01.15 ; 1.11.15).*

#### **Titulaire de la licence UCI WorldTour**

- 2.15.054** Un sponsor, le responsable financier ou tout autre membre de l'équipe accepté par la commission des licences peut être en même temps titulaire de la licence UCI WorldTour.

#### **Sponsors et partenaires principaux**

- 2.15.055** Les sponsors sont des personnes, firmes ou organismes qui contribuent au financement de l'UCI **WorldTeam**. Parmi les sponsors, **trois** au maximum sont désignés comme étant les partenaires principaux de l'UCI **WorldTeam**.  
Le ou les partenaires principaux doivent s'engager au sein de l'UCI **WorldTeam** pour un nombre entier d'années civiles.

*(texte modifié aux 1.01.15 ; 1.11.15)*

- 2.15.056** Tout contrat afférent aux revenus de l'UCI **WorldTeam** doit être signé directement avec le débiteur économique véritable de ces revenus.

*(texte modifié au 1.01.15)*

#### **Responsable financier**

- 2.15.057** La licence doit être exploitée exclusivement et directement par un responsable financier.

Le titulaire de la licence peut lui-même agir comme responsable financier.

Si le titulaire confie l'exploitation de la licence à un tiers agissant comme responsable financier, le titulaire est tenu solidairement responsable de toutes les obligations du responsable financier dans le cadre de l'UCI WorldTour.

- 2.15.058** Si le responsable financier n'est pas un partenaire principal de l'équipe, la gestion de l'équipe sera la seule activité du responsable financier, sauf dérogation accordée par la commission des licences.

- 2.15.059** Sous réserve de ce qui est prévu pour la représentation devant la commission des licences, le responsable financier représente l'UCI **WorldTeam** pour tout ce qui concerne les règlements de l'UCI.

*(texte modifié au 18.06.07 ; 1.01.15).*

**2.15.060** Le responsable financier doit être une société commerciale ou une autre personne morale autorisée par la loi du pays du siège. Il signe les contrats avec les coureurs et les autres personnes contractées pour le fonctionnement de l'équipe.

Le responsable financier peut agir uniquement par l'intermédiaire de personnes physiques titulaires d'une licence personnelle comme prévu à l'article 1.1.010.

**2.15.061** Le responsable financier doit être le même pendant toute la durée de la licence UCI WorldTour délivrée pour l'équipe, y compris pendant la durée des renouvellements éventuels, sauf accord du Conseil du Cyclisme Professionnel.

**2.15.062** Le responsable financier doit gérer tout le fonctionnement de l'UCI **WorldTeam** à partir d'un siège unique. Le siège du responsable financier sera établi dans le pays où il est soumis à l'impôt sur les revenus et à la sécurité sociale comme employeur pour la totalité des activités relatives à l'UCI **WorldTeam**. Si le siège est déplacé dans un autre pays, la licence est annulée de plein droit.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.063** Le responsable financier et les partenaires principaux devront informer sans délai, et au plus tard dans les 10 jours, le Conseil du Cyclisme Professionnel des éléments suivants: déplacement du siège social, diminution du capital, changement de forme juridique ou d'identité (par exemple par fusion ou absorption), demande ou mise en œuvre de tout accord ou de toute mesure concernant l'ensemble des créanciers.

Les informations visées au présent article doivent être envoyées en même temps au commissaire aux comptes agréé par l'UCI.

#### **Enregistrement**

**2.15.064** Chaque année les UCI **WorldTeams** doivent demander leur enregistrement pour l'année suivante, appelée année d'enregistrement, suivant les modalités fixées ci-après.

*(texte modifié aux 18.06.07; 1.07.10 ; 1.01.15).*

**2.15.065** Le 1<sup>er</sup> août avant l'année d'enregistrement, l'UCI **WorldTeam** ou le demandeur de licence doit faire parvenir au siège de l'UCI le texte, en français, anglais, italien ou espagnol, de la garantie bancaire qu'il compte constituer.

En outre, l'UCI se réserve le droit de demander à l'équipe de lui transmettre, pour le 1<sup>er</sup> août ou plus tard, le texte, en français ou anglais, du/des modèle(s) de contrat(s) avec ses coureurs.

Les documents en question sont remis à titre d'information uniquement. L'UCI n'a pas l'obligation de les examiner à ce stade. Toutefois, et sans préjudice des autres motifs de refus, si le contrat signé avec un coureur ne correspond pas au(x) modèle(s) de contrat(s) déposé(s) ou avec le contrat-type visé à l'article 2.15.139 il sera refusé lors de l'enregistrement de l'UCI **WorldTeam**.

L'UCI **WorldTeam** reste seul responsable de la conformité de ses documents aux exigences du règlement et, le cas échéant, des dispositions légales obligatoires qui y trouveraient application.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.06.06; 11.06.08; 1.07.10; 1.07.13 ; 1.01.15).*

**2.15.066** Chaque année, l'UCI **WorldTeam** doit payer sur le compte de l'UCI un montant, fixé annuellement par le Conseil du Cyclisme Professionnel, à titre de droit d'enregistrement. La première tranche de ce montant, fixée par le Conseil du Cyclisme Professionnel, est due au 1er septembre précédant l'année d'enregistrement. Au plus tard 21 jours après l'octroi de l'enregistrement, l'UCI **WorldTeam** doit payer sur le compte de l'UCI le montant restant. En cas de retard, il est appliqué d'office une augmentation du droit d'enregistrement de CHF 1'000 par jour. Si le droit d'enregistrement et les augmentations ne sont pas entièrement réglés le 31 janvier, l'enregistrement est refusé et la licence est annulée de plein droit. De surcroît il est dû une amende de CHF 7'500.

Le droit d'enregistrement pour la première année d'enregistrement après l'attribution de la licence, après déduction du droit de candidature, est dû dans les 21 jours de l'octroi de la licence. A défaut de paiement dans ce délai, la licence est annulée de plein droit. De surcroît il sera dû une amende de CHF 7'500.

Les dates fixées au présent article sont les dates auxquelles le compte de l'UCI doit être crédité.

*(texte modifié aux 1.04.11; 24.09.14; 1.01.15).*

**2.15.067** Le 1er octobre avant l'année d'enregistrement, l'UCI **WorldTeam** ou le demandeur de licence doit faire parvenir au siège de l'UCI :

1. L'original d'une garantie bancaire ou d'une garantie complémentaire conforme aux articles 2.15.092 et suivants. Un UCI **WorldTeam** dont la licence a été renouvelée peut également faire parvenir une prolongation de l'ancienne garantie bancaire dans les limites de l'article 2.15.101 pour autant que les conditions des articles 2.15.092 et suivants soient toujours respectées ;
2. Une liste comportant :
  - A. la dénomination exacte de l'UCI **WorldTeam** ;
  - B. l'adresse (y compris les numéros de téléphone et télécopieur et l'adresse e-mail) à laquelle peuvent être envoyées toutes les communications destinées à l'UCI **WorldTeam** ;
  - C. les nom et adresse du titulaire de la licence UCI WorldTour, du responsable financier, du manager, des partenaires principaux, du comptable, du directeur sportif, du directeur sportif adjoint et du médecin d'équipe ;
  - D. les nom, prénom, adresse, nationalité et date de naissance des coureurs ;
  - E. la répartition des tâches visée à l'article 1.1.082 ;
  - F. les nom et coordonnées de la personne responsable de l'enregistrement et la comptabilité. Elle sera la personne de contact pendant tout le processus d'enregistrement.

En cas de retard il est appliqué d'office une augmentation du droit d'enregistrement de CHF 1'000 par jour. De surcroît, l'examen de la demande d'enregistrement ne commence que si toutes les conditions sont remplies. Le risque que l'examen ne soit pas terminé en temps utile incombe à l'UCI **WorldTeam** ou, le cas échéant, au demandeur de licence.

*(texte modifié aux 20.10.05; 18.06.07; 1.07.10 ; 1.01.15).*

**2.15.068** L'enregistrement se fait sur base d'une évaluation, établie par l'administration de l'UCI suivant les critères visés aux articles 2.15.011 à 2.15.011e.

*(texte modifié au 1.07.10).*



**Audit**

- 2.15.068** En particulier, le responsable financier devra remettre au commissaire aux comptes la documentation financière suivante :
- a**
1. comptes annuels révisés de la dernière année comptable, avec rapport de révision ;
  2. comptes intermédiaires arrêtés au 30 juin de l'année en cours ;
  3. compte de résultat prévisionnel pour l'année en cours (prévision) ;
  4. plan de trésorerie prévisionnel jusqu'à la fin de l'année en cours ;
  5. budget annuel pour l'année d'enregistrement avec notes explicatives ;
  6. budget de trésorerie mensuel pour l'année d'enregistrement ;
  7. planification financière pour la période faisant l'objet de la demande de licence ou pour la période restante de la licence.

Les documents requis doivent être établis conformément aux modèles et instructions élaborés par l'administration de l'UCI.

Les documents requis pour l'audit comprendront également tous les contrats signés avec les coureurs. Le nombre de ces contrats, approuvés par le commissaire aux comptes, doit s'élever à 10 au moins au 1er octobre et à 15 au 20 octobre. L'ensemble des contrats, d'un minimum de 23, doivent être soumis au commissaire aux comptes et approuvés par celui-ci le 1er décembre au plus tard.

Dans un premier temps, l'UCI **WorldTeam** ou la formation candidate à ce statut peut envoyer les contrats avec les coureurs portant une signature scannée. Dans ce cas toutefois, l'original doit être reçu par le commissaire aux comptes au plus tard 30 jours après réception des contrats portant la signature scannée.

Le budget et la garantie bancaire à remettre le 1er octobre doivent tenir compte de la totalité des coureurs que l'UCI **WorldTeam** ou le demandeur de licence compte engager.

*(article introduit au 1.07.10; texte modifié aux 1.04.11; 1.07.14 ; 1.01.15).*

**2.15.068 bis** [article abrogé au 1.07.10].

**2.15.069** Le responsable financier ou, le cas échéant, le demandeur de licence doit remettre au commissaire aux comptes agréé par l'UCI tous les documents et informations requis pour l'audit au plus tard le 1er octobre avant l'année d'enregistrement.

En cas de retard il sera appliqué d'office une augmentation du droit d'enregistrement de CHF 1'000 par jour. Cette augmentation ne sera pas cumulée avec celle prévue à l'article 2.15.067 dans la mesure où elle porte sur la même période. L'audit sera reporté jusqu'au moment où le dossier sera en ordre; le risque que l'audit ne soit pas terminé en temps utile incombe à l'UCI **WorldTeam** ou, le cas échéant, au demandeur de licence.

*(texte modifié aux 20.10.05; 15.11.08; 1.07.10 ;1.01.15).*

**2.15.069 bis** Après le délai du 1er octobre, le commissaire aux comptes fera parvenir à l'UCI un avis quant au dossier d'enregistrement déposé par l'UCI **WorldTeam** ou le demandeur de licence. Cet avis mentionnera notamment si le dossier contient les documents essentiels suivants: les contrats de sponsoring dûment signés avec les partenaires principaux, la garantie bancaire, et pour les nouvelles équipes uniquement, le descriptif de la structure de l'équipe ainsi qu'une copie de l'acte constitutif du responsable

financier. L'avis ne constitue pas une validation de la conformité desdits documents aux exigences réglementaires ou légales applicables.

L'UCI **WorldTeam** ou le demandeur de licence recevront une copie de cet avis.

Suite à cet avis, l'UCI publiera sur son site internet quels UCI **WorldTeams** ou demandeurs de licence ont déposé un dossier d'enregistrement contenant la totalité des documents essentiels énumérés ci-dessus.

*Commentaire : le défaut de dépôt de l'ensemble des documents essentiels donne aux coureurs le droit de résiliation prévu à l'article 8.1.f du contrat-type visé à l'article 2.15.139.*

Les pénalités de retard prévues aux articles 2.15.067 et 2.15.069 restent applicables.

*(texte modifié aux 1.07.09; 1.07.10; 1.07.13 ;1.01.15).*

**2.15.069 ter** Tous frais résultant de travaux supplémentaires, **y compris les contrôles inopinés**, réalisés par le commissaire aux comptes sur un UCI **WorldTeam** ou une formation candidate à ce statut **pourront** lui **être** facturés sous forme de surcoûts d'audit.

*(article introduit au 1.04.11 ; modifié aux 1.01.15 ; 1.07.15).*

**2.15.069 quater** Les UCI **WorldTeams** ou demandeurs de licence qui n'auront pas déposé la totalité des documents essentiels visés à l'art. 2.15.069bis au 20 octobre ne pourront être enregistrés et seront exclus de la procédure d'enregistrement comme UCI **WorldTeam**.

*(article introduit au 1.02.12 ; modifié au 1.01.15).*

**2.15.070** Le 1<sup>er</sup> novembre, l'administration de l'UCI établit son évaluation des UCI **WorldTeams** et des demandeurs de licence.

Les dossiers de candidatures seront transmis à la commission des licences. Si la commission attribue une licence UCI WorldTour, elle accorde en même temps l'enregistrement.

Les UCI **WorldTeams** en possession d'une licence UCI WorldTour dont le dossier est trouvé en ordre par l'administration de l'UCI sont enregistrés directement pour l'année d'enregistrement prochaine.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.07.10 ; 1.01.15).*

**2.15.070 bis** De par son enregistrement, l'UCI **WorldTeam** s'engage à participer au programme du passeport biologique.

*(article introduit au 1.07.10 ; modifié au 1.01.15).*

**2.15.071** Si l'administration de l'UCI estime ne pas pouvoir accorder l'enregistrement de l'UCI **WorldTeam**, elle en avise le titulaire de la licence et le responsable financier. Sauf si le titulaire renonce à la licence l'administration de l'UCI saisit la commission des licences :

1. la commission des licences convoque l'UCI **WorldTeam** à une audience dans un délai de 10 jours minimum, sauf accord de l'UCI **WorldTeam** ;
2. l'UCI **WorldTeam** doit déposer tout mémoire à l'appui de sa demande d'enregistrement auprès de la commission en trois exemplaires et auprès de

- l'UCI en un exemplaire, au plus tard 5 jours avant la date de l'audience. Le mémoire déposé en dehors de ce délai sera écarté d'office ;
3. au plus tard 5 jours avant la date de l'audience, l'UCI **WorldTeam** fera connaître à la commission des licences et à l'UCI l'identité des personnes qui le représenteront ou assisteront à l'audience. La commission des licences peut refuser d'entendre les personnes non annoncées dans le délai ;
  4. l'UCI peut intervenir à l'audience. Le commissaire aux comptes agréé par l'UCI peut être entendu à la demande de l'UCI **WorldTeam**, de l'UCI ou de la commission des licences ;
  5. la commission des licences appliquera les critères d'évaluation visés à l'article 2.15.011a ss.

**La commission des licences pourra appliquer les mesures prévues à l'article 2.15.012.** Si la commission des licences refuse l'enregistrement, la licence de l'UCI **WorldTeam** est retirée automatiquement et la commission des licences transmet le dossier de candidature à l'administration de l'UCI pour que celle-ci puisse évaluer la possibilité d'enregistrer la formation en tant qu'équipe continentale professionnelle. La décision de la commission des licences est susceptible d'appel auprès du TAS.

Devant la commission des licences l'UCI **WorldTeam** est représentée par le titulaire de la licence ou, avec l'accord de ce dernier, par le responsable financier.

*(texte modifié aux 18.06.07; 1.07.10 ; 1.01.15 ; 1.11.15).*

- 2.15.072** Pour chaque coureur et pour toute autre personne contractés par l'UCI **WorldTeam** après son enregistrement, le commissaire aux comptes doit émettre un rapport supplémentaire.

Un rapport supplémentaire est également requis si le montant des avantages contractuels augmente sans engagement supplémentaire.  
Le cas échéant, une garantie bancaire supplémentaire doit être constituée.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.073** L'UCI **WorldTeam** doit informer l'administration de l'UCI dans la semaine quand une des personnes ou entités visées aux points c. et d. de l'article 2.15.067.2 quitte l'UCI **WorldTeam** pour quelque motif que ce soit.

De même toute modification des données reprises dans la liste visée à l'article 2.15.067.2, doit être portée dans la semaine à la connaissance de l'administration de l'UCI WorldTour pour approbation.

Le cas échéant cette approbation ne pourra être donnée qu'après réception du rapport complémentaire du commissaire aux comptes agréé par l'UCI et d'une garantie bancaire supplémentaire.

Seuls les coureurs figurant sur la liste approuvée par l'administration de l'UCI peuvent participer aux épreuves cyclistes comme membre de leur UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié au 1.07.10 ; 1.01.15).*

- 2.15.074** A l'exception de ce qui est prévu à l'article 2.15.069bis l'UCI ne fait pas de communication d'office au sujet de l'état d'avancement de la procédure d'enregistrement. Il appartient aux parties intéressées, et notamment les coureurs et organisateurs, de se renseigner auprès de l'UCI.

*(texte modifié au 1.07.09).*

- 2.15.075** L'enregistrement d'un UCI **WorldTeam** ne couvre pas les manquements du dossier d'enregistrement ni les infractions de l'équipe ou de ses membres. Les contrôles et audits effectués par l'UCI sont forcément limités et n'engagent pas sa responsabilité.

*(texte modifié au 1.01.15)*

#### **Comptabilité et finances**

- 2.15.076** Le responsable financier doit tenir une comptabilité complète des activités de l'UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.077** Si un partenaire principal agit en qualité de responsable financier ou si le responsable financier a une autre activité suivant autorisation de la commission des licences, le responsable financier doit tenir une comptabilité distincte pour les activités de l'UCI **WorldTeam**. Dans ce cas, le responsable financier doit remettre avec les documents comptables concernant les activités de l'UCI **WorldTeam** chaque fois les documents correspondants de sa comptabilité générale. Les obligations visées aux articles 2.15.090 et 2.15.091 doivent être remplies également pour la totalité des activités du responsable financier.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.078** L'UCI **WorldTeam** doit désigner un comptable responsable de la comptabilité de l'ensemble des activités de l'UCI **WorldTeam**. Toute personne au bénéfice de documents attestant d'une formation et/ou d'une expérience professionnelle de comptable et reconnue en tant que telle par le commissaire aux comptes agréé par l'UCI peut être désignée en qualité de comptable de l'UCI **WorldTeam**. Le comptable est notamment chargé de la tenue de la comptabilité de l'UCI **WorldTeam** et de la préparation des documents requis pour l'audit en vue de l'enregistrement annuel.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.079** L'UCI **WorldTeam** doit proposer au commissaire aux comptes, pour approbation préalable, un réviseur d'entreprise agréé par l'Etat. Le réviseur doit être indépendant de l'UCI **WorldTeam**, ses composants et personnes ou entités liées. Il signera en ce sens une déclaration d'absence de conflit d'intérêts.

La proposition doit être faite le 1er juillet au plus tard. Elle doit être renouvelée chaque année avant la même date. Toutefois l'UCI **WorldTeam** peut proposer et le commissaire aux comptes agréé par l'UCI peut accepter le même réviseur d'entreprise pour une période ne dépassant pas quatre ans.

*(texte modifié au 1.04.11 ; 1.01.15).*

- 2.15.080** Le réviseur d'entreprise révisera les comptes annuels conformément à la législation nationale en vigueur dans le pays du siège de l'UCI **WorldTeam** pour les sociétés à capital fixe, même si une telle révision n'est pas imposée par la loi. Le réviseur d'entreprise révisera également les comptes intermédiaires au 30 juin. Il rédigera un rapport écrit sur le résultat des révisions et en adressera un exemplaire directement au commissaire aux comptes agréé par l'UCI.

*(texte modifié au 1.04.11 ; 1.01.15).*

- 2.15.081** L'année comptable doit correspondre à l'année civile.
- 2.15.082** Les comptes annuels sont établis et la comptabilité est tenue conformément à la législation nationale en vigueur dans le pays du siège du responsable financier pour les sociétés à capital fixe. Les comptes annuels se composent du bilan, du compte de résultat, d'un tableau de financement et d'une annexe explicative. Ces comptes annuels sont exprimés en francs suisses, euros ou dollars US et sont signés par le responsable financier et le titulaire de la licence UCI WorldTour. Si la comptabilité commerciale devait être tenue dans une autre devise en vertu de la loi nationale, les comptes annuels doivent être convertis en francs suisses, euros ou dollars US au cours de fin d'exercice.
- 2.15.083** La comptabilité de l'UCI **WorldTeam** doit comprendre également l'établissement des autres documents requis pour l'audit en vue de l'enregistrement annuel.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.084** L'administration de l'UCI pourra établir des instructions et modèles relatifs à la tenue des documents comptables.

*(texte modifié au 1.07.10).*

- 2.15.085** L'UCI **WorldTeam** doit informer sans délai le commissaire aux comptes de toute modification significative du budget annuel ou du budget correspondant à la durée d'attribution de la licence UCI WorldTour, du plan de trésorerie ou de la planification financière à la suite d'une diminution du capital.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.086** L'UCI **WorldTeam** doit fournir dans un délai de 15 jours tout document, pièce, information ou autre requis par le commissaire aux comptes. Il doit fournir, sur simple demande, notamment toute déclaration ou autre des autorités fiscales ou de la sécurité sociale du pays du siège du responsable financier et ce, dans un délai de 30 jours dès réception de la requête.

Le commissaire aux comptes posera toutes les questions et demandera toutes les informations qu'il estime nécessaires au réviseur d'entreprise de l'UCI **WorldTeam** qui devra transmettre tous les renseignements requis.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.087** Sans en faire la demande, le commissaire aux comptes agréé par l'UCI doit obtenir chaque année au plus tard le 30 juin, une copie des comptes annuels et du rapport établi par le réviseur d'entreprise agréé par l'Etat. Toutefois, l'UCI peut demander ces documents pour le 1er mars au plus tôt, moyennant demande envoyée 2 mois à l'avance.

Ces documents doivent être fournis en français ou en anglais.

*(texte modifié au 1.06.06).*

- 2.15.088** L'UCI **WorldTeam** doit informer sans délai le commissaire aux comptes :
1. de toute modification significative du budget annuel, du plan de trésorerie ou de la planification financière, ainsi qu'en cas de rupture ou risque de rupture de la trésorerie ;

2. de tout risque, litige ou autre circonstance susceptible de mettre en péril l'équilibre financier ;
3. de l'inexécution, pour quelque motif que ce soit, d'une obligation envers un coureur ou un autre membre de l'équipe.

En cas d'infraction une amende de CHF 1'000 à 10'000 est imposée, sans préjudice de l'application de l'article 2.15.040 en cas de manquement grave.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.089** Le commissaire aux comptes informe le Conseil du Cyclisme Professionnel de toute anomalie ou irrégularité constatée dans le cadre de son contrôle.

**2.15.090** La stabilité financière de l'UCI **WorldTeam** doit être assurée en tout temps, en particulier par des fonds propres suffisants. Les revenus afférant aux activités de l'UCI **WorldTeam** doivent être affectés exclusivement à son fonctionnement ou au développement du cyclisme. Le résultat disponible au bilan doit être utilisé conformément aux dispositions légales en vigueur dans le pays de l'UCI **WorldTeam**. L'affectation du résultat doit être décidée après établissement et révision des comptes annuels.

Aucun acompte sur un droit au bénéfice ne peut être versé aux ayants droit en cours d'année.

*(texte modifié au 1.07.10 ; 1.01.15).*

**2.15.091** La situation de trésorerie de l'UCI **WorldTeam** doit être en tout temps équilibrée, en tenant compte des facilités de crédit obtenues.  
L'UCI **WorldTeam** doit toujours éviter tout arriéré de paiement.

*(texte modifié au 1.01.15)*

#### **Garantie bancaire**

**2.15.092** Chaque UCI **WorldTeam** est tenu de constituer en faveur de l'UCI une garantie bancaire à première demande (garantie abstraite) suivant le modèle de l'article 2.15.141.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.093** La garantie doit être établie en français, anglais, italien ou espagnol par un établissement bancaire figurant sur une liste établie par l'administration de l'UCI.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.07.10).*

**2.15.094** La garantie doit être établie et payable en francs suisses, en euros ou en dollars US. Le taux de change à appliquer lors de l'établissement de la garantie est celui au 1er septembre précédant l'année d'enregistrement.

**2.15.095** La garantie bancaire est destinée :

1. au règlement, suivant les modalités précisées ci-après, des dettes afférant à l'année d'enregistrement, contractées par le titulaire de la licence, le responsable financier et les sponsors vis-à-vis des autres membres de l'UCI **WorldTeam** ou de la formation candidate à ce statut porteurs d'une licence (coureurs, entraîneurs, mécaniciens, ...) en contrepartie de leurs prestations pour le fonctionnement de l'UCI **WorldTeam** ;

2. au règlement des droits, frais, indemnités, amendes et sanctions ou condamnations imposés par ou en vertu des règlements de l'UCI ou liés à leur application.

*(texte modifié au 1.07.10 ; 1.01.15).*

**2.15.096** Pour l'application des dispositions concernant la garantie bancaire :

1. sont considérées comme des dettes contractées en contrepartie des prestations du licencié pour le fonctionnement de l'équipe :
  - au moment de l'appel à la garantie bancaire : les sommes contractuelles non encore payées ;
  - en cas de rupture du contrat : les sommes contractuelles correspondant aux prestations prévues pour au maximum la durée restante du contrat. Ces dernières sommes constituent une dette contractée au moment de la rupture du contrat ;
  - les intérêts de retard sur les sommes visées ci-dessus avec un maximum de 5%.

Ne sont pas considérées comme dettes contractées en contrepartie des prestations du coureur pour le fonctionnement de l'équipe, notamment :

- d'autres avantages en cas de rupture de contrat, prix de courses, frais et dépens de procédure.
2. sont considérées comme des dettes contractées par le titulaire de la licence, le responsable financier et les sponsors et sont couvertes par la garantie bancaire, les dettes contractées par toute autre partie en contrepartie des prestations du coureur ou d'un autre membre contracté au profit de l'UCI **WorldTeam**, notamment dans le cadre des contrats visés aux articles 2.15.116 et 2.15.117 ;
  3. sont considérées comme membres de l'UCI **WorldTeam** les sociétés par lesquelles des licenciés concernés, autres que les coureurs, exercent leur activité pour le fonctionnement de l'UCI **WorldTeam** ;
  4. les définitions ci-dessus ne préjugent pas de la question de savoir si, dans un cas déterminé, une demande est fondée ou pas.

*(texte modifié au 1.07.10 ; 1.01.15).*

**2.15.097** Le créancier ne peut bénéficier de la garantie pour le contrat dont il n'a pas remis une copie de son exemplaire au commissaire aux comptes agréé par l'UCI au plus tard le 1er janvier de l'année de l'enregistrement ou dans le mois de la signature pour les contrats signés après le 1er décembre avant l'année d'enregistrement.

Toutefois la garantie s'appliquera :

1. à tout contrat remis au commissaire aux comptes par autrui ;
2. ensuite, dans la mesure où la garantie n'est pas épuisée à son expiration.

**2.15.098** Le montant de la garantie représentera un quart de tous les montants bruts à payer par l'UCI **WorldTeam** aux coureurs et aux personnes contractées pour le fonctionnement de l'équipe pendant l'année d'enregistrement plus le montant de CHF 15'000.

En aucun cas le montant de la garantie bancaire ne peut être inférieur à CHF 975'000.

Si le montant des avantages contractuels augmente après la constitution de la garantie, le montant de la garantie bancaire doit être augmenté proportionnellement. Les UCI **WorldTeams** doivent informer immédiatement le Conseil du Cyclisme Professionnel de cette augmentation et en préciser le montant et le motif. Elles doivent

également transmettre sans délai au commissaire aux comptes agréé par l'UCI les pièces relatives à l'augmentation dont, notamment, la garantie bancaire complémentaire. Le commissaire aux comptes émettra un rapport complémentaire au Conseil du Cyclisme Professionnel.

Si le montant des avantages contractuels diminue après la constitution de la garantie, une adaptation de la garantie, à partir du 1er avril de l'année d'enregistrement pour laquelle la diminution est intervenue, est possible uniquement dans le cas d'une garantie bancaire pluriannuelle, pour autant que les conditions stipulées ci-dessous soient réunies :

- Le montant des avantages contractuels diminue d'une année d'enregistrement à l'autre ;
- La diminution portera sur l'année d'enregistrement entière ;
- La diminution est reconnue par le commissaire aux comptes agréé par l'UCI lors de la procédure d'enregistrement.

Dans ce cas, l'UCI **WorldTeam** peut constituer une nouvelle garantie bancaire correspondant aux exigences du présent article. Elle doit être exigible à partir du 1er avril de l'année d'enregistrement y compris pour les dettes échues pendant les mois de janvier, février et mars. L'ancienne garantie bancaire doit être exigible jusqu'au 31 mars de l'année d'enregistrement.

Dès réception de cette nouvelle garantie, l'UCI rendra l'ancienne à l'UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié aux 20.10.05; 18.06.07; 1.07.09 ; 1.01.15).*

- 2.15.099** Si la garantie bancaire s'avère insuffisante l'UCI **WorldTeam** est redevable d'une amende de CHF 5'000 à 50'000. En plus l'UCI **WorldTeam** sera suspendu de plein droit s'il ne constitue pas la garantie supplémentaire dans le mois de la date de la décision imposant l'amende et si longtemps qu'il reste en défaut de le faire. En cas de défaut persistant, **l'UCI peut saisir la commission des licences** conformément à l'article 2.15.040.

*(texte modifié au 1.01.15 ; 1.11.15)*

- 2.15.100** L'UCI ne peut être tenue responsable de l'insuffisance de la garantie.

- 2.15.101** La durée de la garantie peut varier d'un à quatre ans selon la durée de la licence UCI WorldTour de l'équipe. Dans tous les cas, elle doit être valable jusqu'au 31 mars après la dernière année d'enregistrement couverte par la garantie.

Pour la première année d'enregistrement de la durée de la licence, la garantie doit être exigible à partir du 1er janvier de l'année d'enregistrement.

Dans le cas où la garantie bancaire pour la 1ère année d'enregistrement de la durée de la licence ne couvre pas toute la durée de cette dernière, la garantie bancaire dès la deuxième année d'enregistrement peut stipuler qu'elle ne sera exigible qu'à partir du 1er avril de l'année d'enregistrement au plus tard, y compris pour les dettes échues pendant les mois de janvier, février et mars.

*(texte modifié aux 20.10.05; 18.06.07).*

#### **Appel à la garantie**

- 2.15.102** Le créancier doit introduire sa demande d'appel à la garantie auprès de l'UCI au plus tard le 1er mars de l'année suivant l'échéance de sa créance. Il doit joindre à sa demande les pièces justificatives.

A défaut, l'UCI n'est pas obligée de faire appel à la garantie.



*(texte modifié au 18.06.07).*

- 2.15.103** L'UCI fera appel à la garantie bancaire en faveur du créancier visé au 2e alinéa de l'article 2.15.095 sauf dans la mesure où la créance est manifestement non fondée. L'UCI **WorldTeam** est informé de la demande du créancier et de l'appel à la garantie.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.104** Pour tout appel à la garantie bancaire, l'UCI saisira, en sus du montant réclamé par le créancier, une somme de CHF 500 à titre de frais. Cette somme est prélevée pour chaque créancier faisant appel à la garantie bancaire, ceci jusqu'à un maximum de CHF 15'000 par garantie bancaire. En cas de paiement par l'UCI d'une somme saisie d'une garantie bancaire, tous les frais bancaires sont exclusivement à la charge du bénéficiaire.

*(texte modifié au 1.07.09).*

- 2.15.105** Le paiement effectif au créancier n'aura pas lieu avant qu'un mois ne soit écoulé à partir de la mise en œuvre de la garantie. Si entre-temps l'UCI **WorldTeam** se serait opposé par écrit au versement des fonds dans les mains du créancier, l'UCI versera le montant en question sur un compte spécial et en disposera suivant l'accord entre parties ou suivant une décision judiciaire ou arbitrale exécutoire.

*(texte modifié au 1.07.10 ; 1.01.15).*

- 2.15.106** Si le créancier n'a pas introduit sa demande contre le responsable financier devant l'instance désignée par son contrat ou l'instance qu'il estime être compétente sur une autre base, dans les trois mois de la date de son appel à la garantie, le responsable financier peut demander à l'UCI que les fonds bloqués soient libérés en sa faveur. Les fonds seront libérés si le créancier n'introduit pas sa demande dans le mois après l'envoi, par l'UCI, d'une mise en demeure. Le créancier a ensuite quinze jours pour faire parvenir à l'UCI la preuve de l'introduction de sa demande. Si l'instance devant laquelle la créance a été introduite se déclare incompétente, le créancier doit réintroduire sa demande dans le délai d'un mois après avoir pris connaissance de la décision d'incompétence. A défaut le responsable financier peut demander à l'UCI que les fonds bloqués soient libérés en sa faveur. Les fonds seront libérés si le créancier ne réintroduit pas sa demande dans le mois après l'envoi, par l'UCI, d'une mise en demeure. Le créancier a quinze jours pour faire parvenir à l'UCI la preuve de la réintroduction de sa demande.

Toutefois les fonds seront libérés en faveur du responsable financier uniquement contre reconstitution de la garantie bancaire.

*(texte modifié au 1.10.09).*

- 2.15.107** Si la créance introduite dépasse le montant correspondant à trois mois d'avantages contractuels, seule une provision équivalente à trois mois d'avantages contractuels pourra être payée dans un premier temps, pour autant que les conditions de paiement soient remplies. Le solde reconnu de la créance pourra être payé de la garantie globale dans la mesure où celle-ci ne serait pas épuisée à la fin de sa durée de validité. En cas de pluralité de créanciers, le solde disponible de la garantie sera réparti proportionnellement entre eux.

**2.15.108** L'UCI pourra faire appel à la garantie bancaire en cas de non-paiement des droits, frais, indemnités, amendes et sanctions ou condamnations imposés par ou en vertu des règlements de l'UCI ou liés à leur application pour autant que la garantie ne soit pas épuisée à la fin de sa durée de validité, le cas échéant après application de l'article 2.15.107.

**2.15.109** En cas de paiement à un créancier ou à l'UCI à partir des fonds provenant de la garantie bancaire, l'UCI **WorldTeam** est automatiquement suspendu si la garantie n'est pas entièrement reconstituée dans le mois de la demande de l'UCI à cet effet.

En cas de défaut persistant **l'UCI peut saisir la commission des licences** conformément à l'article 2.15.040.

La partie des fonds bloqués qui suivant l'accord entre parties ou suivant la décision judiciaire ou arbitrale définitive ne revient pas au créancier sera libérée en faveur du responsable financier sous déduction des montants revenant à l'UCI suivant l'article 2.15.104 et, le cas échéant, l'article 2.15.108 et uniquement après reconstitution complète de la garantie bancaire.

*(texte modifié aux 1.10.09 ; 1.01.15 ; 1.11.15)*

**Coueurs**

**2.15.110** Le nombre des coueurs de chaque UCI **WorldTeam** ne peut être inférieur à vingt-trois (23).

Le nombre maximum de coueurs par UCI **WorldTeam** pouvant être enregistré à l'UCI est limité suivant le nombre de néo-professionnels engagés (au sens de l'article 7 de l'accord paritaire conclu entre le CPA (Cyclistes Professionnels Associés) et l'AIGCP (Association Internationale des Groupes Cyclistes Professionnels), de la manière suivante :

Nombre minimum de néo-professionnels engagés par l'UCI <b>WorldTeam</b>	Nombre maximum de coueurs enregistrés à l'UCI
0	28
1	29
2	30

Si le nombre de coueurs s'avère être inférieur au minimum prévu, l'UCI mettra l'UCI **WorldTeam** en demeure et lui fixera un délai de 30 jours afin de régulariser la situation. A défaut, l'UCI **WorldTeam** est redevable d'une amende de CHF 10'000 à 100'000. Pour déterminer l'amende, l'UCI tiendra notamment compte de la réduction de la charge salariale dont l'équipe bénéficie pendant la période où elle est en sous-effectif.

Le paiement de l'amende ne libère pas l'UCI **WorldTeam** de l'obligation d'engager à nouveau le nombre minimum de coueurs.

En cas de défaut persistant, l'UCI **WorldTeam** sera suspendu.

L'UCI **WorldTeam** n'est pas obligé de remplacer un coueur qu'il a licencié pour une violation du règlement antidopage avérée. A cet égard, un résultat positif d'un échantillon A et B est considéré comme une violation du règlement antidopage avérée.

*(texte modifié aux 20.10.05; 15.11.08; 1.01.10; 1.10.12; 1.07.13 ; 1.01.15).*

**2.15.110 bis** De plus, pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 31 décembre, chaque UCI **WorldTeam** peut accueillir dans son équipe trois coureurs élite ou moins de 23 ans aux conditions suivantes :

1. s'il s'agit d'un coureur élite, celui-ci ne peut pas avoir déjà appartenu à un UCI **WorldTeam** ou une équipe continentale professionnelle ;
2. l'UCI **WorldTeam** doit communiquer l'identité des coureurs à l'UCI avant le 1<sup>er</sup> août ;
3. l'UCI **WorldTeam** doit obtenir l'autorisation de la fédération nationale du coureur et, le cas échéant, de la fédération nationale de l'équipe continentale dans laquelle il est enregistré ;
4. ces coureurs ne peuvent s'engager qu'avec une seule équipe UCI **WorldTeam** durant cette période ;
5. ces coureurs ne peuvent participer qu'à des épreuves des circuits continentaux UCI ;
6. les coureurs en question peuvent continuer à participer à des épreuves dans leur équipe de club ou, le cas échéant, dans leur équipe continentale UCI.

Pour le reste, la relation entre ces coureurs et l'UCI **WorldTeam** est réglée de gré à gré entre les parties.

*(texte modifié aux 6.07.05; 20.10.05; 1.01.09; 1.02.12 ; 1.01.15).*

#### **Contrat**

**2.15.111** L'appartenance d'un coureur à un UCI **WorldTeam** relève obligatoirement de l'établissement d'un contrat de travail écrit qui doit contenir au minimum les stipulations du contrat-type à l'article 2.15.139.

Les droits et obligations des parties sont également régis par l'accord paritaire conclu entre le CPA (Cyclistes Professionnels Associés) et l'AIGCP (Association Internationale des Groupes Cyclistes Professionnels) et approuvé par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.112** Les stipulations du contrat-type et de l'accord paritaire sont appliquées de plein droit. Toute clause convenue entre le coureur et le responsable financier qui nuit aux droits du coureur prévus dans le contrat-type ou dans l'accord paritaire est nulle.

**2.15.113** Tout contrat entre un UCI **WorldTeam** et un coureur ou une autre personne contractée pour le fonctionnement de l'équipe doit être dactylographié et établi en trois originaux au minimum dont un doit être remis au coureur ou à l'autre personne concernée. Un original sera remis au commissaire aux comptes agréé par l'UCI.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.114** Les parties doivent signer chaque page du contrat. Les clauses du contrat figurant sur une page qui n'est pas signée par le coureur ou l'autre personne contractée, ne peuvent être invoquées contre lui; le coureur ou l'autre personne contractée peuvent s'en prévaloir.

Le nom de la personne qui signe le contrat pour l'UCI **WorldTeam** doit figurer sur la dernière page du contrat à côté de la signature.

*(texte modifié au 1.06.06 ; 1.01.15).*

- 2.15.115** Sans préjudice de l'article 2.15.116, le contrat de travail entre le coureur et l'UCI **WorldTeam** doit régir l'ensemble des prestations du coureur au profit du titulaire de la licence, du responsable financier et des sponsors, ainsi que la totalité des compensations y afférentes. Toute compensation et ses modalités de paiement doivent être stipulées par écrit.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**Contrat-Type entre un coureur indépendant et un UCI WorldTeam**

- 2.15.115 bis** Le coureur peut contracter avec l'UCI **WorldTeam** comme travailleur indépendant et être enregistré comme membre de cet UCI **WorldTeam**, aux conditions suivantes :
1. le statut d'indépendant est conforme à la législation applicable. Le responsable financier de l'UCI **WorldTeam** est, à l'exclusion de l'UCI et du commissaire aux comptes, responsable de la vérification de cette conformité et des conséquences de toute non-conformité, sous préjudice de la responsabilité des sponsors.
  2. la rémunération du coureur doit être de 164% au moins du montant prévu à l'article 10 de l'accord paritaire ;
  3. pour le reste, le contrat doit être conforme aux articles 5 à 20 de l'accord paritaire, sauf les dispositions suivantes :
    - Art. 5 : la conformité au contrat-type est jugée en tenant compte du présent article ;
    - Art. 11, al. 2 : la fréquence des paiements est convenue entre parties ;
    - Art. 15 : ce point est convenue entre parties ;
    - Art. 16, al. 1 : ce point est convenue entre parties ;
    - Art. 17, al. 1 : ce point est convenue entre parties.
  4. si le régime de sécurité sociale légal applicable ne prévoit pas obligatoirement les assurances visées à l'article 22.3 de l'accord paritaire, le coureur doit contracter de telles assurances ;
  5. le coureur doit avoir contracté les assurances visées à l'article 23 de l'accord paritaire ;
  6. le contrat avec le coureur doit prévoir qu'il doit apporter la preuve des couvertures sociales ou d'assurance ci-dessus, à défaut de quoi il ne pourra être enregistré comme membre de l'UCI **WorldTeam**. Ces preuves doivent être remises à l'UCI **WorldTeam** qui les fera suivre au commissaire aux comptes avec le dossier d'audit ;
  7. la première page du contrat doit être intitulée, de manière frappante, «contrat de coureur au STATUT INDEPENDANT» et résumer les obligations principales des parties en matière de rémunération, fiscalité et sécurité sociale, suivant le modèle en article 2.15.140bis. Le responsable financier est responsable de l'exactitude de ces données.

*(article introduit au 1.06.06; modifié au 1.07.12 ; 1.01.15).*

- 2.15.116** En plus du contrat de travail, seul un contrat d'image peut être conclu aux conditions suivantes :
- la personne du coureur doit représenter une valeur commerciale nettement distincte de sa valeur sportive comme membre de l'équipe ;
  - la compensation accordée pour les droits d'image doit constituer la contrepartie de droits ou prestations distinctes de l'activité de coureur professionnel; ces droits et prestations seront stipulés de manière précise ;
  - la rémunération de l'activité de coureur professionnel doit correspondre à la valeur sportive du coureur et doit dépasser en tout cas le double du salaire minimum ;

- la compensation stipulée au contrat d'image ne peut dépasser 30% de la totalité des compensations accordées au coureur.

*(texte modifié au 20.10.05).*

**2.15.117** Sans préjudice des articles 2.15.115 et 2.15.116 les parties doivent déclarer en tout état de cause, sur tout contrat remis au commissaire aux comptes, tout autre contrat conclu au sujet des prestations du coureur ou de toute autre personne contractée, au profit de l'UCI **WorldTeam**, quelle que soit la nature des prestations et quelles que soient les parties à ces autres contrats.

Sont visés, par exemple :

1. les contrats d'image, de publicité ou de sponsoring ;
2. les contrats signés, directement ou indirectement, avec un partenaire principal de l'UCI **WorldTeam** ou avec une personne, société ou autre entité liée avec le responsable financier ou un partenaire principal ;
3. les contrats signés avec le conjoint, un proche, un agent, un mandataire ou autre intermédiaire du coureur ou autre personne visée ci-dessus, avec une société dans laquelle il participe, occupe une fonction ou a un intérêt quelconque.

La déclaration doit être faite suivant le modèle et contenir les éléments fixés au bas du contrat-type à l'article 2.15.139 pour les coureurs et à l'article 2.15.140 pour les autres personnes en question.

Tous les contrats doivent être incorporés dans le budget et dans la base de calcul de la garantie bancaire.

En cas d'infraction à cet article, les parties concernées seront sanctionnées d'une suspension de 1 à 6 mois et/ou d'une amende de CHF 5'000 à 100'000.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.118** L'UCI **WorldTeam** doit annexer à chaque contrat sur le formulaire établi par l'administration de l'UCI une liste des prestations d'assurance, légales ou contractuelles, dont le coureur bénéficie et celles dont il ne bénéficie pas.

*(texte modifié au 1.01.07 ; 1.01.15).*

**2.15.119** Le contrat doit être conclu pour une durée déterminée se terminant le 31 décembre, suivant les modalités fixées par l'accord paritaire conclu entre le CPA et l'AIGCP.

**2.15.120** A l'expiration de la durée prévue au contrat, le coureur est libre de quitter l'UCI **WorldTeam** et rejoindre une autre équipe.

Tout système d'indemnité de transfert est défendu.

*(texte modifié au 1.01.15)*

#### **Transfert**

**2.15.120**  
**a** Il existe une période de transfert qui s'applique à tout changement d'équipe, soit entre deux UCI **WorldTeams**, soit entre un UCI **WorldTeam** et une équipe continentale professionnelle.

Pour tout changement d'équipe pendant la saison, la période de transfert s'étend du 1er au 15 août.

Pour tout changement d'équipe entre deux saisons, la période de transfert s'étend du 1er août au 31 décembre.

*(article introduit au 1.07.10; texte modifié au 1.07.11 ; 1.01.15).*

- 2.15.120** Un UCI **WorldTeam** ou un demandeur de licence peut engager des coureurs  
**b** uniquement pendant la période de transfert. Aux termes du présent article, «engager» signifie la conclusion d'un contrat pour engager le coureur dans l'UCI **WorldTeam** ou l'équipe du demandeur de licence.

*(article introduit au 1.07.10; texte modifié au 1.04.11 ; 1.01.15).*

- 2.15.121** Si un UCI **WorldTeam** ou son responsable financier désire engager un coureur se trouvant lié avec un autre UCI **WorldTeam** ou une équipe continentale professionnelle de telle sorte que le coureur commencerait à courir pour l'UCI **WorldTeam** avant l'expiration de la durée prévue du contrat avec son équipe actuelle, il doit préalablement informer le Conseil du Cyclisme Professionnel de cette intention. Avant d'entreprendre toute autre démarche et notamment avant de contacter le coureur, l'UCI **WorldTeam** ou le responsable financier doit faire connaître son intention au responsable financier actuel du coureur.

Le transfert du coureur nécessite qu'un accord écrit et global se forme entre les trois parties concernées, à savoir le coureur, son responsable financier actuel et le nouveau responsable financier et moyennant l'autorisation préalable du Conseil du Cyclisme Professionnel.

En tout état de cause, un tel transfert ne peut avoir lieu que pendant les périodes de transfert.

En cas d'indication qu'une ou plusieurs des conditions stipulées dans ce paragraphe n'ont pas été respectées, l'administration de l'UCI procédera à un enregistrement provisoire du coureur auprès de la nouvelle équipe. Parallèlement, l'affaire sera portée devant la Commission Disciplinaire.

En aucun cas l'enregistrement provisoire ne pourra avoir lieu si le coureur est encore enregistré auprès d'un autre UCI **WorldTeam** ou d'une autre équipe continentale professionnelle et que son contrat n'a pas été rompu.

*(texte modifié aux 1.07.10; 1.07.11 ; 1.01.15).*

- 2.15.121** Au cours de la saison, aucun coureur déjà enregistré dans un UCI **WorldTeam** pour  
**a** cette saison ne peut rejoindre un autre UCI **WorldTeam** ou une équipe continentale professionnelle UCI en dehors des périodes de transferts.

*(article introduit au 1.07.10; texte modifié aux 1.07.11; 1.10.13 ; 1.01.15).*

- 2.15.122** L'UCI **WorldTeam** ou son responsable financier qui approche ou engage, même conditionnellement, un coureur d'un UCI **WorldTeam** ou d'une autre équipe continentale professionnelle sans l'accord préalable du responsable financier actuel, est redevable d'une amende de CHF 30'000 à 500'000. Les licenciés individuels impliqués dans ces démarches seront redevables d'une amende de CHF 3'000 à 50'000.

Si ces démarches interviennent en dehors de la période de transfert, les amendes seront triplées.

De surcroît, l'UCI **WorldTeam** en question devra payer au responsable financier actuel du coureur une indemnité correspondant au montant de la rémunération pour la durée non respectée du contrat avec ce responsable financier, avec un minimum de six mois.

*(texte modifié au 1.07.11 ; 1.01.15).*

- 2.15.123** En aucun cas un coureur ne peut avant l'expiration de la durée prévue au contrat avec son responsable financier actuel - même si ce contrat prend fin avant terme -, passer à une autre équipe sans l'autorisation préalable du président du Conseil du Cyclisme Professionnel.

Dans le cas de fusion d'UCI **WorldTeams** ou d'un UCI **WorldTeam** avec une équipe continentale professionnelle, cette disposition s'appliquera aux coureurs de l'entité fusionnée qui auront changé de responsable financier.

En cas d'infraction le coureur est sanctionné d'une amende de CHF 300 à 100'000.

Si cette infraction intervient en dehors de la période de transfert, le coureur sera de surcroît suspendu d'un mois minimum à quatre mois maximum.

*(texte modifié au 1.07.11 ; 1.01.15).*

- 2.15.124** Pour l'application des règlements de l'UCI, tout passage à un autre UCI **WorldTeam** sera réputé constituer une nouvelle relation contractuelle, pour laquelle un nouveau contrat devra être conclu conformément aux articles 2.15.111 à 2.15.119, même si, suivant la législation applicable, le transfert se réalise par une cession de contrat, la continuation de contrat par d'autres parties, la mise à disposition du coureur ou une autre technique similaire.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.125** Il est interdit aux coureurs et UCI **WorldTeams** de rendre public leurs pourparlers au sujet d'un transfert en dehors de la période de transfert.

Sur plainte d'une équipe lésée ou d'un tiers au bénéfice d'un intérêt légitime, le coureur est sanctionné d'une amende de CHF 2'000 et l'UCI **WorldTeam** d'une amende de CHF 5'000.

*(texte modifié aux 01.01.09; 1.07.10; 24.09.14 ; 1.01.15).*

#### **Assurance**

- 2.15.126** L'UCI **WorldTeam** doit contracter une assurance en responsabilité civile pour tout dommage que les coureurs ou autres membres de l'équipe pourront causer dans le cadre de leur activité professionnelle, en tenant compte des assurances précédemment conclues par la personne en question et/ou par sa fédération nationale.

*(texte modifié au 1.01.15)*

#### **Participation aux épreuves**

- 2.15.127** L'UCI **WorldTeam** doit participer avec une équipe de coureurs compétitifs à chacune des épreuves de l'UCI WorldTour.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.128** En cas d'absence, de retrait ou d'abandon injustifiés, l'UCI **WorldTeam** est sanctionné d'une amende de CHF 10'000 à 20'000 au profit du fonds de réserve et de solidarité de l'UCI WorldTour. Pour les courses par étapes, cette amende est multipliée par le nombre de jours de course à partir du jour de l'absence, du retrait ou de l'abandon.

A la troisième infraction commise pendant la période de validité de la licence, l'UCI **WorldTeam** sera, de surcroît, suspendu pendant un mois; à la quatrième infraction, la suspension sera de trois mois.

A la cinquième infraction commise pendant la période de validité de la licence, la licence sera annulée de plein droit.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.129** Les droits des organisateurs résultant de la défaillance de l'UCI **WorldTeam** sont réservés.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**Programme de formation et de développement**

- 2.15.130** L'UCI **WorldTeam** doit réaliser un programme de formation de jeunes coureurs et/ou un programme de soutien au cyclisme de base. Les modalités de ces programmes seront convenues par contrat entre l'UCI **WorldTeam** et l'UCI.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**Promotion de l'UCI WorldTour**

- 2.15.131** L'UCI **WorldTeam** participera à la promotion du label UCI WorldTour conformément à la politique de promotion et de merchandising qui sera conjointement établie par l'UCI et l'UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.132** L'UCI **WorldTeam** collaborera avec l'UCI à la mise en place d'une politique de marketing notamment eu égard aux éventuels sponsors UCI WorldTour de façon à sauvegarder les intérêts de chacune des parties.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.133** L'UCI **WorldTeam** utilisera le logo UCI WorldTour conformément à la charte graphique qui sera fournie par l'UCI et respectera les conditions et restrictions d'utilisation du logo et de la marque qui seront définies dans le contrat conclu avec l'UCI.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.134** L'ensemble des droits et obligations de chaque partie en matière de promotion de l'UCI WorldTour seront précisés dans le contrat conclu entre l'UCI **WorldTeam** et l'UCI.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**Dissolution de l'UCI WorldTeam**

- 2.15.135** Un UCI **WorldTeam** doit annoncer sa dissolution ou la fin de son activité ou encore son incapacité de respecter ses obligations aussitôt que possible aux coureurs, à ses autres membres et au Conseil du Cyclisme Professionnel.



Dès cette annonce les coureurs sont, de plein droit, libres de contracter avec un tiers pour la saison suivante ou pour la période à partir du moment annoncé pour la dissolution, la fin des activités ou l'incapacité.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.136** Un coureur qui est lié à un UCI **WorldTeam** peut, aux conditions fixées ci-après, conclure un contrat avec une autre équipe (UCI **WorldTeam**, équipe continentale professionnelle ou équipe continentale) pour entrer au service de cette autre équipe dans le cas où son contrat avec son UCI **WorldTeam** prend fin avant son terme pour des motifs reconnus qui tiennent à la situation financière de cet UCI **WorldTeam** :

1. le coureur doit informer le Conseil du Cyclisme Professionnel de la situation de son UCI **WorldTeam**, de sa situation particulière et de son intention de chercher une autre équipe, avant de signer un contrat avec cette équipe. Le Conseil du Cyclisme Professionnel peut demander des renseignements à toute partie concernée ;
2. le contrat entre le coureur et l'autre équipe doit contenir la clause suivante : «Les parties confirment que le contrat qui lie le coureur à son UCI **WorldTeam** actuel expire le... seulement. Le responsable financier reconnaît et accepte que ce contrat sera respecté. Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive que le contrat entre le coureur et son UCI **WorldTeam** actuel prend fin avant son terme pour un motif reconnu préalablement par le Conseil du Cyclisme Professionnel» ;
3. le contrat avec la nouvelle équipe est déposé auprès du Conseil du Cyclisme Professionnel. Si plusieurs contrats sont déposés par le même coureur, seul le premier contrat déposé sera reconnu, sauf accord contraire des parties à ce contrat ;
4. avant de mettre fin à son contrat avec son UCI **WorldTeam** actuel, le coureur doit faire reconnaître le motif de la rupture par le Conseil du Cyclisme Professionnel. La reconnaissance du motif vaut autorisation au coureur pour passer à l'autre équipe dès la résiliation du contrat avec l'UCI **WorldTeam** ;
5. le passage à l'autre équipe se fait au risque du coureur et de l'autre équipe. La reconnaissance du motif par le Conseil du Cyclisme Professionnel ainsi que le refus d'accorder la reconnaissance ne peuvent donner lieu à aucune réclamation contre l'UCI ;
6. si le coureur passe à l'autre équipe en méconnaissance d'une des conditions ci-dessus, les sanctions prévues aux articles 2.15.123 et 2.15.138 trouvent application.

*(texte modifié au 1.01.15)*

#### **Contrôle et sanctions**

**2.15.137** Chaque licencié et chaque UCI **WorldTeam** doivent remettre à l'UCI, à sa première demande, tout document ou renseignement qui lui semble utile pour vérifier le respect des règlements et des droits et intérêts des membres de l'UCI **WorldTeam**. En cas de refus, sans préjudice d'autres conséquences, le licencié est sanctionné d'une amende de CHF 1'000 à 5'000 et l'UCI **WorldTeam** d'une amende de CHF 10'000. De surcroît le contrevenant peut être suspendu suivant l'article 12.1.005.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.138** Chaque fois qu'un UCI **WorldTeam** engage dans une course ou aligne un coureur alors qu'il n'est pas satisfait à toutes les conditions prévues par le présent chapitre, soit du chef de l'UCI **WorldTeam**, soit du chef du coureur, l'UCI **WorldTeam** est redevable

d'une amende de CHF 5'000 par coureur. Le départ sera refusé au coureur. En cas de participation, le coureur est disqualifié.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.139 Contrat-type entre un coureur et un UCI WorldTeam**

Entre les soussignés,

(nom et adresse de l'employeur)

responsable financier de l'UCI **WorldTeam** (nom) et dont les partenaires principaux sont :

1. (nom et adresse) (le cas échéant, l'employeur même)
2. (nom et adresse)

dénommé ci-après «l'Employeur»

D'UNE PART

Et : (nom et adresse du coureur)

né à                    le

de nationalité

porteur d'une licence délivrée par

dénommé ci-après «le Coureur»

D'AUTRE PART

Il est rappelé que :

- l'Employeur s'occupe à former une équipe de cyclistes qui, au sein de l'UCI **WorldTeam**... et sous la direction de M. (nom du manager ou du directeur sportif), compte participer, pendant la durée du présent contrat, aux épreuves cyclistes sur route régies par les règlements de l'Union Cycliste Internationale ;
- le Coureur souhaite rejoindre l'équipe (nom de l'UCI **WorldTeam**) ;
- les deux parties ont connaissance et se soumettent entièrement aux statuts et aux règlements de l'UCI, et de ses fédérations nationales affiliées ainsi qu'aux accords paritaires conclus entre le CPA et l'AIGCP et approuvés par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

Ceci étant rappelé, il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 - Engagement**

L'Employeur engage le Coureur, qui accepte, en qualité de coureur de route.

La participation du Coureur aux épreuves relevant d'autres spécialités, sera convenue entre parties cas par cas.

L'engagement se fait sous la condition de l'enregistrement comme UCI **WorldTeam** auprès de l'UCI. Si cet enregistrement n'est pas obtenu, le Coureur peut renoncer au présent contrat sans préavis ni indemnité.

**ARTICLE 2 - Durée**

Le présent contrat est conclu pour une durée déterminée prenant cours le ..., et se terminant le 31 décembre....

Avant le 30 septembre précédant la fin du contrat et si celui-ci n'a pas encore été renouvelé, chaque partie informe, par écrit, l'autre partie de ses intentions quant au renouvellement éventuel du contrat. Une copie de cet écrit sera envoyée au CPA.

### ARTICLE 3 - Rémunérations

1. Le Coureur a droit à un salaire brut annuel de ....

Ce salaire ne peut être inférieur au montant le plus élevé des deux montants suivants :

- A. Le salaire minimum légal du pays de la nationalité de l'UCI **WorldTeam** suivant l'article 2.15.051 du règlement ;
- B. € 36 300 (€ 29 370 pour un néo-professionnel).

2. Si la durée du présent contrat est inférieure à un an, le Coureur doit gagner, pour cette période, au moins la totalité du salaire annuel prévu à l'article 3.1. Il pourra être déduit le salaire qui, le cas échéant, lui était dû par son UCI **WorldTeam** ou son équipe continentale professionnelle précédent pour la première période de la même année, sans que le salaire pour la durée du présent contrat puisse être inférieur au minimum prévu à l'article 3.1.

### ARTICLE 4 - Paiement de la rémunération

1. L'Employeur paiera le salaire visé à l'article 3 en mensualités égales, au plus tard le dernier jour ouvrable de chaque mois ;
2. En cas de suspension en application des règlements de l'UCI ou d'une de ses fédérations affiliées, le Coureur n'aura pas droit à la rémunération visée à l'article 3 pendant et pour la partie de la suspension dépassant un mois ;
3. A défaut de paiement à leur échéance des montants nets des rémunérations visées à l'article 3 ou de tout autre montant qui lui est dû, le Coureur a droit, sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire, aux intérêts et majorations stipulés à l'accord paritaire signé entre l'AIGCP et le CPA.
4. Le salaire, ainsi que tout autre montant dû au Coureur par l'Employeur, doit être payé par virement sur le compte bancaire n° ..... du coureur auprès de la (nom de la banque) à (siège où est tenu le compte). Seule la preuve de l'exécution du virement bancaire fait preuve du paiement.

### ARTICLE 5 - Primes et prix

Le Coureur a droit aux prix gagnés lors des compétitions cyclistes auxquelles il aura participé pour l'UCI **WorldTeam**, conformément aux règlements de l'UCI et de ses fédérations affiliées.

En plus, le Coureur aura droit aux primes suivantes :

néant

1...

2...

(cocher ce qui convient)

### ARTICLE 6 - Obligations diverses

1. Il est défendu au Coureur de travailler, pendant la durée du présent contrat, pour une autre équipe ou de faire de la publicité pour d'autres sponsors que ceux appartenant à l'UCI **WorldTeam**, sauf les cas prévus par les règlements de l'UCI ;
2. L'Employeur s'engage à permettre au Coureur d'exercer convenablement son métier en lui fournissant le matériel et l'équipement vestimentaire requis et en

- lui permettant de participer à un nombre suffisant d'événements cyclistes, soit en équipe, soit individuellement ;
3. Le Coureur ne peut prendre part à titre individuel à une épreuve sauf accord exprès de l'Employeur. L'Employeur est censé avoir donné son accord s'il ne répond pas dans un délai de dix jours à dater de la demande. En aucun cas, le Coureur ne peut prendre part au sein d'une équipe mixte à une épreuve sur route si (nom de l'UCI **WorldTeam**) est déjà engagé dans cette épreuve ;
  4. Les parties s'engagent à respecter le programme de protection de la santé des coureurs ;
  5. L'employeur s'engage à rembourser au coureur les frais de déplacement encourus raisonnablement dans le cadre de son travail.

En cas de sélection nationale, l'Employeur est tenu de laisser participer le Coureur aux épreuves et aux programmes de préparation décidés par la fédération nationale. L'Employeur autorise la fédération nationale à donner au Coureur, uniquement sur le plan sportif, en son nom et pour son compte, toute instruction qu'elle estime nécessaire dans le cadre et pour la durée de la sélection.

Dans aucun des cas visés ci-dessus, le présent contrat n'est suspendu.

#### **ARTICLE 7 - Transferts**

A l'expiration du présent contrat, le coureur est entièrement libre de quitter l'UCI **WorldTeam** et souscrire un contrat avec un tiers, sans préjudice des dispositions réglementaires de l'UCI.

#### **ARTICLE 8 - Fin du contrat**

Sans préjudice des dispositions légales régissant le présent contrat, celui-ci pourra prendre fin avant son terme, dans les cas et selon les modalités suivantes :

1. Le Coureur pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité :
  - A. si l'Employeur est déclaré en faillite, tombe en déconfiture ou est mis en liquidation ;
  - B. si la licence UCI WorldTour pour l'équipe expire, est retirée ou si l'UCI **WorldTeam** est suspendue pour une durée de trois mois ou plus ;
  - C. si le nom de l'UCI **WorldTeam** ou de ses partenaires principaux est modifié au cours de l'année civile sans l'approbation prévue par l'article 2.15.073 du Règlement du sport cycliste de l'UCI ;
  - D. si l'Employeur ou un partenaire principal se retire de l'UCI **WorldTeam** et la continuité de l'UCI **WorldTeam** n'est pas assurée ou encore si l'UCI **WorldTeam** annonce sa dissolution, la fin de ses activités ou son incapacité de respecter ses obligations; si l'annonce est faite pour une date déterminée, le Coureur doit exécuter son contrat jusqu'à cette date ;
  - E. en cas de faute grave de l'Employeur. Est notamment considéré comme faute grave le fait de ne pas autoriser le coureur, nonobstant sa demande réitérée, de participer aux compétitions pendant une période continue supérieure à 6 semaines ou pendant quatre périodes discontinues de 7 jours chacune, au cours desquelles s'est déroulée au moins 1 course d'une journée figurant au calendrier international.  
Le cas échéant, l'Employeur devra prouver que le Coureur n'était pas en état de participer à une course ;
  - F. si au 1er octobre de l'année précédant une année d'enregistrement couverte par le présent contrat, l'UCI **WorldTeam** n'a pas déposé de dossier d'enregistrement contenant les documents essentiels mentionnés à l'article 2.15.069bis, ce droit de résiliation s'éteint avec l'enregistrement de l'UCI **WorldTeam** en 1ère division.

2. L'Employeur pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité, en cas de faute grave du Coureur et de suspension en vertu des règlements UCI pour la durée restant à courir du présent contrat.

Est notamment considéré comme faute grave le refus de participer à des épreuves cyclistes, nonobstant la mise en demeure réitérée de l'Employeur.

Le cas échéant le Coureur devra prouver qu'il n'était pas en état de participer à une course.

Nonobstant l'article 6 alinéa 3 de l'Accord Paritaire, l'Employeur pourra mettre fin au contrat avec un Coureur de statut néo-professionnel au 31 décembre de la première année de ce contrat, si l'UCI **WorldTeam** ne peut pas poursuivre son activité pendant la saison suivante. Dans ce cas, l'Employeur doit respecter un préavis de trois mois au moins.

Dans le cas où l'Employeur pourra tout de même continuer son activité après avoir fait usage du droit de résiliation mentionné ci-dessus, il offrira un contrat d'une durée d'une année au Coureur, aux mêmes conditions que le contrat précédent qu'il a résilié avant son terme prévu.

3. Chacune des parties pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité, en cas d'incapacité permanente du Coureur d'exercer le cyclisme à titre professionnel.

#### **ARTICLE 9 - Contre-lettres**

Toute clause convenue entre parties qui serait contraire au contrat-type entre un coureur et un UCI **WorldTeam**, à un accord paritaire visé à l'article 2.15.111 et/ou aux statuts ou règlements de l'UCI et en vertu de laquelle les droits du Coureur seraient restreints, est nulle.

#### **ARTICLE 10 - Arbitrage**

Tout litige entre parties concernant le présent contrat, sera soumis à l'arbitrage, à l'exclusion des tribunaux, soit suivant un accord paritaire conclu entre le CPA et l'AIGCP pour les matières qui y sont réglées, soit suivant les règlements de la fédération nationale ayant délivré la licence au Coureur, ou, à défaut, la législation régissant le présent contrat.

#### **ARTICLE 11 – Contrats déposés**

Le Coureur a le droit de vérifier auprès du commissaire aux comptes agréé par l'UCI le (les) contrat(s) qui a (ont) été remis à ce dernier par le responsable financier. La couverture du (des) contrat(s) par la garantie bancaire est fixée dans les conditions et limites prévues aux articles 2.15.092 à 2.15.109 du règlement UCI du sport cycliste.

#### **Déclaration**

Les parties déclarent que, outre le présent contrat,

aucun autre contrat n'a été conclu au sujet des prestations du Coureur au profit de l'UCI **WorldTeam** au sens des articles 2.15.116 ou 2.15.117 du Règlement UCI du sport cycliste

Fait à ... le ...

En 3 originaux

Le Coureur	Pour l'UCI <b>WorldTeam</b> Le responsable financier [nom du signataire]	Agent de coureur
------------	--	------------------

seuls les contrats ci-après ont été conclus au sujet des prestations du Coureur au profit de l'UCI **WorldTeam** :

1. Titre du Contrat :

Parties :

- 1. ...
- 2. ...

Date de la signature :

Contrat en vigueur à partir du ... jusqu'au ...

Montant de la rémunération et autres avantages :

2. Titre du Contrat :

Parties :

- 1. ...
- 2. ...

Date de la signature:

Contrat en vigueur à partir du ... jusqu'au ...

Montant de la rémunération et autres avantages :

3. ...

Fait à ... le ...  
En 3 originaux

Le Coureur	Pour l'UCI <b>WorldTeam</b> Le responsable financier [nom du signataire]	Agent de coureur
------------	--	------------------

*(texte modifié aux 1.07.09; 1.07.10; 1.04.11; 1.07.12 ; 1.01.15).*

**Déclaration visée à l'article 2.15.117**

**2.15.140** Les parties déclarent que, outre le présent contrat,

aucun autre contrat n'a été conclu au sujet des prestations du Contractant au profit de l'UCI **WorldTeam** au sens de l'article 2.15.117 du règlement UCI du sport cycliste

Fait à ... le ...

En 3 originaux

Le Contractant	Pour l'UCI <b>WorldTeam</b> Le responsable financier [nom du signataire]	Agent de coureur
----------------	--	------------------

seuls les contrats ci-après ont été signés au sujet des prestations du Contractant au profit de l'UCI **WorldTeam** :

1. Titre du Contrat :

Parties :

1. ...
2. ...

Date de la signature :

Contrat en vigueur à partir du ... jusqu'au ...

Montant de la rémunération et autres avantages :

2. Titre du Contrat :

Parties :

3. ...
4. ...

Date de la signature :

Contrat en vigueur à partir du ... jusqu'au ...

Montant de la rémunération et autres avantages :

3. ...

Fait à ... le ...  
En 3 originaux

Le Contractant	Pour l'UCI <b>WorldTeam</b> Le responsable financier [nom du signataire]	Agent de coureur
----------------	--	------------------

*(texte modifié au 1.06.06; 1.04.11 ; 1.01.15).*

**2.15.140  
bis**

**Modèle de première page du «contrat de coureur au STATUT INDÉPENDANT»**

Contrat de coureur au STATUT INDÉPENDANT

Coureur :

Responsable financier :

Contrat en vigueur du... au...

Rémunération mensuelle contractuelle :

Déductions opérées par le responsable financier :

Impôts :

TVA :

Sécurité sociale :

Autre(s) :

Rémunération mensuelle payée effectivement :

Le coureur doit établir des factures:     OUI  
    NON

Si OUI : - montant de la facture mensuelle sans TVA ;  
          - montant de la TVA à facturer ;  
          - montant total de la facture.

Obligations légales du coureur dans le pays du responsable financier :

1. TVA : non/oui : montant :
2. Impôt(s) : non/oui
3. Sécurité sociale : non/oui

Coordonnées bancaires du compte sur lequel les montants dus par l'équipe doivent être versés :

*(article introduit au 1.06.06; texte modifié au 1.04.11).*

#### **Modèle de garantie bancaire**

**2.15.141** La présente garantie bancaire est délivrée en application de l'article 2.15.092 du règlement du sport cycliste de l'UNION CYCLISTE INTERNATIONALE et vise à garantir, dans les limites fixées par ledit règlement, le paiement des sommes dues par l'UCI **WorldTeam** [nom de l'UCI **WorldTeam**] (responsable financier : [nom du responsable financier]) aux coureurs et autres créanciers visés à l'article 2.15.095 du même règlement, ainsi que le paiement des droits, frais, indemnités, amendes et sanctions ou condamnations imposées par ou en vertu des règlements de l'UCI ou liées à leur application.

Le montant de la présente garantie est limité à CHF / EUR / USD X

La banque,

- Nom exact ;
- Adresse complète pour saisir la garantie ;
- Numéros de téléphone et de fax du service de la banque qui gère tout appel à la garantie ;
- Adresse électronique.

s'engage à payer, à sa première demande et dans les quinze jours après réception de cette demande, à l'UNION CYCLISTE INTERNATIONALE tout montant en CHF / EUR / USD jusqu'à concurrence de CHF / EUR / USD X et jusqu'à épuisement de la présente garantie.

Les paiements susdits seront effectués à la réception d'une simple demande sans tenir compte d'aucune objection ou exception de qui que ce soit. La demande ne devra pas être justifiée.

La présente garantie reste en vigueur jusqu'au 31 mars 20...

Tout appel à la présente garantie devra parvenir à la banque au plus tard le 31 mars 20...

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.06.06 ; 1.01.15).*

## **§ 5 Licence UCI WorldTour pour épreuve**

### **Demande de licence**

**2.15.142** Un maximum de 30 licences UCI WorldTour pour épreuve pourra être octroyé avec un maximum de 5 licences par pays.

**2.15.143** La nationalité de la licence est déterminée par le territoire sur lequel se déroule l'épreuve. Pour les courses dont l'essence même du parcours consiste à traverser



plusieurs pays, la nationalité de la licence est déterminée par le lieu du siège du titulaire de la licence.

**2.15.144** La commission des licences attribuera les licences aux épreuves répondant aux conditions et critères de sélection tels que définis dans le présent paragraphe. Jusqu'à 22 licences peuvent être attribuées sur demande directe du propriétaire de l'épreuve. Les autres licences peuvent être attribuées sur proposition du Conseil du Cyclisme Professionnel uniquement.

**2.15.145** La licence est accordée pour une épreuve déterminée. La licence confère le statut UCI WorldTour à l'épreuve. Elle laisse intacts les droits de propriété du titulaire de la licence sur son épreuve, sans préjudice des obligations découlant des règlements de l'UCI.

**Licences attribuées sur demande directe du propriétaire de l'épreuve**

**2.15.146** Seules les épreuves de l'UCI WorldTour, hors classe ou les épreuves des classes 1 et 2, de l'année précédant la première année pour laquelle la licence est sollicitée peuvent faire l'objet d'une demande de licence.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.08.06; 15.06.08; 1.07.09; 1.01.10).*

**2.15.147** Parmi les épreuves qui répondent aux conditions réglementaires et dont la candidature aura été retenue, la commission des licences attribuera les licences selon l'ordre de priorité suivant :

1. Epreuves de l'UCI WorldTour (autres que les épreuves stratégiques) et de la hors classe;
2. Epreuves de la classe 1;
3. Epreuves de la classe 2.

La candidature des épreuves figurant sous les chiffres 2, 3 et 4 ci-dessus, ne sera prise en considération que dans la mesure des licences encore disponibles selon l'ordre de priorité ci-dessus.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.08.06; 15.06.08; 1.07.09; 1.01.10).*

**2.15.148** En cas de licences disponibles à partir de janvier 2009, le Conseil du Cyclisme Professionnel fixera l'ordre de priorité ou augmentera le nombre d'épreuves qu'il proposera pour des motifs d'importance stratégique.

*(texte modifié au 15.06.08).*

**2.15.149** En sus du respect des conditions prévues par le règlement, les critères de sélection suivants seront pris en considération par la commission des licences pour refuser l'octroi d'une licence, **soumettre la licence au respect de conditions et/ou mesures jugées appropriées**, réduire sa durée ou pour départager les épreuves d'une même classe selon l'article 2.15.147 :

1. le niveau sportif selon les listes de départ des 4 éditions précédant l'année de la demande de licence ;
2. le format, la structure et la nature de l'épreuve contribuant à l'image d'épreuve d'élite de l'UCI WorldTour ;
3. la qualité d'organisation, spécialement dans le domaine de la sécurité ;
4. la couverture et le taux d'audience télévisuels sur les chaînes non payantes des 5 dernières éditions au minimum, précédant la première année de licence requise ;

5. le respect du règlement UCI du sport cycliste ainsi que de tout règlement applicable ;
6. le respect des obligations contractuelles et légales ;
7. l'absence de tentative d'infraction ou de contournement d'obligations ;
8. le respect de l'éthique sportive ;
9. l'absence de tout autre élément susceptible de nuire à l'image de l'UCI WorldTour et du sport cycliste en général.

Les critères ci-dessus concernent notamment tout élément ou fait survenu avant la demande ou l'attribution de la licence.

*(texte modifié au 1.11.15).*

**2.15.150** Le demandeur fera sa demande de licence en complétant et renvoyant le formulaire établi par le Conseil du Cyclisme Professionnel y compris tous les renseignements ou autres documents tels que requis par le conseil.

**2.15.151** Le délai d'envoi des demandes de licence est fixé par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.08.06; 15.06.08; 1.07.09; 1.01.10).*

**2.15.152** Les demandes envoyées à l'UCI après cette date ne seront examinées que dans la mesure où le nombre maximum de licences, ainsi que le nombre par pays, ne sont pas atteints après la décision sur l'attribution d'une licence aux candidats dont la demande a été envoyée dans le délai.

**2.15.153** Dès 2009, les demandes de licences pour 2010 et les années suivantes, seront prises en considération dans la mesure où le nombre maximum de licences, ainsi que le nombre par pays, ne sont pas atteints. Le Conseil du Cyclisme Professionnel identifiera les licences disponibles et fixera le délai d'introduction des demandes.

*(texte modifié au 15.06.08).*

**2.15.153 bis** Dès 2014, en prévision de la réforme du cyclisme professionnel qui sera mise en application à partir de 2015, aucune demande directe de licence ne sera admise de la part d'une épreuve qui ne figurerait pas déjà au calendrier UCI WorldTour en 2014.

*(texte introduit au 27.03.14).*

#### **Licences attribuées sur proposition du Conseil du Cyclisme Professionnel**

**2.15.154** Le Conseil du Cyclisme Professionnel peut proposer à la commission des licences d'attribuer une licence pour des épreuves jugées d'importance stratégique pour le développement du cyclisme.

**2.15.155** Le Conseil du Cyclisme Professionnel informe par écrit les propriétaires des épreuves sélectionnées et peut leur impartir un délai pour fournir tous documents ou pièces nécessaires.

**2.15.156** Le Conseil du Cyclisme Professionnel décide souverainement s'il propose une épreuve pour une licence UCI WorldTour. Sa décision est finale et sans appel.

**2.15.157** Le propriétaire d'une épreuve proposée par le Conseil du Cyclisme Professionnel doit introduire une demande de licence auprès de la commission des licences et y joindre une copie de la décision du Conseil du Cyclisme Professionnel.

**Attribution par la commission des licences**

**2.15.158** La commission des licences examinera la demande de licence sur la base d'un dossier composé des éléments suivants :

1. Le formulaire de demande de licence et ses annexes ;
2. L'avis de l'UCI ;
3. Tout autre document ou information produit par le demandeur ou requis par l'UCI ou par la commission des licences pour apprécier la demande.

La commission des licences peut tenir compte également de faits notoires.

*(texte modifié au 18.06.07).*

**2.15.159** Le dossier doit être établi en français ou en anglais. Les pièces émanant de tiers et rédigées dans une autre langue doivent être accompagnées d'une traduction dans la langue du dossier.

Le demandeur de licence est seul responsable de la qualité et du caractère complet de son dossier. Il ne pourrait invoquer, notamment, que des informations ou documents ne lui ont pas été demandés par l'UCI ou la commission des licences, ou que son attention n'a pas été tirée sur des lacunes ou autres éléments susceptibles d'être jugés négatifs lors de l'appréciation de sa demande par la commission des licences.

*(texte modifié au 18.06.07).*

**2.15.160** L'UCI doit faire parvenir son avis ou rapport à la commission des licences 15 jours avant la date de l'audience visée à l'article 2.15.019. En même temps une copie est adressée au demandeur. L'UCI peut déposer des avis complémentaires dans la mesure où le demandeur ajoute de nouveaux éléments à son dossier ou de nouveaux éléments viennent à sa connaissance d'une autre manière.

*(article introduit au 18.06.07).*

**2.15.161** Le demandeur de licence sera invité dans un délai de 15 jours à exposer et défendre sa demande de licence devant la commission des licences lors d'une audience fixée à cette fin.

*(article introduit au 18.06.07).*

**2.15.162** Le demandeur doit déposer tout mémoire à l'appui de sa demande auprès de la commission en quatre exemplaires, au plus tard 5 jours avant la date de l'audience, avec copie à l'UCI. Le mémoire déposé en dehors de ce délai sera écarté d'office.

*(texte modifié au 18.06.07).*

**2.15.163** Au plus tard 5 jours avant la date de l'audience, le demandeur fera connaître à la commission des licences et à l'UCI l'identité des personnes qui le représenteront ou assisteront à l'audience. La commission des licences peut refuser d'entendre les personnes non annoncées dans le délai.

**2.15.164** [article abrogé au 18.06.07].

**2.15.165** La date de l'audience ne peut être reportée, sauf décision contraire du président de la commission des licences.

Si le demandeur ou l'UCI ne se présente pas à l'audience, la commission des licences est habilitée à statuer en son absence.

*(texte modifié au 18.06.07).*

**2.15.166** L'UCI peut intervenir à l'audience.

**2.15.167** Lors de l'audience ou pendant le délibéré, la commission des licences peut fixer un dernier délai au demandeur pour produire toutes pièces ou informations que la commission précisera. Le demandeur en adresse en même temps une copie à l'UCI. Les pièces ou informations déposées en dehors du délai sont écartées d'office.

*(article introduit au 18.06.07).*

**2.15.167 bis** Toute licence est attribuée sous la condition d'une éventuelle redistribution des licences suite à une décision du TAS annulant un refus de licence suivant l'article 2.15.241.

*(article introduit au 18.06.07).*

**2.15.168** La commission statue dans les plus brefs délais.

#### **Taxe de calendrier**

**2.15.169** Une taxe de calendrier annuelle doit être acquittée par le titulaire de la licence au plus tard au 15 décembre de chaque année sur le compte bancaire de l'UCI.

**2.15.170** Le montant de la taxe est fixé par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

**2.15.171** Si le compte de l'UCI n'est pas crédité le 15 décembre, la licence est annulée de plein droit. De surcroît, une amende de CHF 10'000 est due.

*(texte modifié au 24.09.14).*

**2.15.172** [article abrogé au 24.09.14]

**2.15.173** [article abrogé au 24.09.14]

**2.15.174** [article abrogé au 24.09.14]

**2.15.175** [article abrogé au 24.09.14]

**2.15.176** [article abrogé au 24.09.14]

#### **Durée de la licence**

**2.15.177** La durée de la licence est en principe de 4 années civiles. Toutefois, aucune licence ne pourra être attribuée dont la durée va au-delà de l'année 2016.

*(texte modifié au 1.07.13).*

**2.15.178** Le titulaire d'une licence dont la licence expire, peut demander une nouvelle licence suivant la procédure fixée pour la demande de licence.  
Le titulaire d'une licence peut demander une nouvelle licence entrant en vigueur avant l'expiration de sa licence actuelle suivant la procédure pour la demande de licence, y compris le paiement du droit de candidature.

*(texte modifié au 1.07.09).*

**Fin de la licence**

- 2.15.179** Sous réserve de son renouvellement, la licence expire automatiquement à la fin de la période pour laquelle elle a été attribuée.
- 2.15.180** La licence prend fin avant son terme dans les cas suivants :
1. si l'une des conditions d'annulation de plein droit du présent paragraphe se réalise ;
  2. si la licence est retirée.
- 2.15.181** La licence est annulée de plein droit avec effet immédiat du seul fait de la demande ou déclaration de faillite du titulaire de la licence, la liquidation judiciaire, la dissolution ou la cessation d'activité du titulaire ou toute autre mesure mettant fin à la libre disposition de la licence par le titulaire.
- 2.15.182** En cas d'annulation ou de retrait de la licence, aucun remboursement n'aura lieu. Tout montant dû reste exigible et ne peut être compensé. Le droit de licence reste dû dans sa totalité.

**Saisie de la commission des licences**

- 2.15.183** La commission des licences peut **soumettre la licence au respect de conditions et/ou mesures jugées appropriées, réduire sa durée ou la** retirer dans les cas suivants :
1. si les données prises en compte pour l'attribution de la licence étaient erronées et la commission estime que la situation réelle ne justifiait pas l'octroi de la licence ;
  2. si les données prises en compte pour l'attribution de la licence ont changé par après et la commission estime que la situation nouvelle ne justifie pas l'octroi de la licence ;
  3. si la situation du titulaire de la licence est affectée ou affaiblie, notamment en raison de problèmes financiers, de santé, décès, dysfonctionnement, disputes ou autres, de sorte que l'organisation de l'épreuve est fortement compromise ;
  4. si le titulaire ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions prévues par le présent chapitre ;
  5. en cas de manquement aux règlements de l'UCI ou de violation des obligations contractuelles vis-à-vis de l'UCI commis ou imputable au titulaire de licence ou à ses employés, auxiliaires ou sous-traitants y compris l'organisateur matériel ou tout autre intermédiaire, sans préjudice des autres sanctions prévues par le règlement ;
  6. en cas de faits commis par ou imputables au titulaire de la licence ou à ses employés, auxiliaires ou sous-traitants y compris l'organisateur matériel ou tout intermédiaire, faisant que le maintien de la licence porterait gravement atteinte aux intérêts ou à la réputation de l'UCI WorldTour ;

*(texte modifié au 1.11.15).*

- 2.15.184** La commission des licences est saisie par le président du Conseil du Cyclisme Professionnel sur simple requête écrite, dont une copie sera adressée au titulaire de la licence.
- 2.15.185** Le titulaire est entendu après convocation par la commission des licences avec un délai de 10 jours minimum.

- 2.15.186** Avant de rendre une décision en application de l'article 2.15.183, la commission des licences peut, si elle l'estime utile et opportun, impartir au titulaire un délai de régularisation.

*(texte modifié au 1.11.15).*

**Cession de la licence**

- 2.15.187** Le titulaire peut céder la licence ou les droits ou obligations afférents à l'épreuve moyennant l'autorisation préalable de la commission des licences. A défaut, la licence est annulée de plein droit.

- 2.15.188** L'autorisation de la commission des licences ne peut être refusée sauf pour juste motif.

**Titularité de la licence**

- 2.15.189** La licence est octroyée au propriétaire de l'épreuve uniquement.

- 2.15.190** Si le propriétaire de l'épreuve n'est pas l'organisateur matériel de l'épreuve, le propriétaire de l'épreuve doit en informer l'UCI et préciser dans sa demande de licence l'identité exacte de l'organisateur matériel ou de tout autre intermédiaire.

- 2.15.191** Le propriétaire de l'épreuve, l'organisateur matériel et le cas échéant tout autre intermédiaire sont conjointement et solidairement responsables de toutes les obligations découlant de la licence, y compris des dettes visées à l'article 1.2.032 du présent règlement. Un engagement écrit doit être joint à la demande de licence.

- 2.15.192** En cas de changement de l'organisateur matériel de l'épreuve pendant la durée de la licence, le propriétaire de l'épreuve doit en informer le Conseil du Cyclisme Professionnel afin d'obtenir au préalable son accord écrit. En cas de refus, la décision doit être motivée. La décision du Conseil du Cyclisme Professionnel est finale et sans appel.

- 2.15.193** Le titulaire de la licence ne peut avoir aucun lien, direct ou indirect, avec l'un des UCI **WorldTeams**. Dans des cas exceptionnels, qui ne remettent pas en cause ni l'intégrité de la compétition, ni l'équité sportive, le comité directeur de l'UCI peut accorder une exception.

*(texte modifié au 1.07.12 ; 1.01.15).*

- 2.15.194** Le titulaire de la licence ne peut avoir aucun lien, direct ou indirect, avec un autre titulaire d'une licence UCI WorldTour pour épreuve ou avec l'organisateur matériel d'une telle épreuve ou encore avec un autre intermédiaire, sauf dans la mesure où un tel lien serait accepté par le comité directeur.

Les liens préexistants au 31 décembre 2004 sont réputés acceptés.

*(texte modifié au 1.07.12).*

- 2.15.195** Dans un document à joindre au formulaire de demande de licence le demandeur (i) certifiera qu'il n'a aucun lien direct ou indirect avec un UCI **WorldTeam** ou une équipe candidate à l'UCI WorldTour et (ii) indiquera tous liens directs ou indirects (notamment le cas échéant par l'intermédiaire de l'organisateur matériel) qu'il pourrait avoir avec un autre titulaire de licence ou une autre épreuve de l'UCI WorldTour. Ces informations devront être fournies au conseil du cyclisme professionnel et actualisées pendant toute la durée de la licence.

*(texte modifié au 1.07.12 ; 1.01.15).*

- 2.15.196** Dans le cas où des liens directs ou indirects tels que décrits aux articles 2.15.193 ou 2.15.194 existent, le conseil du cyclisme professionnel et le demandeur ou titulaire de la licence se concerteront et le cas échéant, le conseil du cyclisme professionnel impartira au demandeur ou titulaire un délai pour régulariser la situation.

*(texte modifié au 1.07.12).*

- 2.15.197** Dans la mesure où le conseil du cyclisme professionnel venait à apprendre par l'intermédiaire de tout tiers autre que le titulaire de la licence, de l'existence de tels liens tels que décrits aux articles 2.15.193 ou 2.15.194 et qui ne sont pas autorisés par le comité directeur, les parties concernées sont sanctionnées chacune d'une amende de CHF 10'000 au profit du fonds de réserve et de solidarité de l'UCI WorldTour. Le conseil du cyclisme professionnel peut impartir un délai pour régulariser la situation.

*(texte modifié au 1.07.12).*

- 2.15.198** A défaut de régularisation dans le sens et dans le délai indiqués par le conseil du cyclisme professionnel ou en cas de contestation sur l'existence d'un lien interdit ou sur la réalisation de la régularisation, le litige est porté devant la commission des licences sur simple requête écrite, soit par le président du conseil du cyclisme professionnel, soit par le demandeur ou titulaire de licence. Si la commission des licences estime qu'un lien interdit suivant les articles 2.15.193 ou 2.15.194 existe, elle **pourra soumettre la licence au respect de conditions et/ou mesures jugées appropriées, réduire sa durée ou la retirer**, le cas échéant après avoir accordé un délai de régularisation.

*(texte modifié aux 1.07.12 ; 1.11.15).*

### **Organisation**

- 2.15.199** Sauf dispositions contraires du présent §5 ou autres dispositions contractuelles, le Titre I, Chapitre II du règlement UCI du sport cycliste s'applique au titulaire de la licence.
- 2.15.200** Le titulaire de la licence doit organiser l'épreuve chaque année consécutive pendant toute la durée de la licence et assumer toutes les obligations qui en découlent. Le titulaire de la licence devra se conformer aux dates fixées par le calendrier UCI WorldTour tel qu'établi annuellement par le Conseil du Cyclisme Professionnel.
- 2.15.201** Le titulaire de la licence ne doit pas modifier le format ou la nature de l'épreuve sans l'accord préalable et écrit du Conseil du Cyclisme Professionnel.
- 2.15.202** Le titulaire de la licence doit maintenir le niveau professionnel, la qualité et la notoriété de son épreuve.
- 2.15.203** Le titulaire de la licence doit organiser l'épreuve selon les standards usuels existants tels qu'imposés par l'UCI et selon le manuel UCI WorldTour tel qu'établi par l'UCI.
- 2.15.204** Le titulaire de la licence doit conclure un contrat spécifique avec l'UCI se rapportant à son épreuve. Les dispositions de ce contrat peuvent déroger au présent règlement. Dans ce cas, les dispositions contractuelles devront expressément mentionner le fait qu'elles dérogent au règlement.

**Participation des UCI WorldTeams**

- 2.15.205** Le titulaire de la licence doit accepter la participation de tous les UCI **WorldTeams**. Conformément à l'article 2.15.127, les UCI **WorldTeams** ont l'obligation de participer à toutes les épreuves de l'UCI WorldTour.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**Transparence financière**

- 2.15.206** Le titulaire de la licence accepte le principe de la transparence financière en informant spontanément et complètement le Conseil du Cyclisme Professionnel et en lui fournissant tout document et renseignement utile dans les cas suivants :

1. si le titulaire a ou prévoit des difficultés financières dont, notamment, le non-paiement d'une dette à son échéance, la rupture ou le risque de rupture de la trésorerie, la modification significative du budget annuel, du plan de trésorerie ou de la planification financière ;
2. s'il naît un risque, un litige ou toute autre circonstance susceptible de mettre en péril l'équilibre financier du titulaire, de l'organisateur matériel ou de tout autre intermédiaire concerné ;
3. en cas d'inexécution, pour quelque motif que ce soit, d'une obligation du titulaire de la licence envers tout tiers créancier.

**Soutien au développement du sport cycliste**

- 2.15.207** Le titulaire de la licence doit mener une politique de soutien au sport cycliste notamment par l'organisation annuelle d'une épreuve contribuant à développer le cyclisme de base. Cette épreuve peut être au choix, une épreuve sur route pour femmes, masters, moins de 23 ans ou juniors, une épreuve dans une discipline cycliste autre que la route ou une manifestation de cyclisme pour tous.

Dans un document annexé à la demande de licence, le demandeur indiquera de manière détaillée quel type d'épreuve il entend organiser pendant la durée de la licence.

**Promotion de l'UCI WorldTour**

- 2.15.208** Le titulaire participera à la promotion du label UCI WorldTour dans le cadre de son épreuve conformément à la politique de promotion et de merchandising qui sera conjointement établie par l'UCI et le titulaire.

- 2.15.209** Le titulaire de la licence collaborera avec l'UCI à la mise en place d'une politique de marketing notamment eu égard aux éventuels sponsors UCI WorldTour de façon à sauvegarder les intérêts de chacune des parties.

- 2.15.210** Le titulaire utilisera le logo UCI WorldTour conformément à la charte graphique qui sera fournie par l'UCI et respectera les conditions et restrictions d'utilisation du logo et de la marque qui seront définies dans le contrat conclu avec l'UCI.

- 2.15.211** L'ensemble des droits et obligations de chaque partie en matière de promotion de l'UCI WorldTour seront précisés dans le contrat conclu entre le titulaire et l'UCI.

**Contrôle et sanctions**

- 2.15.212** Le titulaire de la licence UCI WorldTour et chaque licencié doivent remettre à l'UCI, à sa première demande, tout document ou renseignement qui lui semble utile pour vérifier le respect des règlements, des contrats ou législations. En cas de refus et sans préjudice de l'application de l'article 2.15.183 ou d'autres conséquences, le titulaire de la licence et/ou tout licencié sera/seront sanctionné(s) d'une amende allant de CHF 5'000 à 10'000.



## § 6 Commission des licences

**2.15.213** La commission des licences **rend les décisions relatives à l'attribution, au retrait et à toutes autres mesures prévues par le règlement en ce qui concerne** les licences pour l'UCI WorldTour, l'enregistrement des UCI **WorldTeams** ainsi que sur d'autres litiges concernant les licences UCI WorldTour tel que prévu au présent chapitre.

*(texte modifié au 1.01.15 ; 1.11.15)*

**2.15.214** La commission des licences est composée d'un président et deux autres membres n'ayant pour le reste aucun lien avec le sport cycliste organisé.

**2.15.215** Les membres sont nommés par le comité directeur de l'UCI sur proposition du Conseil du Cyclisme Professionnel. Ils sont nommés pour une période de quatre ans, renouvelable de manière illimitée. Si un membre démissionne, décède ou est empêché d'assumer sa fonction pour toute autre cause, il est remplacé pour la période restante de son mandat.

**2.15.216** Des membres suppléants peuvent être nommés.

**2.15.217** La commission des licences tient séance quand le règlement ou les circonstances l'exigent ou sur requête du président du Conseil du Cyclisme Professionnel. Les dates d'audience sont fixées par l'administration de l'UCI en concertation avec le président de la commission.

*(texte modifié au 1.07.10).*

**2.15.218** Les audiences de la commission des licences ne sont pas publiques. Les délibérations de la commission se tiennent à huis clos.

**2.15.219** La commission peut tenir séance à deux membres, sous réserve de l'accord du membre absent. Les membres peuvent également délibérer par l'intermédiaire de tout moyen de communication.

**2.15.220** Les décisions de la commission des licences sont prises à la majorité. Elles sont écrites, datées et signées. La signature du président suffit.

**2.15.221** Les décisions faisant droit à la demande d'un demandeur ou titulaire de licence ou d'un UCI **WorldTeam** ne doivent pas être motivées. Les autres décisions doivent être motivées.

*(texte modifié au 1.01.15)*

**2.15.222** Les décisions sont envoyées aux parties intéressées par télécopie et par lettre signature.

**2.15.223** Le greffe de la commission sera assuré par l'administration de l'UCI.

**2.15.224** Les membres de la commission sont tenus à l'obligation de confidentialité des affaires qui leur sont confiées et cela même après la fin de leur mandat.

- 2.15.225** Les langues de travail de la commission sont le français et l'anglais. La procédure se déroule exclusivement dans la langue de la demande de licence UCI WorldTour ou de la demande d'enregistrement, sauf accord contraire des parties à la procédure. Sans préjudice de ce qui est prévu pour la procédure de demande de licence, la commission peut exiger la traduction certifiée en français ou anglais de toute pièce établie dans une autre langue, à défaut de quoi cette pièce sera écartée.

## § 7 Appel devant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS)

- 2.15.226** Sauf disposition contraire, il peut être fait appel contre les décisions de la commission des licences exclusivement au TAS.

- 2.15.227** Le droit d'appel appartient soit au demandeur de la licence débouté, soit au titulaire de la licence.

Un demandeur ou titulaire de licence UCI WorldTour ne peuvent faire appel contre une décision rendue par la commission des licences concernant un autre demandeur ou titulaire de licence UCI WorldTour ou un autre UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié au 18.06.07).*

- 2.15.228** Il sera recouru à la procédure accélérée suivant les dispositions ci-après.

- 2.15.229** Le délai d'appel est de quinze jours dès le jour suivant la réception par télécopie de la décision attaquée. La période du 25 décembre jusqu'au 2 janvier y compris n'est pas comprise dans ce délai.

- 2.15.230** L'appel doit être formé par l'envoi au TAS d'un mémoire d'appel motivé comprenant les éléments suivants :

1. le nom et l'adresse complète de l'appelant et de l'UCI ;
2. dans le cas d'une décision visée aux articles 2.15.024 ou 2.15.164 le nom et l'adresse complète des autres demandeurs de licence concernés ;
3. une copie de la décision attaquée ;
4. une copie des dispositions réglementaires prévoyant l'appel au TAS ;
5. une description des faits et des moyens de droit fondant l'appel.

Si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies au moment du dépôt du mémoire d'appel, le greffe du TAS peut fixer un unique et bref délai à l'appelant pour compléter son mémoire, faute de quoi l'appel est réputé retiré.

- 2.15.231** L'appelant joindra à sa déclaration d'appel toutes les pièces, offres de preuve et témoignages écrits qu'il entend invoquer, sous réserve de l'article 2.15.240.

- 2.15.232** L'appelant indiquera dans son mémoire d'appel les témoins et experts qu'il désire faire entendre à l'audience, à défaut de quoi ces témoins et experts ne seront pas entendus, sauf accord des parties ou décision contraire de la formation.

- 2.15.233** Lors du dépôt du mémoire d'appel, l'appelant doit verser un droit de greffe de CHF 500, faute de quoi le TAS ne procède pas. Cet émolument reste acquis au TAS.

- 2.15.234** Le greffe du TAS fixe le montant et les modalités de paiement de la provision ou des provisions de frais à payer.

**2.15.235** Dans les quinze jours suivant le jour de la réception, par télécopie, de la déclaration d'appel, l'UCI et, le cas échéant, les autres demandeurs ou titulaires d'une licence UCI WorldTour, peuvent soumettre au TAS une réponse comprenant les éléments suivants :

1. une description des moyens de défense ;
2. toute exception d'incompétence ;
3. toute demande reconventionnelle ;
4. toutes les pièces et offres de preuves que l'UCI ou les intervenants entendent invoquer, y compris les noms des témoins et experts qu'ils désirent faire entendre ;
5. tout témoignage par écrit.

La formation peut poursuivre la procédure et rendre une sentence en l'absence de réponse dans le délai.

La période du 25 décembre au 2 janvier y compris n'est pas comprise dans le délai pour soumettre la réponse.

*(texte modifié au 18.06.07).*

**2.15.236** Les parties ne sont pas admises à compléter leur argumentation, ni à produire de nouvelles pièces, ni à formuler de nouvelles offres de preuves après la soumission de leur déclaration d'appel ou réponse.

**2.15.237** L'appel est soumis à une formation de trois arbitres désignés par le Président de la chambre arbitrale d'appel du TAS ou son suppléant.

**2.15.238** L'audience aura lieu dans les plus brefs délais, à une date fixée à l'avance par le TAS.

**2.15.239** Le TAS examine uniquement si la décision attaquée est arbitraire, soit si elle est manifestement insoutenable, en contradiction évidente avec la situation de fait, si elle a été adoptée sans motifs objectifs ou à la suite de la violation grave d'une règle ou d'un principe juridique clair et indiscuté.  
Elle ne peut être annulée que si elle se révèle arbitraire dans son résultat.

*(texte modifié au 21.09.06).*

**2.15.240** L'appel est jugé sur base du dossier dans son état au moment où la commission des licences a pris sa décision. Ce dossier ne peut être complété par la suite. Les pièces, offres de preuve et témoignages écrits que l'appelant entend invoquer devant le TAS, ne peuvent concerner que les éléments se trouvant dans le dossier de la commission des licences ou dont la commission a tenu compte dans sa décision.

*(texte modifié au 21.09.06; 18.06.07).*

**2.15.241** Si la décision attaquée est jugée arbitraire elle est annulée et le TAS rend une nouvelle décision se substituant à la décision attaquée. Cette décision tranche définitivement le litige. Elle n'est susceptible d'aucun recours.

Toutefois si l'annulation de la décision attaquée ouvre la voie à une nouvelle attribution des licences ou à une nouvelle attribution d'une licence pour laquelle il reste plusieurs candidats, l'affaire est renvoyée à la commission des licences. Après avoir consulté les parties, la commission peut, si elle s'estime suffisamment informée, renoncer à toute autre écriture et/ou audience. L'affaire est jugée sur base du dossier de la commission lors de sa première décision.

*(texte modifié aux 21.09.06; 18.06.07).*

- 2.15.242** A défaut de dispositions spécifiquement prévues au présent chapitre, le Code de l'arbitrage en matière de sport s'applique.

## **§ 8 Fonds de réserve et de solidarité de l'UCI WorldTour**

- 2.15.243** A partir de 2015, plus aucune nouvelle contribution ne sera faite au fonds de réserve et de solidarité.

*(texte modifié aux 22.01.07; 1.01.14; 24.09.14).*

- 2.15.244** Lorsque le fonds de réserve aura atteint une somme équivalente à CHF 9'000'000, le surplus sera versé à un fonds de solidarité et de développement du cyclisme.

### **Fonds de réserve**

- 2.15.245** Le fonds de réserve sera utilisé pour les objectifs suivants :

1. soutenir un UCI **WorldTeam** ou un organisateur d'une épreuve UCI WorldTour en cas de difficulté temporaire ;
2. réaliser tout projet tendant à renforcer ou développer des buts d'intérêt général au profit de tous les partenaires de l'UCI WorldTour ;
3. les intérêts générés par le fonds sont ajoutés à son capital.

*(texte modifié au 24.09.14 ; 1.01.15).*

### **Fonds de solidarité**

- 2.15.246** Le fonds de solidarité sera utilisé pour des projets de développement en relation avec le cyclisme : cyclisme pour tous, pays en voie de développement, secteur social, jeunesse, etc.

- 2.15.247** Les intérêts du fonds sont ajoutés à son capital.

### **Utilisation du capital des fonds**

- 2.15.248** Des projets peuvent être introduits à partir de 2007.

*(texte modifié au 1.01.07).*

- 2.15.249** Tout partenaire de l'UCI WorldTour (UCI, **WorldTeam**, organisateur) peut soumettre un projet au Conseil du Cyclisme Professionnel.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.250** Si le Conseil du Cyclisme Professionnel accepte le principe du projet, il nomme une commission d'étude qui lui présentera ses conclusions. La commission d'étude peut comprendre ou consulter des spécialistes suivant la nature du projet.

La décision finale est prise par le conseil.

- 2.15.251** Les frais d'étude de la proposition seront imputés au capital du fonds en question.

### **Gestion des fonds**

- 2.15.252** La gestion administrative et financière des fonds sera assurée par le département des finances de l'UCI.
- 2.15.253** Le directeur financier de l'UCI établira un rapport annuel sur l'utilisation des montants visés à l'article 2.15.243 et sur la gestion des fonds. Le rapport sera soumis à l'approbation du Conseil du Cyclisme Professionnel.

## **§ 9 Disposition générale**

- 2.15.254** Les jours fériés et non ouvrables sont compris dans le calcul des délais fixés au présent chapitre. Si le dernier jour du délai est férié ou non ouvrable en Suisse, le délai expire à la fin du premier jour ouvrable suivant.

## **§ 10 Epreuves inscrites au calendrier UCI WorldTour sans licence**

*(paragraphe introduit au 1.01.05; remplacé au 1.01.06).*

- 2.15.255** Le calendrier UCI WorldTour comporte, outre les épreuves dont l'organisateur a obtenu une licence, d'autres épreuves suivant la décision du Conseil du Cyclisme Professionnel.  
Ces épreuves sont soumises aux règlements de l'UCI en général, à l'exclusion des articles 2.15.001 à 2.15.254. Leur statut au calendrier WorldTour est régi exclusivement par les dispositions du présent paragraphe qui dérogent à toute disposition contraire.

- 2.15.256** En cas de changement de l'organisateur matériel de l'épreuve au cours de l'année, l'organisateur doit en informer le Conseil du Cyclisme Professionnel.

- 2.15.257** L'organisateur ne peut avoir aucun lien capitalistique avec un UCI **WorldTeam**.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.258** Les organisateurs doivent maintenir le niveau professionnel, la qualité et la notoriété de leurs épreuves, et les organiser selon les standards usuels existants, tels qu'indiqués par l'UCI.

- 2.15.259** Le format et la nature d'une épreuve ne peuvent être modifiés qu'avec l'accord du Conseil du Cyclisme Professionnel et du propriétaire de l'épreuve.

### **Taxe de calendrier**

- 2.15.260** Une taxe de calendrier doit être acquittée par l'organisateur sur le compte bancaire de l'UCI.

Le montant de la taxe est fixé par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

Si le compte de l'UCI n'est pas crédité dans le délai fixé une amende de CHF 10'000 est due au profit du fonds de réserve et de solidarité de l'UCI WorldTour.

### **Participation des UCI WorldTeams**

- 2.15.261** Les organisateurs des épreuves doivent accepter la participation de tous les UCI **WorldTeams** à chacune d'elles. Les UCI **WorldTeams** ont l'obligation de participer à

toutes les épreuves du calendrier de l'UCI WorldTour sous réserve d'un accord entre l'organisateur et l'ensemble des équipes sur l'indemnité de participation pour chaque épreuve.

*(texte modifié au 1.01.15)*

- 2.15.262** Sans préjudice des sanctions disciplinaires prévues par le règlement, peuvent être exclus de participation à l'épreuve l'équipe ou les membres d'équipe dont la présence porte gravement atteinte à l'image du cyclisme ou de l'épreuve.

L'exclusion est demandée par l'organisateur ou l'UCI. Si le(s) membre(s) ou équipe(s) en question n'est/ne sont pas d'accord pour quitter l'épreuve, l'organisateur ou l'UCI soumettra le litige au Tribunal Arbitral du Sport devant un arbitre unique et suivant une procédure accélérée. Le TAS statuera en tenant compte de tous les intérêts en cause.

#### **Transparence financière**

- 2.15.263** L'organisateur informera spontanément le Conseil du Cyclisme Professionnel en cas de difficulté financière ou de toute autre circonstance susceptible de mettre en cause l'organisation de l'épreuve ou l'exécution des obligations relatives à l'épreuve.

#### **Soutien au développement du sport cycliste**

- 2.15.264** L'organisateur doit mener une politique de soutien au sport cycliste notamment par l'organisation annuelle d'une épreuve contribuant à développer le cyclisme de base. Cette épreuve peut être au choix, une épreuve sur route pour femmes, masters, moins de 23 ans ou juniors, une épreuve dans une discipline cycliste autre que la route ou une manifestation de cyclisme pour tous.

#### **Promotion de l'UCI WorldTour**

- 2.15.265** L'organisateur décide seul de l'exploitation notamment commerciale de son épreuve. L'organisateur est et demeure seul titulaire de tous les droits et de toutes les données se rapportant à son épreuve, notamment et sans restriction, tous les droits relatifs à son organisation, accès au public, exploitation, reproduction, représentation et adaptation, quels qu'en soient la forme, les moyens ou les mécanismes, qu'ils soient existants ou à venir. Dès lors, l'organisateur peut exercer ces droits comme il l'entend et sans restriction d'aucune sorte, et a seul qualité pour les concéder en tout ou partie à des tiers.

- 2.15.266** [article abrogé au 1.07.09]

- 2.15.267** L'organisateur n'utilisera le logo UCI WorldTour qu'en accord avec l'UCI.

## Chapitre XVI EQUIPES CONTINENTALES PROFESSIONNELLES

*(chapitre remplacé au 1.09.04).*

### Identité

**2.16.001** L'équipe continentale professionnelle est la formation constituée pour participer aux épreuves sur route ouvertes aux équipes continentales professionnelles suivant l'article 2.1.005. Elle est désignée par une dénomination particulière et enregistrée auprès de l'UCI suivant les dispositions ci-après.

L'équipe continentale professionnelle est constituée par l'ensemble des coureurs enregistrés auprès de l'UCI comme faisant partie de son équipe, du responsable financier, des sponsors et de toutes autres personnes contractées par le responsable financier et/ou les sponsors pour assurer de façon permanente le fonctionnement de l'équipe (manager, directeur sportif, entraîneur, assistant paramédical, mécanicien etc.).

Chaque équipe continentale professionnelle doit engager au minimum, à plein temps et pour toute l'année d'enregistrement, 16 coureurs, 3 directeurs sportifs et 5 autres personnes (assistants paramédicaux, mécaniciens...).

*(texte modifié aux 26.06.07; 1.07.12).*

**2.16.002** Les sponsors sont des personnes, firmes ou organismes qui contribuent au financement de l'équipe continentale professionnelle. Parmi les sponsors, deux au maximum sont désignés comme étant les partenaires principaux de l'équipe continentale professionnelle.

Si aucun des deux partenaires principaux n'est le responsable financier de l'équipe, ce responsable financier ne peut être qu'une personne physique ou morale dont les seuls revenus sont des revenus de publicité ou de sponsoring, la seule activité le fonctionnement et développement de l'équipe continentale professionnelle. La totalité des revenus est affectée exclusivement à cette activité. Le résultat disponible au bilan ne devrait pas dépasser 10% du chiffre d'affaires et doit être utilisé conformément aux dispositions légales en vigueur dans le pays de l'équipe continentale professionnelle. L'affectation du résultat ne peut être décidée qu'après établissement et révision des comptes annuels.

Aucun acompte sur un droit au bénéfice ne peut être versé aux ayants droit en cours d'année.

*(texte modifié au 26.06.07).*

**2.16.003** Le ou les partenaires principaux ainsi que le responsable financier doivent s'engager au sein de l'équipe continentale professionnelle pour un nombre entier d'années civiles.

Tout contrat afférent aux revenus de l'équipe continentale professionnelle doit être signé directement avec le débiteur économique véritable de ces revenus.

*(texte modifié au 1.01.07).*

**2.16.004** Le ou les partenaires principaux et le responsable financier ne peuvent l'être que d'une seule équipe continentale professionnelle.

**2.16.005** Le nom de l'équipe continentale professionnelle peut être celui de la firme ou de la marque du partenaire principal ou des deux partenaires principaux, ou encore de l'un des deux, du nom du responsable financier, ou toute autre dénomination en lien avec le projet de l'équipe continentale professionnelle.

L'UCI peut refuser tout nom qui porte atteinte à la réputation et/ou à l'image du cyclisme ou de l'UCI.

*(texte modifié au 1.07.09).*

**2.16.006** L'homonymie des équipes continentales professionnelles, des partenaires principaux et des responsables financiers est interdite. En cas de candidatures nouvelles et simultanées contenant une homonymie, la priorité est accordée en fonction de l'ancienneté de la dénomination.

**2.16.007** La nationalité de l'équipe continentale professionnelle UCI est déterminée, au choix de l'équipe, par :

1. Le pays du siège du responsable financier ; ou
2. Un pays où se commercialise un produit ou un service du ou d'un partenaire principal sous le nom de l'équipe continentale professionnelle UCI ou d'un composant de ce nom.

Le choix doit être notifié à l'administration de l'UCI au plus tard le 1er octobre avant l'année d'enregistrement. A défaut, la nationalité de l'équipe continentale professionnelle UCI sera déterminée par le pays du siège du responsable financier.

Le choix de la nationalité d'un pays où se commercialise un produit ou un service du ou d'un partenaire principal sous le nom de l'équipe continentale professionnelle UCI ou d'un composant de ce nom est valable pour toute la durée de l'enregistrement et ne peut être changé sauf si le partenaire principal en question cesse de revêtir ce statut. Dans ce dernier cas, l'équipe continentale professionnelle UCI peut faire un nouveau choix suivant le premier alinéa.

Le changement de nationalité prend effet au 1er janvier après sa notification à l'administration de l'UCI.

*(texte modifié aux 1.04.11; 1.07.11).*

#### **Statut juridique et financier**

**2.16.008** Le responsable financier représente l'équipe continentale professionnelle pour tout ce qui concerne les règlements de l'UCI.

Le responsable financier doit être une personne ayant la capacité juridique d'engager du personnel. Il signe les contrats avec les coureurs.

Le responsable financier peut agir uniquement par des personnes physiques titulaires d'une licence.

Le responsable financier et les partenaires principaux sont tenus solidairement de toutes les obligations financières de l'équipe continentale professionnelle vis-à-vis de l'UCI et des fédérations nationales, y compris les amendes.

Le siège ou domicile professionnel du responsable financier sera établi dans le pays où il est soumis à l'impôt sur les revenus et à la sécurité sociale comme employeur pour la totalité des activités relatives à l'équipe continentale professionnelle.



Le responsable financier doit tenir une comptabilité distincte pour les activités de l'équipe continentale professionnelle. L'administration de l'UCI pourra établir des directives sur les modalités de cette comptabilité. A sa demande ou à celle de l'UCI, la comptabilité de l'année en cours et/ou des années précédentes doit être soumise au commissaire aux comptes visé à l'article 2.16.013.

Si le commissaire aux comptes agréé par l'UCI s'aperçoit lors de la procédure d'enregistrement que les directives sur les modalités de la comptabilité n'ont pas été respectées, l'enregistrement de l'équipe peut être refusé.

*(texte modifié aux 20.10.05; 26.06.07).*

- 2.16.009** Le responsable financier et les partenaires principaux devront informer sans délai l'UCI des éléments suivants: déplacement du domicile ou du siège social, diminution du capital, changement de forme juridique ou d'identité (fusion, absorption), demande ou mise en oeuvre de tout accord ou de toute mesure concernant l'ensemble des créanciers.

Les informations visées au présent article doivent être envoyées en même temps au commissaire aux comptes agréé par l'UCI.

#### **Enregistrement**

- 2.16.010** Chaque année les équipes continentales professionnelles doivent demander leur enregistrement à l'UCI pour l'année suivante, appelée année d'enregistrement, suivant les modalités fixées ci-après.

- 2.16.010 bis** Au plus tard le 15 août, sans préjudice des pénalités de retard prévues dans le présent chapitre, la formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle doit faire parvenir à l'UCI le formulaire officiel envoyé par l'administration de l'UCI par lequel ladite formation requiert l'envoi des documents d'enregistrement.  
Toute demande faite en dehors du délai susmentionné sera écartée d'office.

La demande doit, sous peine d'irrecevabilité, indiquer le nom et l'adresse d'une personne de contact de la formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle, qui sera responsable pour la procédure d'enregistrement.

L'administration de l'UCI accusera réception de la demande et enverra les documents d'enregistrement au responsable du dossier de la formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle, indiqué dans sa demande. Sans cette demande officielle, l'enregistrement en tant qu'équipe continentale professionnelle ne sera pas possible.

Seule une formation dont la demande d'une licence UCI WorldTour pour équipe a été déboutée peut déposer une demande d'enregistrement en tant qu'équipe continentale professionnelle en dehors de ce délai. Cette demande doit parvenir à l'UCI au plus tard 5 jours après avoir reçu la décision de refus de licence. Dans ce cas, l'administration de l'UCI fixera les délais d'établissement d'un dossier d'enregistrement.

*(texte modifié aux 26.06.07; 1.07.10; 1.10.10).*

- 2.16.011** Le 1er août avant l'année d'enregistrement, l'équipe continentale professionnelle UCI ou la formation candidate à ce statut doit faire parvenir au siège de l'UCI le texte en français, anglais, italien ou espagnol, de la garantie bancaire qu'elle compte constituer.

En outre, l'UCI se réserve le droit de demander à l'équipe la présentation du texte, en français ou en anglais, du (des) contrat(s)-type(s) avec ses coureurs au 1er août.

Les documents en question sont remis à titre d'information uniquement. L'UCI n'a pas l'obligation de les examiner à ce stade. Toutefois, et sans préjudice des autres motifs de refus, si le contrat signé avec un coureur ne correspond pas au(x) modèle(s) de contrat(s) déposé(s) ou avec le contrat-type visé à l'article 2.16.052 il sera refusé lors de l'enregistrement de l'équipe continentale professionnelle.

L'équipe continentale professionnelle reste seule responsable de la conformité de ses documents aux exigences du règlement et, le cas échéant, des dispositions légales obligatoires qui y trouveraient application.

Le 1<sup>er</sup> septembre avant l'année d'enregistrement, l'équipe continentale professionnelle ou la formation candidate à ce statut doit faire parvenir au siège de l'UCI :

- le paiement du droit d'enregistrement au compte de l'UCI.

En cas de retard, il sera appliqué d'office une augmentation du droit d'enregistrement de CHF 500 par jour.

Aucun remboursement ne sera fait en cas de refus d'enregistrement.

*(texte modifié aux 1.06.06; 26.06.07; 1.07.10; 1.10.10; 1.02.11; 1.09.13).*

**2.16.012** Le 1<sup>er</sup> octobre avant l'année d'enregistrement la formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle doit faire parvenir au siège de l'UCI :

1. L'original d'une garantie bancaire à première demande suivant le modèle de l'article 2.16.054, en français, anglais, italien ou espagnol et valable jusqu'au 31 mars de l'année suivant l'année d'enregistrement. Le montant de cette garantie doit être au moins égal à celui de la garantie constituée par l'équipe continentale professionnelle pour l'année en cours sans être inférieur au montant minimum fixé à l'article 2.16.024;
2. Une liste comportant :
  - A. la dénomination exacte de l'équipe continentale professionnelle ;
  - B. l'adresse (y compris les numéros de téléphone, télécopieur et adresse e-mail) à laquelle peuvent être envoyées toutes les communications destinées à l'équipe continentale professionnelle ;
  - C. les nom et adresse des partenaires principaux, du responsable financier, du manager, du directeur sportif, du directeur sportif adjoint et du médecin d'équipe ;
  - D. les nom, prénom, adresse, nationalité et date de naissance des coureurs ;
  - E. la répartition des tâches visée à l'article 1.1.082 ;
  - F. le nom de la personne responsable de l'enregistrement et la comptabilité. Elle sera la personne de contact pendant tout le processus d'enregistrement.

En cas de retard il sera appliqué d'office une augmentation du droit d'enregistrement de CHF 500 par jour. En plus l'examen de la demande d'enregistrement ne sera commencé que si toutes les conditions sont remplies et la formation en question ne pourra prétendre au statut d'équipe continentale professionnelle.

*(texte modifié aux 20.10.05; 25.09.07; 1.01.09; 1.07.10).*

**2.16.013** L'enregistrement se fait sur base d'une évaluation établie par l'administration de l'UCI. Ladite évaluation porte sur les critères suivants :

- éthique ;
- finances ;

- administration.

Les critères finances et administration sont évalués sur base d'un rapport établi par le commissaire aux comptes agréé par l'UCI. Ce rapport sera rendu à l'issue d'un audit dont l'objet, la procédure et les modalités sont fixés chaque année par l'administration de l'UCI.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.07.10).*

#### **Critères**

**2.16.013** Le critère éthique tient compte notamment du respect par l'équipe et/ou ses membres :  
**a**

- A. du règlement de l'UCI, notamment en matière d'antidopage, de comportement sportif et d'image du cyclisme ;
- B. des obligations contractuelles ;
- C. des obligations légales, notamment dans les domaines de la fiscalité, de la sécurité sociale et de la comptabilité ;
- D. des principes de la transparence et de la bonne foi.

*(article introduit au 1.07.10).*

**2.16.013** Le critère financier est évalué sur base du rapport du commissaire aux comptes agréé  
**b** par l'UCI et tient compte notamment des moyens et stabilité financiers.

*(article introduit au 1.07.10).*

**2.16.013** Le critère administratif tient compte notamment de la conformité du dossier de  
**c** candidature et d'enregistrement (contrats, assurances, garantie bancaire...) ainsi que du professionnalisme et de la célérité de l'établissement du dossier et du respect des délais.

*(article introduit au 1.07.10).*

#### **Audit**

**2.16.014** La formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle doit remettre au commissaire aux comptes agréé par l'UCI tous les documents et informations requis pour l'audit au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre avant l'année pour laquelle elle demande son enregistrement (année d'enregistrement).

En cas de retard il sera appliqué d'office une augmentation du droit d'enregistrement de CHF 500 par jour. Cette augmentation ne sera pas cumulée avec celle prévue à l'article 2.16.012 dans la mesure où elle porte sur la même période. La formation en question ne pourra prétendre au statut d'équipe continentale professionnelle. En plus l'audit sera reporté jusqu'au moment où le dossier sera en ordre.

Les documents requis pour l'audit comprendront également tous les contrats signés avec les coureurs. Le nombre de ces contrats, approuvés par le commissaire aux comptes, doit s'élever à 10 au moins au 1<sup>er</sup> octobre et à 15 au 20 octobre. L'ensemble des contrats, d'un minimum de 16, doivent être soumis au commissaire aux comptes et approuvés par celui-ci le 1<sup>er</sup> décembre au plus tard.

Dans un premier temps, l'équipe continentale professionnelle UCI ou la formation candidate à ce statut peut envoyer les contrats avec les coureurs portant une signature scannée. Dans ce cas toutefois, l'original doit être reçu par le commissaire aux

comptes au plus tard 30 jours après réception des contrats portant la signature scannée.

Le budget et la garantie bancaire à remettre le 1er octobre doivent tenir compte de la totalité des coureurs que l'équipe continentale professionnelle compte engager.

Tout frais résultant de travaux supplémentaires, **y compris les contrôles inopinés**, réalisés par le commissaire aux comptes sur l'équipe continentale professionnelle ou une formation candidate à ce statut avant ou après son enregistrement **pourront lui être facturés** sous forme de surcoûts d'audit.

*(texte modifié aux 1.07.10; 1.04.11; 15.08.14 ; 1.07.15).*

**2.16.014 bis** Après le délai du 1er octobre, le commissaire aux comptes fera parvenir à l'UCI un avis quant au dossier d'enregistrement déposé par la formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle. Cet avis mentionnera notamment si le dossier contient les documents essentiels suivants : les contrats de sponsoring dûment signés avec les partenaires principaux, la garantie bancaire, et pour les nouvelles équipes uniquement, le descriptif de la structure de l'équipe ainsi qu'une copie de l'acte constitutif du responsable financier. L'avis ne constitue pas une validation de la conformité desdits documents aux exigences règlementaires ou légales applicables.

La formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle recevra une copie de cet avis.

Suite à cet avis, l'UCI publiera sur son site internet quelles formations sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle ont déposé un dossier d'enregistrement contenant la totalité des documents essentiels énumérés ci-dessus.

*Commentaire : le défaut de dépôt de l'ensemble des documents essentiels donne aux coureurs le droit de résiliation prévu à l'article 8.1.e du contrat-type visé à l'article 2.16.052.*

Les pénalités de retard prévues aux articles 2.16.012 et 2.16.014 restent applicables.

*(texte modifié aux 1.07.09; 1.07.10; 1.09.13).*

**2.16.015** Pour chaque coureur et pour chaque autre personne contractés par l'équipe continentale professionnelle après son enregistrement, le commissaire aux comptes doit émettre un avis supplémentaire. Un avis supplémentaire est également requis si le montant des avantages contractuels augmente sans engagements supplémentaires.

Le cas échéant une garantie bancaire supplémentaire doit être constituée.

**2.16.016** Le 1er novembre, l'administration de l'UCI établit son évaluation des équipes continentales professionnelles ou formations sollicitant ce statut :

- Les dossiers d'enregistrement de toutes les équipes satisfaisant au critère sportif tel que défini aux articles 2.15.011a et 2.15.011b seront transmis à la commission des licences afin de débiter une procédure d'attribution de licence UCI WorldTour suivant les articles 2.15.009 ss. ;
- Les équipes dont le dossier d'enregistrement est trouvé en ordre par l'administration de l'UCI au plus tard le 1er novembre avant l'année d'enregistrement et qui ne satisfont pas au critère sportif tel que défini aux articles 2.15.011a et 2.15.011b seront enregistrées directement comme

équipes continentales professionnelles pour l'année d'enregistrement prochaine ;

- Si l'administration de l'UCI estime ne pas pouvoir accorder l'enregistrement, elle en avise la formation candidate. Sauf si cette formation renonce à sa demande d'enregistrement comme équipe continentale professionnelle, l'administration de l'UCI saisit la commission des licences.

*(texte modifié aux 1.06.06; 26.06.07; 1.07.10; 1.06.14).*

- 2.16.016** De par son enregistrement, l'équipe continentale professionnelle s'engage à participer  
**a** au programme du passeport biologique.

*(article introduit au 1.07.10).*

- 2.16.017** Si la commission des licences est saisie d'un dossier jugé insuffisant suivant l'article 2.16.016, il est procédé comme suit :

1. La commission des licences convoque l'équipe candidate au statut d'équipe continentale professionnelle à une audience dans un délai de 10 jours minimum, sauf accord de l'équipe ;
2. L'équipe doit déposer tout mémoire à l'appui de sa demande d'enregistrement auprès de la commission en trois exemplaires et auprès de l'UCI en un exemplaire, au plus tard 5 jours avant la date de l'audience. Le mémoire déposé en dehors de ce délai sera écarté d'office ;
3. Au plus tard 5 jours avant la date de l'audience, l'équipe fera connaître à la commission des licences et à l'UCI l'identité des personnes qui la représenteront ou assisteront à l'audience. La commission des licences peut refuser d'entendre les personnes non annoncées dans le délai ;
4. L'UCI peut intervenir à l'audience. Le commissaire aux comptes agréé par l'UCI peut être entendu à la demande de l'équipe, de l'UCI ou de la commission des licences ;
5. La commission des licences appliquera les critères d'évaluation visés aux articles 2.16.013 ss.

La décision de la commission des licences est finale et sans recours.

*(article introduit au 1.07.10).*

- 2.16.018** L'équipe continentale professionnelle doit informer l'UCI dans la semaine quand une des personnes ou entités visées aux points 3 et 4 de l'article 2.16.012.2 quitte l'équipe continentale professionnelle pour quelque motif que ce soit.

De même toute modification des données reprises dans les listes visées à l'article 2.16.012.2, doit être portée dans la semaine à la connaissance de l'UCI pour approbation.

Le cas échéant cette approbation ne pourra être donnée qu'après réception de l'avis complémentaire du commissaire aux comptes agréé par l'UCI et d'une garantie bancaire supplémentaire.

- 2.16.019** Les équipes continentales professionnelles qui ne sont pas enregistrées par l'UCI ne peuvent participer comme telles aux épreuves cyclistes.

Seuls les coureurs figurant sur la liste approuvée par l'UCI peuvent participer aux épreuves cyclistes comme membre de leur équipe continentale professionnelle.

A l'exception de ce qui est prévu à l'article 2.16.014bis, l'UCI ne fait pas de communication d'office au sujet de l'état d'avancement de la procédure d'enregistrement. Il appartient aux parties intéressées (coureurs, organisateurs...) de se renseigner auprès de l'UCI.

*(texte modifié au 1.07.10).*

**2.16.020** Chaque licencié et chaque équipe continentale professionnelle doivent remettre à l'UCI, à sa première demande, tout document ou renseignement qui lui semble utile pour vérifier le respect des règlements et des droits et intérêts des membres de l'équipe continentale professionnelle. En cas de refus et sans préjudice d'autres conséquences, le licencié sera sanctionné d'une amende de CHF 1'000 à 5'000 et l'équipe continentale professionnelle d'une amende de CHF 10'000. En plus le contrevenant pourra être suspendu suivant l'article 12.1.005.

**2.16.021** Du fait de leur enregistrement annuel, les équipes continentales professionnelles et notamment le responsable financier et les sponsors s'engagent à respecter les statuts et règlements de l'UCI et des fédérations nationales et à participer aux manifestations cyclistes d'une manière sportive et loyale.

L'enregistrement d'une équipe continentale professionnelle ne couvre pas les manquements du dossier d'enregistrement ni les infractions de l'équipe ou de ses membres. Les contrôles et audits effectués par l'UCI sont forcément limités et n'engagent pas sa responsabilité.

**2.16.022** L'enregistrement de l'équipe continentale professionnelle auprès de l'UCI donne lieu à un droit d'enregistrement à la charge de l'équipe continentale professionnelle. Le montant est fixé annuellement par le comité directeur.

#### **Enregistrement de manière anticipée**

**2.16.022 bis** Toute nouvelle formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle peut requérir son enregistrement de manière anticipée pour la saison suivante avant l'ouverture de la procédure d'enregistrement.

L'enregistrement de manière anticipée sera accordé par l'administration de l'UCI sur la base des documents essentiels mentionnés à l'art. 2.16.014bis et du budget mentionné à l'art. 2.16.014, déposés auprès du commissaire aux comptes par la nouvelle formation sollicitant le statut d'équipe continentale professionnelle.

Toute nouvelle formation ayant obtenu un enregistrement de manière anticipée demeure soumise aux exigences et aux délais d'évaluation prévus par les articles 2.16.013 et 2.16.014. Un dossier jugé insuffisant sera transmis à la commission des licences qui statuera sur l'annulation de l'enregistrement conformément à la procédure de l'art. 2.16.017.

*(article introduit au 1.06.14).*

#### **Garantie bancaire**

**2.16.023** Chaque équipe continentale professionnelle est tenue de constituer en faveur de l'UCI une garantie bancaire à première demande (garantie abstraite) suivant le modèle de l'article 2.16.054. La garantie doit être établie en français, anglais, italien ou espagnol par un établissement bancaire figurant sur une liste établie par l'administration de l'UCI.

Cette garantie bancaire est destinée :

1. au règlement, suivant les modalités précisées ci-après, des dettes afférant à l'année d'enregistrement, contractées par le responsable financier et les sponsors vis-à-vis des autres membres de l'équipe continentale professionnelle ou de la formation candidate à ce statut porteurs d'une licence (coureurs, entraîneurs, mécaniciens, ...) en contrepartie de leurs prestations pour le fonctionnement de l'équipe continentale professionnelle ;
2. au règlement des droits, frais, indemnités, amendes et sanctions ou condamnations imposés par ou en vertu des règlements de l'UCI ou liés à leur application.

*(texte modifié aux 10.10.05; 1.07.10).*

**2.16.023** Pour l'application des dispositions concernant la garantie bancaire :

**a**

1. sont considérées comme des dettes contractées en contrepartie des prestations du licencié pour le fonctionnement de l'équipe :
  - au moment de l'appel à la garantie bancaire: les sommes contractuelles non encore payées ;
  - en cas de rupture du contrat: les sommes contractuelles correspondant aux prestations prévues pour au maximum la durée restante du contrat. Ces dernières sommes constituent une dette contractée au moment de la rupture du contrat ;
  - les intérêts de retard sur les sommes visées ci-dessus avec un maximum de 5%.

Ne sont pas considérées comme dettes contractées en contrepartie des prestations du coureur pour le fonctionnement de l'équipe, notamment :

- d'autres avantages en cas de rupture de contrat, prix de courses, frais et dépens de procédure.
2. sont considérées comme des dettes contractées par le responsable financier et les sponsors et sont couvertes par la garantie bancaire, les dettes contractées par toute autre partie en contrepartie des prestations du coureur ou d'un autre membre contracté au profit de l'équipe continentale professionnelle, notamment dans le cadre des contrats visés aux articles 2.16.037 2<sup>ème</sup> alinéa et 2.16.040 3<sup>ème</sup> alinéa ;
  3. sont considérées comme membres de l'équipe continentale professionnelle les sociétés par lesquelles des licenciés concernés, autres que les coureurs, exercent leur activité pour le fonctionnement de l'équipe continentale professionnelle ;
  4. les définitions ci-dessus ne préjugent pas de la question de savoir si, dans un cas déterminé, une demande est fondée ou pas.

*(article introduit au 1.07.10).*

**2.16.024** Le montant de la garantie représentera un quart de tous les montants bruts à payer par l'équipe continentale professionnelle aux coureurs et aux personnes contractées pour le fonctionnement de l'équipe pendant l'année d'enregistrement plus le montant de CHF 15'000.

Si le montant de la garantie visée à l'article 2.16.012, point 1, est inférieur au montant visé au premier alinéa du présent article, une garantie complémentaire devra être constituée et remise à l'UCI avant l'enregistrement de l'équipe continentale professionnelle.

En aucun cas le montant de la garantie bancaire ne peut être inférieur à CHF 300'000.

Si le montant des avantages contractuels augmente après la constitution de la garantie, le montant de la garantie bancaire doit être augmenté proportionnellement. Les équipes continentales professionnelles doivent informer immédiatement l'UCI de cette augmentation et en préciser le montant et le motif. Elles doivent également transmettre sans délai au commissaire aux comptes les pièces relatives à l'augmentation, dont, notamment, la garantie bancaire complémentaire. Le commissaire aux comptes émettra un avis complémentaire à l'UCI.

La garantie doit être établie et payable en CHF, EUR ou USD. Le taux de change à appliquer lors de l'établissement de la garantie est celui au 1er septembre précédant l'année d'enregistrement.

*(texte modifié aux 1.07.09; 1.07.10).*

- 2.16.025** Si la garantie bancaire s'avère être insuffisante l'équipe continentale professionnelle est redevable d'une amende de CHF 5'000 à 50'000. En plus l'équipe continentale professionnelle sera suspendue de plein droit si elle ne constitue pas la garantie supplémentaire dans le mois de la date de la décision imposant l'amende et si longtemps qu'elle reste en défaut de le faire.

L'UCI ne peut être tenue responsable de l'insuffisance de la garantie bancaire.

*(texte modifié au 1.07.10).*

- 2.16.026** Pour la première année d'enregistrement, la garantie doit être valable du premier janvier de la première année d'enregistrement jusqu'au 31 mars de l'année suivante. A compter de la seconde année d'enregistrement, et pour les années suivantes, la garantie bancaire peut stipuler qu'elle ne sera exigible qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril de l'année d'enregistrement au plus tard, y-compris pour les dettes échues pendant les mois de janvier, février et mars.

Dans tous les cas, la garantie bancaire doit être valable jusqu'au 31 mars après l'année d'enregistrement couverte par la garantie.

*(texte modifié au 5.02.15).*

**2.16.027**

1. L'UCI fera appel à la garantie bancaire en faveur du créancier visé au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2.16.023 sauf dans la mesure où la créance est manifestement non fondée. L'équipe continentale professionnelle est informée de la demande du créancier et de l'appel à la garantie. Pour tout appel à la garantie, l'UCI saisira, en sus du montant réclamé par le créancier, une somme de CHF 500 à titre de frais. Cette somme est prélevée pour chaque créancier faisant appel à la garantie bancaire, ceci jusqu'à un maximum de CHF 15'000 par garantie bancaire. En cas de paiement par l'UCI d'une somme saisie d'une garantie bancaire, tous les frais bancaires sont exclusivement à la charge du bénéficiaire. Le paiement effectif au créancier n'aura pas lieu avant qu'un mois ne soit écoulé à partir de la mise en œuvre de la garantie. Si entre-temps l'équipe continentale professionnelle se serait opposée au versement des fonds dans les mains du créancier, l'UCI versera le montant en question sur un compte spécial et en disposera suivant l'accord entre parties ou suivant une décision judiciaire ou arbitrale exécutoire.



2. Si le créancier n'a pas introduit sa demande contre le responsable financier devant l'instance désignée par son contrat ou l'instance qu'il estime être compétente sur une autre base, dans les trois mois de la date de son appel à la garantie, le responsable financier peut demander à l'UCI que les fonds bloqués soient libérés en sa faveur.

Les fonds seront libérés si le créancier n'introduit pas sa demande dans le mois après l'envoi, par l'UCI, d'une mise en demeure et n'a pas fait parvenir à l'UCI la preuve de l'introduction de sa demande dans la quinzaine qui suit. Si l'instance devant laquelle la créance a été introduite se déclare incompétente, le créancier doit réintroduire sa demande dans le délai d'un mois après avoir pris connaissance de la décision. A défaut le responsable financier peut demander à l'UCI que les fonds bloqués soient libérés en sa faveur. Les fonds seront libérés si le créancier ne réintroduit pas sa demande dans le mois après l'envoi, par l'UCI, d'une mise en demeure et n'a pas fait parvenir à l'UCI la preuve de l'introduction de sa demande dans la quinzaine qui suit.

*(texte modifié aux 1.07.09; 1.07.10).*

**2.16.028** Si la créance introduite dépasse le montant correspondant à trois mois d'avantages contractuels, seule une provision équivalente à trois mois d'avantages contractuels pourra être payée dans un premier temps, pour autant que les conditions de paiement soient remplies. Le solde reconnu de la créance pourra être payé de la garantie globale dans la mesure où celle-ci ne serait pas épuisée à la fin de sa durée de validité. En cas de pluralité des créanciers, le solde disponible de la garantie sera réparti proportionnellement entre eux.

**2.16.029** L'UCI pourra faire appel à la garantie bancaire en cas de non-paiement des droits, frais, indemnités, amendes, sanctions ou condamnations imposées par ou en vertu des règlements de l'UCI ou liés à leur application pour autant que la garantie n'est pas épuisée à la fin de sa durée de validité, le cas échéant après application de l'article 2.16.028.

**2.16.030** L'UCI peut mettre en demeure une équipe continentale professionnelle dont la garantie est mise en œuvre. L'équipe continentale professionnelle dont la garantie est mise en œuvre est automatiquement suspendue si la garantie n'est pas entièrement reconstituée dans le délai d'un mois après la mise en demeure.

*(texte modifié au 1.10.09).*

**2.16.031** Le créancier doit introduire sa demande d'appel à la garantie auprès de l'UCI au plus tard le 1<sup>er</sup> mars avant la date d'expiration. Il doit joindre à sa demande les pièces justificatives.

A défaut l'UCI n'est pas obligée de faire appel à la garantie.

Le créancier ne peut bénéficier de la garantie pour le contrat dont il n'a pas remis une copie de son exemplaire au commissaire aux comptes agréé par l'UCI au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'enregistrement ou dans le mois de la signature pour les contrats signés après le 1<sup>er</sup> décembre avant l'année d'enregistrement.

Toutefois la garantie s'appliquera :

1. aux contrats remis au commissaire aux comptes par autrui ;
2. ensuite, dans la mesure où la garantie n'est pas épuisée à son expiration.

**Equipes et coureurs**

**2.16.032** Le nombre des coureurs de chaque équipe continentale professionnelle ne pourra être inférieur à seize (16).

Le nombre maximum de coureurs par équipe continentale professionnelle pouvant être enregistrés à l'UCI est limité suivant le nombre de néo-professionnels engagés (au sens de l'article 7 de l'accord paritaire conclu entre le CPA (Cyclistes Professionnels Associés) et l'AIGCP (Association Internationale des Groupes Cyclistes Professionnels)), de la manière suivante :

Nombre minimum de néo-professionnels engagés par équipe continentale professionnelle	Nombre maximum de coureurs enregistrés à l'UCI
0	28
1	29
2 ou plus	30

Si le nombre de coureurs s'avère être inférieur au minimum prévu, l'UCI mettra l'équipe continentale professionnelle en demeure et lui fixera un délai de 30 jours afin de régulariser la situation. A défaut, l'équipe continentale professionnelle est redevable d'une amende de CHF 5'000 à 50'000. Pour déterminer l'amende, l'UCI tiendra notamment compte de la réduction de la charge salariale dont l'équipe bénéficie pendant la période qu'elle est en sous-effectif.

Le paiement de l'amende ne libère pas l'équipe continentale professionnelle de l'obligation d'engager à nouveau le nombre minimum de coureurs. En cas de défaut persistant, l'équipe continentale professionnelle sera suspendue.

L'équipe continentale professionnelle n'est pas obligée de remplacer un coureur qu'elle a licencié pour une violation du règlement antidopage avérée. A cet égard, un résultat positif d'un échantillon A et B est considéré comme une violation du règlement antidopage avérée.

*(texte modifié aux 25.06.07; 1.01.10; 1.10.11; 1.10.12; 1.09.13).*

**2.16.033** Dans la période entre le 1er août et la fin de l'année, chaque équipe continentale professionnelle peut accueillir dans son équipe trois coureurs élite ou moins de 23 ans aux conditions suivantes :

1. s'il s'agit d'un coureur élite, celui-ci ne peut pas avoir déjà appartenu à une équipe continentale professionnelle ou un UCI **WorldTeam** ;
2. l'équipe continentale professionnelle doit communiquer l'identité des coureurs à l'UCI avant le 1er août ;
3. l'équipe continentale professionnelle doit obtenir l'autorisation de la fédération nationale du coureur et, le cas échéant, de la fédération nationale de l'équipe continentale dans laquelle le coureur est enregistré ;
4. ces coureurs ne peuvent s'engager qu'avec une seule équipe continentale professionnelle durant cette période ;
5. ces coureurs ne peuvent participer à une épreuve de l'UCI WorldTour ;
6. Les coureurs en question peuvent continuer à participer à des épreuves dans leur équipe de club ou, le cas échéant, dans leur équipe continentale UCI.

Pour le reste la relation entre ces coureurs et l'équipe continentale professionnelle est réglée de gré à gré entre les parties.

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.03; 1.01.04; 1.01.05; 1.01.06; 1.01.09 ; 1.01.15).*

**2.16.034** Si son équipe continentale professionnelle est engagée dans une épreuve, le coureur ne peut y participer en dehors de son équipe, sous peine de mise hors compétition et d'une amende de CHF 300 à 2'000.

**2.16.035** Un coureur ne peut s'engager vis-à-vis d'un organisateur, quel qu'il soit, à participer à une épreuve qu'à la condition d'avoir obtenu l'accord préalable de son responsable financier ou de son délégué. Cet accord est considéré comme acquis si, dûment sollicité, ce dernier n'a pas répondu dans un délai de dix jours.

En cas d'infraction, le coureur sera mis hors compétition et frappé d'une amende de CHF 300 à 2'000.

**2.16.036** Les droits et obligations du coureur et du responsable financier sont repris dans un contrat de travail écrit, qui doit contenir au minimum les stipulations du contrat-type à l'article 2.16.052.

Les droits et obligations des parties sont également régis par l'accord paritaire conclu entre le CPA (Cyclistes Professionnels Associés) et l'AIGCP (Association Internationale des Groupes Cyclistes Professionnels) et approuvé par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

Les stipulations du contrat-type et de l'accord paritaire seront appliquées de plein droit. Toute clause convenue entre le coureur et le responsable financier qui nuit aux droits du coureur prévus dans le contrat-type ou dans l'accord paritaire est nulle.

*(texte modifié au 1.07.10).*

**Contrat-Type entre un coureur indépendant et une équipe continentale professionnelle**

**2.16.036 bis** Le coureur peut contracter avec l'équipe continentale professionnelle comme travailleur indépendant et être enregistré comme membre de cette équipe, aux conditions suivantes :

1. le statut d'indépendant est conforme à la législation applicable. Le responsable financier de l'équipe est, à l'exclusion de l'UCI et du commissaire aux comptes, responsable de la vérification de cette conformité et des conséquences de toute non-conformité, sous préjudice de la responsabilité des sponsors ;
2. la rémunération du coureur doit être de 164% au moins du montant prévu à l'article 10 de l'accord paritaire ;
3. Pour le reste, le contrat doit être conforme aux articles 5 à 20 de l'accord paritaire, sauf les dispositions suivantes :
  - Art. 5 : la conformité au contrat-type est jugée en tenant compte du présent article ;
  - Art. 11, al.2 : la fréquence des paiements est convenue entre parties ;
  - Art. 15 : ce point est convenue entre parties ;
  - Art. 16, al. 1 : ce point est convenue entre parties ;
  - Art. 17, al.1 : ce point est convenue entre parties.
4. Si le régime de sécurité sociale légal applicable ne prévoit pas obligatoirement les assurances visées à l'article 22.3 de l'accord paritaire, le coureur doit contracter de telles assurances ;
5. Le coureur doit avoir contracté les assurances visées à l'article 23 de l'accord paritaire ;
6. Le contrat avec le coureur doit prévoir qu'il doit apporter la preuve des couvertures sociales ou d'assurance ci-dessus, à défaut de quoi il ne pourra

être enregistré comme membre de l'équipe continentale professionnelle. Ces preuves doivent être remises à l'équipe continentale professionnelle qui les fera suivre au commissaire aux comptes avec le dossier d'audit ;

7. La première page du contrat doit être intitulée, de manière frappante, « contrat de coureur au STATUT INDEPENDANT » et résumer les obligations principales des parties en matière de rémunération, fiscalité et sécurité sociale, suivant le modèle en article 2.16.053bis. Le responsable financier est responsable de l'exactitude de ces données.

*(article introduit au 1.06.06; modifié au 1.07.12).*

- 2.16.037** Le contrat de travail entre le coureur et l'équipe continentale professionnelle doit régir l'ensemble des prestations du coureur au profit de l'équipe, du responsable financier et des sponsors, ainsi que la totalité des compensations y afférentes. Toute compensation et ses modalités de paiement doivent être stipulées par écrit.

En plus du contrat de travail, seul un contrat d'image peut être conclu aux conditions suivantes :

- la personne du coureur doit représenter une valeur commerciale nettement distincte de sa valeur sportive comme membre de l'équipe ;
- la compensation accordée pour les droits d'image doit constituer la contrepartie de droits ou prestations distinctes de l'activité de coureur professionnel; ces droits et prestations seront stipulés de manière précise ;
- la rémunération de l'activité de coureur professionnel doit correspondre à la valeur sportive du coureur et doit dépasser en tout cas le double du salaire minimum ;
- la compensation stipulée au contrat d'image ne peut dépasser 30% de la totalité des compensations accordées au coureur.

*(texte modifié au 20.10.05).*

- 2.16.038** L'appartenance d'un coureur à une équipe continentale professionnelle relève obligatoirement de l'établissement d'un contrat pour une durée déterminée se terminant le 31 décembre, suivant les modalités fixées par l'accord paritaire.

- 2.16.039** L'équipe continentale professionnelle doit annexer à chaque contrat sur le formulaire établi par l'administration de l'UCI une liste des prestations d'assurance, légales ou contractuelles, dont le coureur bénéficiera et celles dont il ne bénéficiera pas.

*(texte modifié au 20.10.05).*

#### **Assurance**

- 2.16.039 bis** L'équipe continentale professionnelle doit contracter une assurance en responsabilité civile pour tout dommage que les coureurs ou autres membres de l'équipe pourront causer dans le cadre de leur activité professionnelle, en tenant compte des assurances précédemment conclues par la personne en question et/ou par sa fédération nationale.

*(article introduit au 1.04.11).*

#### **2.16.040**

1. Tout contrat entre une équipe continentale professionnelle et un coureur ou une autre personne contractée pour le fonctionnement de l'équipe, doit être dactylographié et établi en trois originaux au minimum dont un doit être remis au coureur ou à l'autre personne concernée. Un original sera remis au commissaire aux comptes agréé par l'UCI ;

2. Les parties doivent signer chaque page du contrat. Les clauses du contrat figurant sur une page qui n'est pas signée par le coureur ou l'autre personne contractée, ne peuvent être invoquées contre lui; le coureur ou l'autre personne contractée peuvent s'en prévaloir. Le nom de la personne qui signe le contrat pour l'équipe doit figurer sur la dernière page du contrat à côté de la signature ;
3. Sans préjudice de l'article 2.16.037, les parties doivent déclarer, sur tout contrat remis au commissaire aux comptes, tout autre contrat conclu au sujet des prestations du coureur ou de toute autre personne contractée, au profit de l'équipe continentale professionnelle, quelle que soit la nature des prestations et quelles que soient les parties à ces autres contrats.

Sont visés, par exemple :

- A. les contrats d'image, de publicité ou de sponsoring ;
- B. les contrats signés, directement ou par intermédiaire, avec un partenaire principal de l'équipe continentale professionnelle ou avec une personne, société ou autre entité liée avec le responsable financier ou un partenaire principal ;
- C. les contrats signés avec le conjoint, un proche, un agent, un mandataire ou autre intermédiaire du coureur ou autre personne visée ci-dessus ou avec une société dans laquelle il participe, occupe une fonction ou a un intérêt quelconque.

La déclaration doit être faite suivant le modèle et contenir les éléments fixés au bas du contrat-type à l'article 2.16.052 pour les coureurs et à l'article 2.16.053 pour les autres personnes en question.

Tous les contrats doivent être incorporés dans le budget et dans la base de calcul de la garantie bancaire.

*(texte modifié au 1.06.06).*

- 2.16.041** A l'expiration de la durée prévue au contrat, le coureur est libre de quitter l'équipe continentale professionnelle et rejoindre une autre équipe.

Tout système d'indemnité de transfert est défendu.

#### **Transfert**

- 2.16.041** Il existe une période de transfert qui s'applique à tout changement d'équipe, soit entre deux équipes continentales professionnelles UCI, soit entre une équipe continentale professionnelle UCI et un UCI **WorldTeam**.
- a** Pour tout changement d'équipe pendant la saison, la période de transfert s'étend du 1er au 15 août.
- Pour tout changement d'équipe entre deux saisons, la période de transfert s'étend du 1er août au 31 décembre.

*(article introduit au 1.07.10; texte modifié au 1.07.11 ; 1.01.15).*

- 2.16.041** Une équipe continentale professionnelle ou une formation sollicitant ce statut peut engager des coureurs uniquement pendant la période de transfert. Aux termes du présent article, «engager» signifie la conclusion d'un contrat pour engager le coureur dans l'équipe continentale professionnelle ou la formation candidate à ce statut.
- b**

*(article introduit au 1.07.10; texte modifié au 1.04.11).*

**2.16.042** Une équipe continentale professionnelle ou un responsable financier qui désire engager un coureur se trouvant lié contractuellement avec le responsable financier d'une autre formation (UCI **WorldTeam** ou équipe continentale professionnelle) doit faire savoir à l'UCI, préalablement à tout contact avec le coureur en question, à partir de quelle date il souhaite engager le coureur. De même, il doit obtenir de l'UCI la communication écrite de la date d'expiration du contrat du coureur ainsi que des options éventuelles pour la prorogation de ce contrat.

*(texte modifié au 1.07.11 ; 1.01.15).*

**2.16.043** Si l'équipe continentale professionnelle ou son responsable financier désire engager le coureur en question de telle sorte que le coureur commencerait à courir pour l'équipe continentale professionnelle avant l'expiration de la durée prévue du contrat avec son responsable financier actuel, elle/il doit préalablement informer l'UCI de cette intention. Avant d'entreprendre toute autre démarche et notamment avant de contacter le coureur, l'équipe continentale professionnelle ou le responsable financier doit faire connaître son intention au responsable financier actuel du coureur.

Le transfert du coureur nécessite qu'un accord écrit et global se forme entre les trois parties concernées : le coureur, son responsable financier actuel et le nouveau responsable financier et moyennant l'autorisation préalable de l'UCI.

En tout état de cause, un tel transfert ne peut avoir lieu que pendant les périodes de transfert.

En cas d'indication qu'une ou plusieurs des conditions stipulées dans ce paragraphe n'ont pas été respectées, l'administration de l'UCI procédera à un enregistrement provisoire du coureur auprès de la nouvelle équipe. Parallèlement, l'affaire sera portée devant la commission disciplinaire.

En aucun cas l'enregistrement provisoire ne pourra avoir lieu si le coureur est encore enregistré auprès d'un autre UCI **WorldTeam** ou d'une autre équipe continentale professionnelle et que son contrat n'a pas été rompu.

Une équipe continentale professionnelle ou son responsable financier qui approche ou engage, même conditionnellement, un coureur d'un UCI **WorldTeam** ou d'une autre équipe continentale professionnelle sans l'accord préalable du responsable financier actuel, sera redevable d'une amende de CHF 30'000 à 300'000. Les licenciés individuels impliqués dans ces démarches seront redevables d'une amende de CHF 3'000 à 30'000.

Si ces démarches interviennent en dehors de la période de transfert applicable, les amendes seront triplées.

De surcroît, l'équipe continentale professionnelle en question devra payer au responsable financier actuel du coureur une indemnité correspondant au montant de la rémunération pour la durée non respectée du contrat avec ce responsable financier, avec un minimum de six mois.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.07.10; 1.07.11 ; 1.01.15).*

**2.16.043**  
**a** Au cours de la saison, aucun coureur déjà enregistré dans une équipe continentale professionnelle UCI pour cette saison ne peut rejoindre une autre équipe continentale professionnelle UCI ou un UCI **WorldTeam** en dehors des périodes de transferts.

*(article introduit au 1.07.10; texte modifié aux 1.07.11; 1.10.13 ; 1.01.15).*

**2.16.044** En aucun cas un coureur ne peut, avant l'expiration de la durée prévue au contrat avec son responsable financier actuel même si ce contrat prend fin avant terme, passer à une autre équipe sans l'autorisation préalable de l'UCI.

Dans le cas de fusion d'équipes continentales professionnelles ou d'une équipe continentale professionnelle avec une équipe continentale, cette disposition s'appliquera aux coureurs de l'entité fusionnée qui auront changé de responsable financier.

En cas d'infraction, le coureur est sanctionné d'une amende de CHF 300 à 80'000.

Si cette infraction intervient en dehors de la période de transfert applicable, le coureur sera de surcroît suspendu d'un mois minimum à quatre mois maximum.

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.07.11).*

**2.16.045** Pour l'application des règlements de l'UCI, tout passage à une autre équipe continentale professionnelle ou à une équipe continentale sera réputé constituer une nouvelle relation contractuelle, pour laquelle un nouveau contrat devra être conclu conformément aux articles 2.16.036 à 2.16.038, même si, suivant la législation applicable, le transfert se réalise par une cession de contrat, la continuation de contrat par d'autres parties, la mise à disposition du coureur ou une autre technique similaire.

**2.16.046** Il est interdit aux coureurs et équipes continentales professionnelles de rendre publics leurs pourparlers au sujet d'un transfert en dehors de la période de transfert. Sur plainte d'une équipe lésée ou d'un tiers au bénéfice d'un intérêt légitime, le coureur est sanctionné d'une amende de CHF 2'000 et l'équipe continentale professionnelle d'une amende de CHF 5'000.

*(texte modifié aux 1.10.09; 1.07.10 ; 1.01.15).*

#### **Dissolution de l'équipe continentale professionnelle**

**2.16.047** Une équipe continentale professionnelle doit annoncer sa dissolution ou la fin de son activité ou encore son incapacité de respecter ses obligations, aussitôt que possible aux coureurs, à ses autres membres et à l'UCI.  
Dès cette annonce les coureurs sont de plein droit libres de contracter avec un tiers pour la saison suivante ou pour la période à partir du moment annoncé pour la dissolution, la fin des activités ou l'incapacité.

*(texte modifié au 20.10.05).*

**2.16.048** Un coureur qui est lié à une équipe continentale professionnelle peut, aux conditions fixées ci-après, conclure un contrat avec une autre équipe (UCI **WorldTeam**, équipe continentale professionnelle ou équipe continentale) pour entrer au service de cette autre équipe dans le cas où son contrat avec son équipe continentale professionnelle actuelle prend fin avant son terme pour des motifs reconnus qui tiennent à la situation financière de cette équipe continentale professionnelle.

1. le coureur doit informer l'UCI de la situation de son équipe continentale professionnelle actuelle, de sa situation particulière et de son intention de chercher une autre équipe, avant de signer un contrat avec cette équipe. L'UCI peut demander des renseignements à toute partie concernée

2. le contrat entre le coureur et l'autre équipe doit contenir la clause suivante :  
«Les parties confirment que le contrat qui lie le coureur à son équipe continentale professionnelle actuelle expire le... seulement. Le responsable financier reconnaît et accepte que ce contrat sera respecté. Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive que le contrat entre le coureur et son équipe continentale professionnelle actuelle prenne fin avant son terme pour un motif reconnu préalablement par l'UCI» ;
3. le contrat avec la nouvelle équipe est déposé auprès de l'UCI. Si plusieurs contrats sont déposés par le même coureur, seul le premier contrat déposé sera reconnu, sauf accord contraire des parties à ce contrat ;
4. avant de mettre fin à son contrat avec son équipe continentale professionnelle actuelle, le coureur doit faire reconnaître le motif de la rupture par l'UCI. La reconnaissance du motif vaut autorisation au coureur pour passer à l'autre équipe dès la résiliation du contrat avec l'équipe continentale professionnelle actuelle ;
5. le passage à l'autre équipe se fait au risque du coureur et de l'autre équipe. La reconnaissance du motif par l'UCI ainsi que le refus d'accorder la reconnaissance ne peuvent donner lieu à aucune réclamation contre l'UCI ;
6. si le coureur passe à l'autre équipe en méconnaissance d'une des conditions ci-dessus, les sanctions prévues aux articles 2.16.050 et 2.16.051 trouvent application.

*(texte modifié aux 20.10.05 ; 1.01.15).*

#### **Sanctions**

- 2.16.049** Si une équipe continentale professionnelle, dans son ensemble, ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions prévues par le présent chapitre, l'administration de l'UCI transmettra le dossier à la commission des licences qui débutera une procédure de révocation de l'enregistrement, suivant la procédure prévue aux articles 2.15.040 ss.

*(texte modifié au 1.07.10).*

- 2.16.050** Chaque fois qu'une équipe continentale professionnelle engage dans une course ou aligne un coureur alors qu'il n'est pas satisfait à toutes les conditions prévues par le présent chapitre, soit du chef de l'équipe continentale professionnelle, soit du chef du coureur, l'équipe continentale professionnelle est redevable d'une amende de CHF 5'000 par coureur. Le départ sera refusé au coureur. En cas de participation, le coureur est disqualifié.

- 2.16.051** En cas d'infraction à l'article 2.16.044, le coureur est sanctionné d'une amende de CHF 300 à 2'000.

En cas d'infraction à l'article 2.16.040, chiffre 3, les parties sont sanctionnées d'une suspension d'un à six mois et/ou d'une amende de CHF 1'000 à 100'000.

#### **Contrat-type entre un coureur et une équipe continentale professionnelle**

- 2.16.052** Entre les soussignés,

(nom et adresse de l'employeur)

responsable financier de l'équipe continentale professionnelle (nom) et dont les partenaires principaux sont :

1. (nom et adresse) (le cas échéant, l'employeur même)
2. (nom et adresse)



dénommé ci-après «l'Employeur»

D'UNE PART

Et : (nom et adresse du coureur)

né à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
de nationalité \_\_\_\_\_  
porteur d'une licence délivrée par \_\_\_\_\_  
dénommé ci-après «le Coureur»

D'AUTRE PART

Il est rappelé que:

- l'Employeur s'occupe à former une équipe de cyclistes qui, au sein de l'équipe continentale professionnelle .... et sous la direction de M. (nom du manager ou du directeur sportif), compte participer, pendant la durée du présent contrat, aux épreuves cyclistes sur route régies par les règlements de l'Union Cycliste Internationale ;
- le Coureur souhaite rejoindre l'équipe de (nom de l'équipe continentale professionnelle) ;
- les deux parties ont connaissance et se soumettent entièrement aux statuts et aux règlements de l'UCI et de ses fédérations nationales affiliées ainsi qu'aux accords paritaires conclus entre le CPA et l'AIGCP et approuvés par le Conseil du Cyclisme Professionnel.

Ceci étant rappelé, il est convenu ce qui suit:

#### **ARTICLE 1 - Engagement**

L'Employeur engage le Coureur, qui accepte, en qualité de coureur de route.

La participation du Coureur aux épreuves relevant d'autres spécialités, sera convenue entre parties cas par cas.

L'engagement se fait sous la condition de l'enregistrement comme équipe continentale professionnelle auprès de l'UCI. Si cet enregistrement n'est pas obtenu, le Coureur peut renoncer au présent contrat sans préavis ni indemnité.

#### **ARTICLE 2 - Durée**

Le présent contrat est conclu pour une durée déterminée prenant cours le ..., et se terminant le 31 décembre ....

Avant le 30 septembre précédant la fin du contrat et si celui-ci n'a pas encore été renouvelé, chaque partie informe, par écrit, l'autre partie de ses intentions quant au renouvellement éventuel du contrat. Une copie de cet écrit sera envoyée au CPA.

#### **ARTICLE 3 - Rémunérations**

1. le Coureur a droit à un salaire brut annuel de ....

Ce salaire ne peut être inférieur au montant le plus élevé des deux montants suivants :

- A. le salaire minimum légal du pays de la nationalité de l'équipe continentale professionnelle suivant l'article 2.16.007 ;
- B. € 30 250 (€ 25 300 pour un néo-professionnel).

2. si la durée du présent contrat est inférieure à un an, le Coureur doit gagner, pour cette période, au moins la totalité du salaire annuel prévu à l'article 3.1. Il pourra être déduit le salaire qui, le cas échéant, lui était dû par son équipe continentale professionnelle ou UCI **WorldTeam** précédent pour la première période de la même année, sans que le salaire pour la durée du présent contrat puisse être inférieur au minimum prévu à l'alinéa précédent.

#### **ARTICLE 4 - Paiement de la rémunération**

1. l'Employeur paiera le salaire visé à l'article 3 en 12 mensualités égales, au plus tard le dernier jour ouvrable de chaque mois ;
2. en cas de suspension en application des règlements de l'UCI ou d'une de ses fédérations affiliées, le Coureur n'aura pas droit à la rémunération visée à l'article 3 pendant et pour la partie de la suspension dépassant un mois ;
3. à défaut de paiement à leur échéance des montants nets des rémunérations visées à l'article 3 ou de tout autre montant qui lui est dû, le Coureur a droit, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, aux intérêts et majorations stipulés à l'accord paritaire AIGCP-CPA ;
4. le salaire, ainsi que tout autre montant dû au Coureur par l'Employeur, doit être payé par virement sur le compte bancaire n° ..... du coureur auprès de la (nom de la banque) à (siège où est tenu le compte). Seule la preuve de l'exécution du virement bancaire fait preuve du paiement.

#### **ARTICLE 5 - Primes et prix**

Le Coureur a droit aux prix gagnés lors des compétitions cyclistes auxquelles le Coureur aura participé pour l'équipe continentale professionnelle, conformément aux règlements de l'UCI et de ses fédérations affiliées.

En plus, le Coureur aura droit aux primes suivantes :

néant

1...

2...

(cocher ce qui convient)

#### **ARTICLE 6 - Obligations diverses**

1. Il est défendu au Coureur de travailler, pendant la durée du présent contrat, pour une autre équipe ou de faire de la publicité pour d'autres sponsors que ceux appartenant à l'équipe continentale professionnelle (nom), sauf les cas prévus par les règlements de l'UCI et de ses fédérations affiliées ;
2. L'Employeur s'engage à permettre au Coureur d'exercer convenablement son métier en lui fournissant le matériel et l'équipement vestimentaire requis et en lui permettant de participer à un nombre suffisant d'événements cyclistes, soit en équipe, soit individuellement ;
3. Le Coureur ne peut prendre part à titre individuel à une épreuve sauf accord exprès de l'Employeur. L'Employeur est censé avoir donné son accord s'il ne répond pas dans un délai de dix jours à dater de la demande. En aucun cas, le Coureur ne peut prendre part au sein d'une autre structure ou d'une équipe mixte à une épreuve sur route si (nom de l'équipe continentale professionnelle) est déjà engagée dans cette épreuve ;
4. Les parties s'engagent à respecter le programme de protection de la santé des coureurs ;
5. L'employeur s'engage à rembourser au coureur les frais de déplacement encourus raisonnablement dans le cadre de son travail.

En cas de sélection nationale, l'Employeur est tenu de laisser participer le Coureur aux épreuves et aux programmes de préparation décidés par la fédération nationale. L'Employeur autorise la fédération nationale à donner au Coureur, uniquement sur le plan sportif, en son nom et pour son compte, toute instruction qu'elle estime nécessaire dans le cadre et pour la durée de la sélection.

Dans aucun des cas visés ci-dessus, le présent contrat n'est suspendu.

#### **ARTICLE 7 - Transferts**

A l'expiration du présent contrat, le coureur est entièrement libre de quitter l'équipe continentale professionnelle et souscrire un contrat avec un tiers, sans préjudice des dispositions réglementaires de l'UCI.

#### **ARTICLE 8 - Fin du contrat**

Sans préjudice des dispositions légales régissant le présent contrat, celui-ci pourra prendre fin avant son terme, dans les cas et selon les modalités suivantes :

1. Le Coureur pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité :
  - A. si l'Employeur est déclaré en faillite, tombe en déconfiture ou est mis en liquidation ;
  - B. si le nom de l'équipe continentale professionnelle ou de ses partenaires principaux est modifié au cours de l'année civile sans l'approbation prévue par l'article 2.16.018 du règlement du sport cycliste de l'UCI ;
  - C. si l'Employeur ou un partenaire principal se retire de l'équipe continentale professionnelle et la continuité de l'équipe continentale professionnelle n'est pas assurée ou encore si l'équipe continentale professionnelle annonce sa dissolution, la fin de ses activités ou son incapacité de respecter ses obligations; si l'annonce est faite pour une date déterminée, le Coureur doit exécuter son contrat jusqu'à cette date ;
  - D. en cas de faute grave de l'Employeur. Est notamment considéré comme faute grave, le fait de ne pas autoriser le Coureur, nonobstant sa demande réitérée, de participer aux compétitions pendant une période continue supérieure à 6 semaines ou pendant quatre périodes discontinues de 7 jours chacune, au cours desquelles s'est déroulée au moins 1 course d'une journée figurant au calendrier international.  
Le cas échéant, l'Employeur devra prouver que le Coureur n'était pas en état de participer à une course ;
  - E. si au 1er octobre de l'année précédant une année d'enregistrement couverte par le présent contrat, l'équipe continentale professionnelle n'a pas déposé de dossier d'enregistrement contenant les documents essentiels mentionnés à l'article 2.16.014bis, ce droit de résiliation s'éteint avec l'enregistrement de l'équipe en première ou deuxième division.
2. L'Employeur pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité, en cas de faute grave du Coureur et de suspension en vertu des règlements UCI pour la durée restant à courir du présent contrat.  
Est notamment considéré comme faute grave, le refus de participer à des épreuves cyclistes, nonobstant la mise en demeure réitérée de l'Employeur.  
Le cas échéant le Coureur devra prouver qu'il n'était pas en état de participer à une course.

Nonobstant l'article 6 alinéa 3 de l'Accord Paritaire, l'Employeur pourra mettre fin au contrat avec un Coureur de statut néo-professionnel au 31 décembre de la première année de ce contrat, si l'équipe continentale professionnelle ne peut pas poursuivre son activité pendant la saison suivante. Dans ce cas, l'Employeur doit respecter un préavis de trois mois au moins.

Dans le cas où l'Employeur pourra tout de même continuer son activité après avoir fait usage du droit de résiliation mentionné ci-dessus, il offrira un contrat d'une durée d'une année au Coureur, aux mêmes conditions que le contrat précédent qu'il a résilié avant son terme prévu.

3. Chacune des parties pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité, en cas d'incapacité permanente du Coureur d'exercer le cyclisme à titre professionnel.

#### **ARTICLE 9 - Contre-lettres**

Toute clause convenue entre parties qui serait contraire au contrat-type entre un coureur et une équipe continentale professionnelle, à un accord paritaire visé à l'article 2.16.036 et/ou aux statuts ou règlements de l'UCI et en vertu de laquelle les droits du Coureur seraient restreints, est nulle.

#### **ARTICLE 10 - Arbitrage**

Tout litige entre parties concernant le présent contrat, sera soumis à l'arbitrage, à l'exclusion des tribunaux, soit suivant un accord paritaire visé à l'article 2.16.036 pour les matières qui y sont réglées, soit suivant les règlements de la fédération ayant délivré la licence au Coureur, ou, à défaut, la législation régissant le présent contrat.

#### **ARTICLE 11 – Contrats déposés**

Le Coureur a le droit de vérifier auprès du commissaire aux comptes agréé par l'UCI le (les) contrat(s) qui a (ont) été remis à ce dernier par le responsable financier. La couverture du (des) contrat(s) par la garantie bancaire est fixée dans les conditions et limites prévues aux articles 2.16.023 à 2.16.031 du règlement UCI du sport cycliste.

#### **ARTICLE 12 – Déclaration**

Les parties déclarent que, outre le présent contrat,

aucun autre contrat n'a été conclu au sujet des prestations du Coureur au profit de l'équipe continentale professionnelle au sens des articles 2.16.037 2<sup>ème</sup> alinéa ou 2.16.040 3<sup>ème</sup> alinéa du Règlement UCI du sport cycliste.

Fait à ... le ...

En 3 originaux

Le Coureur	Pour l'équipe continentale professionnelle Le responsable financier [nom du signataire]	Agent de coureur
------------	---	------------------

seuls les contrats ci-après ont été conclus au sujet des prestations du Coureur au profit de l'équipe continentale professionnelle :

1. Titre du Contrat :

Parties :

1. ...
2. ...

Date de la signature :

Contrat en vigueur à partir du ... jusqu'au ...

Montant de la rémunération et autres avantages :

2. Titre du Contrat :

Parties :

1. ...
2. ...

Date de la signature:

Contrat en vigueur à partir du ... jusqu'au ...

Montant de la rémunération et autres avantages :

3. ...

Fait à ... le ...

En 3 originaux

Le Coureur	Pour l'équipe continentale professionnelle Le responsable financier [nom du signataire]	Agent de coureur
------------	---	------------------

*(texte modifié aux 20.10.05; 1.06.06; 1.07.09; 1.07.10; 1.04.11; 1.07.11; 1.07.12 ; 1.01.15).*

**Déclaration visée à l'article 2.16.040, chiffre 3**

**2.16.053** Les parties déclarent que, outre le présent contrat,

aucun autre contrat n'a été conclu au sujet des prestations du contractant au profit de l'équipe continentale professionnelle au sens de l'article 2.16.040.3 du règlement UCI du sport cycliste

Fait à ... le ...

En 3 originaux

Le Contractant	Pour l'équipe continentale professionnelle Le responsable financier [nom du signataire]	Agent de coureur
----------------	---	------------------

seuls les contrats ci-après ont été signés au sujet des prestations du contractant au profit de l'équipe continentale professionnelle :

1. Titre du Contrat :

Parties :

1. ...
2. ...

Date de la signature :

Contrat en vigueur à partir du ... jusqu'au ...

Montant de la rémunération et autres avantages :

2. Titre du Contrat :

Parties :

1. ...
2. ...

Date de la signature:

Contrat en vigueur à partir du ... jusqu'au ...

Montant de la rémunération et autres avantages :

3. ...

Fait à ... le ...

En 3 originaux

Le Contractant	Pour l'équipe continentale professionnelle Le responsable financier [nom du signataire]	Agent de coureur
----------------	---	------------------

*(texte modifié au 1.06.06; 1.07.11).*

**2.16.053  
bis**

**Modèle de première page du «contrat de coureur au STATUT INDÉPENDANT»**

Contrat de coureur au STATUT INDÉPENDANT

Coureur :

Responsable financier :

Contrat en vigueur du... au...

Rémunération mensuelle contractuelle :

Coordonnées bancaires du compte sur lequel les montants dus par l'équipe doivent être versés :

Déductions opérées par le responsable financier :

Impôts :

TVA :

Sécurité sociale :

Autre(s) :

Rémunération mensuelle payée effectivement :

Le coureur doit établir des factures:      OUI  
   NON

Si OUI : - montant de la facture mensuelle sans TVA ;  
          - montant de la TVA à facturer ;  
          - montant total de la facture.

Obligations légales du coureur dans le pays du responsable financier :

1. TVA : non/oui : montant :
2. Impôt(s) : non/oui
3. Sécurité sociale : non/oui

*(texte modifié aux 1.06.06; 1.04.11; 1.07.11).*

**Modèle de garantie bancaire**

- 2.16.054** La présente garantie bancaire est délivrée en application de l'article 2.16.023 du Règlement du sport cycliste de l'UNION CYCLISTE INTERNATIONALE et vise à garantir, dans les limites fixées par ledit règlement, le paiement des sommes dues par l'équipe continentale professionnelle [nom de l'équipe] (responsable financier: [nom du responsable financier]) aux coureurs et autres créanciers visés au 2e alinéa de l'article 2.16.023 du même Règlement, ainsi que le paiement des droits, frais, indemnités, amendes et sanctions ou condamnations imposées par ou en vertu des règlements de l'UCI ou liées à leur application.  
Le montant de la présente garantie est limité à CHF / EUR / USD X.

La banque,

- nom exact
- adresse complète pour saisir la garantie
- numéros de téléphone et de fax du service de la banque qui gère tout appel à la garantie
- adresse électronique

s'engage à payer, à sa première demande et dans les quinze jours après réception de cette demande, à l'UNION CYCLISTE INTERNATIONALE tout montant en CHF / EUR / USD jusqu'à concurrence de CHF / EUR / USD et jusqu'à épuisement de la présente garantie.

Les paiements susdits seront effectués à la réception d'une simple demande sans tenir compte d'aucune objection ou exception de qui que ce soit. La demande ne devra pas être justifiée.

La présente garantie reste en vigueur jusqu'au 31 mars 20.. .

Tout appel à la présente garantie devra parvenir à la banque au plus tard le 31 mars 20.. .

*(texte modifié aux 1.01.02; 1.01.03; 1.01.04; 1.01.05; 1.01.06; 1.06.06).*

**Wild card**

[chapitre abrogé au 1.07.10]

## Chapitre XVII EQUIPES FEMININES ET CONTINENTALES

*(chapitre remplacé au 1.01.09).*

### § 1 Conditions générales

#### Identité

**2.17.001** Une équipe continentale ou féminine UCI est une équipe de coureurs sur route reconnue et certifiée par la fédération nationale de la nationalité de la plupart de ses coureurs pour participer aux épreuves des calendriers internationaux route, dans les limites de l'art. 2.1.005 et enregistrées auprès de l'UCI.

Elle est constituée par l'ensemble des coureurs enregistrés auprès de l'UCI comme faisant partie de son équipe, du représentant de l'équipe, des sponsors et de toutes autres personnes contractées par le représentant et / ou le sponsor de l'équipe pour assurer de façon permanente le fonctionnement de l'équipe (manager, directeur sportif, entraîneur...).

Une équipe continentale ou féminine UCI est enregistrée pour une année, à savoir du 1 janvier au 31 décembre de la même année (année d'enregistrement).

*(texte modifié au 1.07.10).*

**2.17.002** Le ou les partenaires principaux, ainsi que le représentant de l'équipe doivent s'engager au sein de l'équipe continentale ou féminine UCI pour une saison complète de son calendrier respectif.

#### Le nom de l'équipe

**2.17.003** Le nom de l'équipe continentale ou féminine est obligatoirement celui de la firme ou de la marque du partenaire principal ou des deux partenaires principaux, ou encore de l'un des deux, ou toute autre dénomination en lien avec le projet de l'équipe continentale ou féminine.

L'UCI peut refuser tout nom qui porte atteinte à la réputation et/ou à l'image du cyclisme ou de l'UCI.

*(texte modifié au 1.07.12)*

**2.17.004** Une équipe continentale ou féminine accueille des coureurs, professionnels ou pas, des catégories hommes élite et/ou moins de 23 ans pour une équipe continentale et de catégorie femmes élite pour une équipe féminine. Elle doit compter au moins 8 et au plus 16 coureurs.

Toutefois, une équipe continentale a le droit d'accueillir un nombre supplémentaire de 4 coureurs maximum spécialisés dans d'autres disciplines cyclistes d'endurance (cyclo-cross ; mountain bike : cross country ; piste : course aux points, scratch, poursuite, madison, omnium, poursuite par équipe) à condition que les coureurs en question aient figuré parmi les 150 premiers du classement individuel final UCI de la dernière saison de la discipline dont ils sont spécialistes au cours de l'année précédant la date de l'inscription de l'équipe par la fédération nationale.

Une équipe féminine a également le droit d'accueillir 4 coureurs supplémentaires spécialisés dans une des disciplines mentionnées à l'alinéa ci-dessus, à condition que les coureurs en question aient figuré parmi les 100 premiers du classement final individuel UCI de cette discipline.



*(texte modifié aux 1.07.09; 1.07.12)*

- 2.17.005** Pour les équipes continentales, la majorité des coureurs doit avoir moins de 28 ans. Toutefois, la fédération nationale peut abaisser cette moyenne d'âge. Cet article ne s'applique pas aux équipes féminines.

*(texte modifié au 1.10.13).*

- 2.17.006** La nationalité d'une équipe continentale ou féminine UCI est déterminée par la nationalité de la majorité des coureurs.

#### **Période de transfert**

- 2.17.007** Au cours de la saison, aucun coureur déjà enregistré dans une équipe route UCI pour cette saison ne peut rejoindre une équipe continentale ou féminine UCI en-dehors de la période du 1<sup>er</sup> au 25 juin.

Toutefois, un coureur qui est inscrit dans une équipe route UCI et qui est considéré comme un spécialiste de cyclo-cross aura le droit de rejoindre une équipe continentale ou féminine UCI au cours de la période du 1<sup>er</sup> au 25 mars. Pour rejoindre une équipe continentale UCI, un coureur est considéré comme «spécialiste» s'il est classé dans les 150 premiers du classement individuel final cyclo-cross UCI. Pour rejoindre une équipe féminine UCI, une athlète est considérée comme «spécialiste» si elle est classée dans les 100 premières du classement individuel final cyclo-cross UCI.

*(texte modifié au 1.09.13).*

#### **Stagiaires**

- 2.17.008** Dans la période entre le 1<sup>er</sup> août et la fin de la saison, chaque équipe continentale ou féminine peut accueillir dans son équipe 2 coureurs stagiaires de moins de 23 ans aux conditions suivantes :

- le coureur ne peut pas avoir déjà appartenu à une équipe route UCI ;
- l'équipe continentale ou féminine doit communiquer l'identité des coureurs à l'UCI avant le 1<sup>er</sup> août ;
- ces coureurs doivent obtenir l'autorisation préalable de leur fédération nationale et ne peuvent se lier qu'avec une seule équipe UCI durant cette période ;
- sur autorisation de sa nouvelle équipe, un coureur stagiaire peut continuer à participer à des épreuves dans son équipe de club.

#### **Statut juridique et financier**

- 2.17.009** La fédération nationale peut choisir si les équipes continentales ou féminines UCI inscrites auprès d'elle-même auront un statut de professionnelles ou non. La fédération nationale reste toutefois libre d'accepter dans une équipe continentale et féminine à statut non professionnel des athlètes à statut professionnel.

- 2.17.010** Le responsable de l'équipe représente cette dernière pour tout ce qui concerne les règlements de l'UCI. Il doit avoir son siège/domicile principal dans le pays où l'équipe est enregistrée.

Le représentant de l'équipe peut être une personne ayant la capacité d'engager du personnel. Il signe les contrats avec les coureurs et les autres employés de l'équipe.

*(texte modifié au 1.07.09).*

- 2.17.011** Chaque personne, société, fondation, association ou autre entité qui devient représentant d'équipe ou partenaire principal d'une équipe continentale ou féminine pour la première fois, déposera au plus tard lors de la demande de l'inscription de l'équipe continentale ou féminine, auprès de la fédération nationale :
- pour les personnes physiques: attestation de domicile ;
  - pour les personnes morales et autres entités :
    - statuts ;
    - attestation d'inscription au registre de commerce ou au registre des sociétés ou associations, ou tout autre document officiel attestant l'existence légale de l'entité ;
    - liste des gérants ou administrateurs avec nom, prénom, profession et adresse complète ;
    - comptes annuels (bilan et compte de pertes et profits du dernier exercice dans la forme légale actuelle.

En outre, le représentant de l'équipe et les partenaires principaux devront informer sans délai la fédération nationale des éléments suivants: déplacement du domicile ou du siège social, diminution du capital, changement de forme juridique ou d'identité (fusion, absorption), demande ou mise en œuvre de tout accord ou de toute mesure concernant l'ensemble des créanciers.

## **§ 2 Exigences de la fédération nationale à l'équipe**

### **Inscription auprès de la fédération nationale**

- 2.17.012** La demande de statut d'équipe continentale ou féminine UCI est à introduire auprès de la fédération nationale de la nationalité de la plupart des coureurs de l'équipe (fédération nationale responsable) et ce suivant les modalités fixées ci-après (inscription).

- 2.17.013** Chaque fédération nationale peut inscrire maximum 15 équipes continentales UCI par an. Chaque fédération nationale doit être clairement indépendante du ou des teams qu'elle enregistre.

*(texte modifié au 1.07.12).*

- 2.17.014** Les fédérations nationales peuvent fixer les délais de la procédure stipulée dans le manuel d'enregistrement à leur propre gré, de manière à pouvoir respecter les délais pour l'enregistrement auprès de l'UCI.

Les conditions fixées à ce paragraphe sont des conditions minimales. Les fédérations nationales ont la possibilité de fixer des conditions plus strictes.

- 2.17.015** L'équipe doit faire parvenir à la fédération nationale :
1. un original des contrats signés avec les coureurs ;
  2. un original des contrats signés avec les autres employés de l'équipe ;
  3. l'original d'une garantie bancaire, telle que visée à l'art. 2.17.017 et ss. ;
  4. un budget détaillé, correspondant au modèle du manuel d'enregistrement des équipes continentales et féminines ;
  5. des preuves que les assurances visées à l'art. 2.17.031 ont été conclues pour tous les coureurs de l'équipe ;
  6. une copie du contrat de sponsoring ou, si un tel contrat n'existe pas, un document attestant les recettes de l'équipe.

**2.17.016** La fédération nationale inscrira l'équipe uniquement si elle considère que son dossier réunit toutes les conditions ci-dessus et que le budget est suffisant pour une telle équipe.

**Garantie bancaire**

**2.17.017** Pour chaque année d'enregistrement, une équipe continentale ou féminine UCI ou toute formation sollicitant ce statut, doit constituer une garantie bancaire à première demande (garantie abstraite) en faveur de leur fédération nationale, suivant le modèle de l'art. 2.17.029.

**2.17.018** Cette garantie sera destinée :

1. au règlement, suivant les modalités précisées ci-après, des dettes afférentes à l'année d'enregistrement, contractées par les sponsors et le représentant de l'équipe vis-à-vis en premier lieu des coureurs et en second lieu des autres membres de l'équipe continentale ou féminine UCI porteurs d'une licence (entraîneurs, mécaniciens...) pour le fonctionnement de l'équipe continentale ou féminine UCI, ainsi que la couverture du paiement d'éventuelles sanctions pécuniaires imposées en vertu des règlements de l'UCI ;
2. au règlement des droits, frais, indemnités, amendes et sanctions ou condamnations imposés par l'UCI ou la fédération nationale responsable ou en vertu des règlements de l'UCI ou de la fédération nationale responsable ou liés à leur application.

Pour l'application des dispositions concernant la garantie bancaire sont considérées comme membres de l'équipe continentale ou féminine UCI les sociétés par lesquelles des licenciés concernés exercent leur activité pour le fonctionnement de l'équipe continentale ou féminine UCI.

**2.17.019** Le montant minimum de la garantie bancaire correspond au chiffre le plus élevé entre :  
- 15 % du total des rémunérations dues aux coureurs et aux autres employés (dépendants ou indépendants) ;  
- un montant minimum de EUR 20'000 (vingt mille Euros) – à indexer par pays sur la base de la table UCI.

**2.17.020** Si le montant de la garantie visée à l'article 2.17.017 est inférieur au montant visé à l'article 2.17.019, une garantie complémentaire devra être constituée et remise à la fédération nationale avant l'inscription de l'équipe continentale ou féminine UCI ou la formation sollicitant ce statut.

**2.17.021** Si le montant des avantages contractuels augmente après la constitution de la garantie, le montant de la garantie bancaire doit être augmenté proportionnellement. Les équipes continentales ou féminines UCI doivent informer immédiatement la fédération nationale de cette augmentation et en préciser le montant et le motif. Elles doivent également transmettre sans délai les pièces relatives à l'augmentation, dont, notamment, la garantie bancaire complémentaire.

**2.17.022** Cette garantie bancaire doit être valable du 1er janvier de l'année d'enregistrement au 31 mars de l'année suivante.

*(texte modifié au 1.07.10).*

**Mise en œuvre de la garantie bancaire**

**2.17.023** La fédération nationale fera appel à la garantie bancaire en faveur du créancier visé à l'art. 2.17.018 alinéa 2 sauf dans la mesure où la créance est manifestement non

fondée. L'équipe continentale ou féminine UCI est informée de la demande du créancier et de l'appel à la garantie.

**2.17.024** La fédération nationale peut fixer une indemnité appropriée pour tout appel à la garantie.

Le paiement effectif au créancier n'aura pas lieu avant qu'un mois ne soit écoulé à partir de la mise en œuvre de la garantie. Si entre-temps l'équipe continentale UCI se serait opposée de façon motivée au versement des fonds dans les mains du créancier, la fédération nationale versera le montant en question sur un compte spécial et en disposera suivant l'accord entre parties ou suivant une décision judiciaire ou arbitrale exécutoire.

**2.17.025** Si le créancier n'a pas introduit sa demande contre le représentant de l'équipe devant l'instance désignée par son contrat ou l'instance qu'il estime être compétente sur une autre base, dans les trois mois de la date de son appel à la garantie, le représentant de l'équipe peut demander à la fédération nationale que les fonds bloqués soient libérés en sa faveur.

Les fonds seront libérés si le créancier n'introduit pas sa demande dans le mois après l'envoi, par la fédération nationale, d'une mise en demeure et n'a pas fait parvenir à la fédération nationale la preuve de l'introduction de sa demande dans la quinzaine qui suit. Si l'instance devant laquelle la créance a été introduite se déclare incompétente, le créancier doit réintroduire sa demande dans le délai d'un mois après avoir pris connaissance de la décision. A défaut le représentant de l'équipe peut demander à la fédération nationale que les fonds bloqués soient libérés en sa faveur. Les fonds seront libérés si le créancier ne réintroduit pas sa demande dans le mois après l'envoi, par la fédération nationale, d'une mise en demeure et n'a pas fait parvenir à la fédération nationale la preuve de l'introduction de sa demande dans la quinzaine qui suit.

**2.17.026** Si la créance introduite dépasse le montant correspondant à 15 pour cent des avantages contractuels annuels, seul un montant correspondant à 15 pour cent des avantages contractuels annuels pourra être payé dans un premier temps, pour autant que les conditions de paiement soient remplies. Le solde reconnu de la créance pourra être payé de la garantie globale dans la mesure où celle-ci ne serait pas épuisée à la fin de sa durée de validité. En cas de pluralité des créanciers, le solde disponible de la garantie sera réparti proportionnellement entre eux.

*(texte modifié au 1.07.09)*

**2.17.027** L'équipe continentale ou féminine UCI dont la garantie est mise en oeuvre est automatiquement suspendue si la garantie n'est pas entièrement reconstituée dans le mois.

Le créancier doit introduire sa demande d'appel à la garantie auprès de la fédération nationale au plus tard 30 jours avant la date d'expiration. Il doit joindre à sa demande les pièces justificatives.

A défaut la fédération nationale n'est pas obligée de faire appel à la garantie.

#### **Modèle de la garantie bancaire**

**2.17.029** La présente garantie bancaire est délivrée en application de l'article 2.17.017 du Règlement du sport cycliste de l'UNION CYCLISTE INTERNATIONALE et vise à garantir, dans les limites fixées par ledit règlement, le paiement des sommes dues par l'équipe continentale ou féminine [nom] (responsable de l'équipe: [nom du responsable

de l'équipe]) aux coureurs et autres créanciers visés au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2.17.018 du même Règlement, ainsi que le paiement des droits, frais, indemnités, amendes et sanctions ou condamnations imposés par ou en vertu des règlements de l'UCI ou liés à leur application.

Le montant de la présente garantie est limité à X [devise].

La banque,

- Nom exact ;
- Adresse complète où peut être envoyé tout appel à la garantie ;
- Numéros de téléphone et de fax du service de la banque qui gère tout appel à la garantie ;
- Adresse électronique.

s'engage à payer, à sa première demande et dans les quinze jours après réception de cette demande, à [la fédération nationale responsable de l'équipe] tout montant en [devise] jusqu'à concurrence de X [devise] et jusqu'à épuisement de la présente garantie.

Les paiements susdits seront effectués à la réception d'une simple demande sans tenir compte d'aucune objection ou exception de qui que ce soit. La demande ne devra pas être justifiée.

La présente garantie reste en vigueur jusqu'au [dernier jour du troisième mois suivant la fin de la saison respective].

Tout appel à la présente garantie devra parvenir à la banque au plus tard le [dernier jour du troisième mois suivant la fin de la saison respective].

### **Contrat**

#### **2.17.030**

Quel que soit le statut de l'équipe continentale ou féminine UCI, professionnel ou pas, l'appartenance d'un coureur à une équipe continentale ou féminine relève obligatoirement de l'établissement d'un contrat suivant les modalités fixées ci-après, à l'exception des stagiaires visés à l'article 2.17.008.

Le contrat doit être rédigé, en trois exemplaires, dans une langue compréhensible pour et le coureur et la fédération nationale. Le cas échéant, il doit être accompagné d'une traduction.

Le contrat doit régir les points suivants :

- Durée : Le contrat de durée déterminée doit se terminer à la fin de l'année d'enregistrement de l'équipe, soit le 31 décembre ;
- Assurances : La couverture des assurances, telle que stipulée dans l'art. 2.17.031 doit être garantie et mentionné en détail ;
- Salaire / Indemnités : Dans le cas où un salaire est prévu, son montant doit être stipulé; sinon, le remboursement des frais résultant de l'activité du coureur pour l'équipe continentale ou féminine UCI doit être prévue ;
- Modalités de paiement : tout paiement au coureur doit être fait par virement bancaire sur un compte bancaire indiqué par le coureur à cette fin. Il doit être stipulé que seule la preuve de l'exécution du virement bancaire fait preuve du paiement ;
- Statut : Le statut du coureur (professionnel ou pas) ;
- Rupture du contrat.

*(texte modifié au 1.07.10).*

**Modèles de contrats**

**2.17.030  
bis**

Contrat «standard» pour coureurs avec rémunération

Entre les soussignés, (nom et adresse de l'employeur) responsable de l'Equipe UCI (nom) et dont les partenaires principaux sont :

1. (nom et adresse) (le cas échéant, l'employeur même) ;
2. (nom et adresse).

Dénoté ci-après «l'Equipe»  
D'UNE PART

Et :

(Nom et adresse du coureur), né à (lieu de naissance), le (date de naissance), de nationalité (nationalité), porteur d'une licence délivrée par (nom de la FN)

Dénoté ci-après «le Coureur»  
D'AUTRE PART

Il est rappelé que :

- l'Equipe s'occupe à former une équipe de cyclistes qui, au sein de l'Equipe UCI (nom de l'équipe) et sous la direction de (nom du manager ou du directeur sportif), compte participer, pendant la durée du présent contrat, aux épreuves cyclistes sur route régies par les règlements de l'Union Cycliste Internationale ;
- le Coureur souhaite rejoindre l'équipe UCI (nom de l'équipe) ;
- les deux parties ont connaissance et se soumettent entièrement aux statuts et aux règlements de l'UCI et de ses fédérations nationales affiliées ainsi que – si applicable – aux accords conclus entre le (éventuellement nom de l'organisme national des coureurs) et la Fédération Nationale de (pays d'enregistrement de l'équipe).

Ceci étant rappelé, il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 - Engagement**

L'Equipe engage le Coureur, qui accepte, en qualité de coureur de route. La participation du Coureur aux épreuves relevant d'autres spécialités, sera convenue entre parties cas par cas.

L'engagement se fait sous la condition de l'enregistrement comme Equipe Continentale ou Féminine auprès de l'UCI. Si cet enregistrement n'est pas obtenu, le Coureur peut renoncer au présent contrat sans préavis ni indemnité.

**ARTICLE 2 - Durée**

Le présent contrat est conclu pour une durée déterminée prenant cours le (date début) et se terminant (la fin de la saison). Au moins deux mois avant la fin du contrat et si celui-ci n'a pas encore été renouvelé, chaque partie informe, par écrit, l'autre partie de ses intentions quant au renouvellement éventuel du contrat. Une copie de cet écrit sera envoyée à la Fédération Nationale de (pays d'enregistrement de l'équipe).

**ARTICLE 3 - Rémunérations**

Le Coureur a droit à un salaire brut annuel de (montant en chiffres et en lettres).

(Suggestion →) Ce salaire ne peut être inférieur au montant suivant :

*(Choisir une formule)*

- Le salaire minimum légal du pays de la nationalité de l'Equipe UCI ;
- Le montant fixé par (nom de la FN) dans sa réglementation nationale ;
- Le salaire minimum négocié par (nom de la FN) avec (p. ex. nom du syndicat de coureurs) du pays.

**ARTICLE 4 - Paiement de la rémunération**

1. l'Equipe paiera le salaire visé à l'article 3 en 12 mensualités égales, au plus tard le dernier jour ouvrable de chaque mois ;
2. en cas de suspension en application des règlements de l'UCI ou d'une de ses fédérations affiliées, le Coureur n'aura pas droit à la rémunération visée à l'article 3 pendant et pour la partie de la suspension dépassant un mois ;
3. à défaut de paiement à leur échéance des montants nets des rémunérations visées à l'article 3 ou de tout autre montant qui lui est dû, le Coureur a droit, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, aux intérêts et majorations d'usage dans le pays ;
4. le salaire, ainsi que tout autre montant dû au Coureur par l'Equipe, doit être payé par virement sur le compte bancaire (numéro du compte bancaire) du coureur auprès de la (nom de la banque) à (siège où est tenu le compte). Seule la preuve de l'exécution du virement bancaire fait preuve du paiement.

**ARTICLE 5 - Primes et prix**

Le Coureur a droit aux prix gagnés lors des compétitions cyclistes auxquelles le Coureur aura participé pour l'Equipe UCI, conformément aux règlements de l'UCI et de ses fédérations affiliées. En plus, le coureur aura droit aux primes suivantes :

Néant       (Description de la prime)      *(Cocher ce qui convient)*

**ARTICLE 6 - Obligations diverses**

1. Il est défendu au Coureur de travailler, pendant la durée du présent contrat, pour une autre équipe ou de faire de la publicité pour d'autres sponsors que ceux appartenant à l'Equipe UCI (nom de l'équipe), sauf les cas prévus par les règlements de l'UCI et de ses fédérations affiliées ;
2. L'Equipe s'engage à permettre au Coureur d'exercer convenablement son métier en lui fournissant le matériel et l'équipement vestimentaire requis et en lui permettant de participer à un nombre suffisant d'événements cyclistes, soit en équipe, soit individuellement ;
3. le Coureur ne peut prendre part à titre individuel à une épreuve sauf accord exprès de l'Equipe.  
L'Equipe est censé avoir donné son accord s'il ne répond pas dans un délai de dix jours à dater de la demande. En aucun cas, le Coureur ne peut prendre part au sein d'une autre structure ou d'une équipe mixte à une épreuve sur route si (nom de l'équipe) est déjà engagée dans cette épreuve.
4. Les parties s'engagent à respecter le programme de protection de la santé des coureurs de l'UCI et/ou de (nom de la FN). En cas de sélection nationale, l'Equipe est tenu de laisser participer le Coureur aux épreuves et aux programmes de préparation décidés par la fédération nationale.  
L'Equipe autorise la fédération nationale à donner au Coureur, uniquement sur le plan sportif, en son nom et pour son compte, toute instruction qu'elle estime nécessaire dans le cadre et pour la durée de la sélection.

Dans aucun des cas visés ci-dessus, le présent contrat n'est suspendu.

**ARTICLE 7 - Transferts**

A l'expiration du présent contrat, le coureur est entièrement libre de quitter l'Equipe UCI et souscrire un contrat avec un tiers, sans préjudice des dispositions réglementaires de l'UCI.

### **ARTICLE 8 - Fin du contrat**

Sans préjudice des dispositions légales régissant le présent contrat, celui-ci pourra prendre fin avant son terme, dans les cas et selon les modalités suivantes :

1. Le Coureur pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité :
  - A. si l'Equipe est déclarée en faillite, tombe en déconfiture ou est mise en liquidation ;
  - B. si l'Equipe ou un partenaire principal se retire de l'Equipe UCI et la continuité de l'Equipe UCI n'est pas assurée ou encore si l'Equipe UCI annonce sa dissolution, la fin de ses activités ou son incapacité de respecter ses obligations; si l'annonce est faite pour une date déterminée, le Coureur doit exécuter son contrat jusqu'à cette date ;
  - C. en cas de faute grave de l'Equipe. Est notamment considéré comme faute grave, le fait de ne pas autoriser le coureur, nonobstant sa demande réitérée, de participer aux compétitions pendant une période continue supérieure à six semaines ou pendant quatre périodes discontinues de sept jours chacune, au cours desquelles s'est déroulée au moins une course d'une journée figurant à un calendrier continental. Le cas échéant, l'Equipe devra prouver que le Coureur n'était pas en état de participer à une course.
2. L'Equipe pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité, en cas de faute grave du Coureur et de suspension en vertu des règlements UCI pour la durée restant à courir du présent contrat. Est notamment considéré comme faute grave, le refus de participer à des épreuves cyclistes, nonobstant la mise en demeure réitérée de l'Equipe. Le cas échéant le Coureur devra prouver qu'il n'était pas en état de participer à une course.
3. Chacune des parties pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité, en cas d'incapacité permanente du Coureur d'exercer le cyclisme à titre professionnel.

### **ARTICLE 9 - Contre-lettres**

Toute clause convenue entre parties qui serait contraire au contrat standard publié par (nom de la FN), à la loi du pays d'enregistrement de l'équipe et/ou aux statuts ou règlements de l'UCI et/ou de (nom de la FN) et en vertu de laquelle les droits du Coureur seraient restreints, est nulle.

### **ARTICLE 10 - Arbitrage**

Tout litige entre parties concernant le présent contrat, sera soumis à l'arbitrage, à l'exclusion des tribunaux suivant les règlements de la fédération ayant délivré la licence au Coureur, ou, à défaut, la législation régissant le présent contrat.

### **ARTICLE 11 - Déclaration**

Les parties déclarent que, outre le présent contrat, aucun autre contrat n'a été conclu au sujet des prestations du coureur au profit de l'Equipe UCI (nom de l'équipe). Le coureur a le droit de vérifier auprès de la Fédération Nationale le contrat qui a été remis à cette dernière dans le cadre de l'enregistrement de l'Equipe UCI.

Fait à (lieu) le (date)

En trois originaux

Nota: Chaque original contient XXX pages numérotées de ... à ...

(Chaque page est signée par les deux parties).

Idem pour les annexes

(Signature)

(Signature) et cachet



Le Coureur [nom du signataire]

Pour l'Equipe UCI [nom du signataire]  
Le responsable de l'équipe UCI

(article introduit au 1.02.10).

**2.17.030** Contrat «standard» pour coureurs en situation «non professionnel»  
**ter** Entre les soussignés, (nom et adresse de l'employeur) responsable de l'Equipe UCI (nom) et dont les partenaires principaux sont :

1. (nom et adresse) (le cas échéant, l'employeur même) ;
2. (nom et adresse).

Dénommé ci-après «l'Equipe»  
D'UNE PART

Et :

(Nom et adresse du coureur), né à (lieu de naissance), le (date de naissance), de nationalité (nationalité), porteur d'une licence délivrée par (nom de la FN)  
Dénommé ci-après «le Coureur»  
D'AUTRE PART

Il est rappelé que :

- l'Equipe s'occupe à former une équipe de cyclistes qui, au sein de l'Equipe UCI (nom de l'équipe) et sous la direction de (nom du manager ou du directeur sportif), compte participer, pendant la durée du présent contrat, aux épreuves cyclistes sur route régies par les règlements de l'Union Cycliste Internationale ;
- le Coureur souhaite rejoindre l'équipe UCI (nom de l'équipe) ;
- les deux parties ont connaissance et se soumettent entièrement aux statuts et aux règlements de l'UCI et de ses fédérations nationales affiliées.

Ceci étant rappelé, il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 - Engagement**

L'Equipe engage le Coureur, qui accepte, en qualité de coureur sur route. La participation du Coureur aux épreuves relevant d'autres spécialités, sera convenue entre parties cas par cas.

L'engagement se fait sous la condition de l'enregistrement comme Equipe Continentale ou Féminine auprès de l'UCI. Si cet enregistrement n'est pas obtenu, le Coureur peut renoncer au présent contrat sans préavis ni indemnité.

#### **ARTICLE 2 - Durée**

Le présent contrat est conclu pour une durée déterminée prenant cours le (date début) et se terminant (la fin de la saison). Au moins deux mois avant la fin du contrat et si celui-ci n'a pas encore été renouvelé, chaque partie informe, par écrit, l'autre partie de ses intentions quant au renouvellement éventuel du contrat. Une copie de cet écrit sera envoyée à la Fédération Nationale de (pays d'enregistrement de l'équipe).

#### **ARTICLE 3 - Défraiements**

Le Coureur ne percevra ni salaire, ni rémunération mais sera défrayé selon le barème suivant pour les activités effectuées dans le cadre de l'équipe et/ou à la demande de celle-ci :

(Suggestions, exemples →)

- (devise et montant) par kilomètre parcouru lors de déplacements ;

- remboursement du billet d'avion pour les déplacements de plus de (nombre) km ;
- la veille et le soir de la compétition, remboursement d'une chambre d'hôtel de catégorie 2 étoiles si le lieu de compétition se trouve à plus de (nombre) km du domicile du coureur ;
- sur présentation de justificatifs, remboursement de tous les repas pris lors de déplacements au tarif maximum de (devise et montant) par repas ;
- sur présentation de factures, remboursement des petits frais de mécanique (pneus, freins, câbles, graissages, réglages, etc.) pour un montant de maximum (devise et montant) par an.

#### **ARTICLE 4 – Remboursements des frais**

1. L'Equipe paiera les montants visés à l'article 3 au plus tard le dernier jour ouvrable de chaque mois à la condition d'avoir reçu la note de frais du Coureur avant le 20 du mois en question ;
2. A défaut de paiement à échéance de tout montant qui lui est dû, le Coureur a droit, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, aux intérêts et majorations d'usage dans le pays ;
3. Tout montant dû au Coureur par l'Equipe, doit être payé par virement sur le compte bancaire (numéro du compte bancaire) du coureur auprès de la (nom de la banque) à (siège où est tenu le compte). Seule la preuve de l'exécution du virement bancaire fait preuve du paiement.

#### **ARTICLE 5 - Primes et prix**

Le Coureur a droit aux prix gagnés lors des compétitions cyclistes auxquelles le Coureur aura participé pour l'Equipe UCI, conformément aux règlements de l'UCI et de ses fédérations affiliées. En plus, le coureur aura droit aux primes suivantes :

Néant       (Description de la prime)      *(Cocher ce qui convient)*

#### **ARTICLE 6 - Obligations diverses**

1. Il est défendu au Coureur de travailler, pendant la durée du présent contrat, pour une autre équipe ou de faire de la publicité pour d'autres sponsors que ceux appartenant à l'Equipe UCI (nom de l'équipe), sauf les cas prévus par les règlements de l'UCI et de ses fédérations affiliées ;
2. L'Equipe s'engage à permettre au Coureur d'exercer convenablement son métier en lui fournissant le matériel et l'équipement vestimentaire requis et en lui permettant de participer à un nombre suffisant d'événements cyclistes, soit en équipe, soit individuellement ;
3. Le Coureur ne peut prendre part à titre individuel à une épreuve sauf accord exprès de l'Equipe. L'Equipe est censé avoir donné son accord s'il ne répond pas dans un délai de dix jours à dater de la demande. En aucun cas, le Coureur ne peut prendre part au sein d'une autre structure ou d'une équipe mixte à une épreuve sur route si (nom de l'équipe) est déjà engagée dans cette épreuve ;
4. Les parties s'engagent à respecter le programme de protection de la santé des coureurs de l'UCI et/ou de (nom de la FN).

En cas de sélection nationale, l'Equipe est tenu de laisser participer le Coureur aux épreuves et aux programmes de préparation décidés par la fédération nationale. L'Equipe autorise la fédération nationale à donner au Coureur, uniquement sur le plan sportif, en son nom et pour son compte, toute instruction qu'elle estime nécessaire dans le cadre et pour la durée de la sélection.

Dans aucun des cas visés ci-dessus, le présent contrat n'est suspendu.

#### **ARTICLE 7 - Transferts**

A l'expiration du présent contrat, le coureur est entièrement libre de quitter l'Equipe UCI et souscrire un contrat avec un tiers, sans préjudice des dispositions réglementaires de l'UCI.

#### **ARTICLE 8 - Fin du contrat**

Sans préjudice des dispositions légales régissant le présent contrat, celui-ci pourra prendre fin avant son terme, dans les cas et selon les modalités suivantes :

1. Le Coureur pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité :
  - A. si l'Equipe est déclarée en faillite, tombe en déconfiture ou est mise en liquidation ;
  - B. si l'Equipe ou un partenaire principal se retire de l'Equipe UCI et la continuité de l'Equipe UCI n'est pas assurée ou encore si l'Equipe UCI annonce sa dissolution, la fin de ses activités ou son incapacité de respecter ses obligations; si l'annonce est faite pour une date déterminée, le Coureur doit exécuter son contrat jusqu'à cette date ;
  - C. en cas de faute grave de l'Equipe. Est notamment considéré comme faute grave, le fait de ne pas autoriser le coureur, nonobstant sa demande réitérée, de participer aux compétitions pendant une période continue supérieure à six semaines ou pendant quatre périodes discontinues de sept jours chacune, au cours desquelles s'est déroulée au moins une course d'une journée figurant à un calendrier continental. Le cas échéant, l'Equipe devra prouver que le Coureur n'était pas en état de participer à une course.
2. L'Equipe pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité, en cas de faute grave du Coureur et de suspension en vertu des règlements UCI pour la durée restant à courir du présent contrat. Est notamment considéré comme faute grave, le refus de participer à des épreuves cyclistes, nonobstant la mise en demeure réitérée de l'Equipe. Le cas échéant le Coureur devra prouver qu'il n'était pas en état de participer à une course.
3. Chacune des parties pourra mettre fin au présent contrat, sans préavis ni indemnité, en cas d'incapacité permanente du Coureur d'exercer le cyclisme à titre professionnel.

#### **ARTICLE 9 - Contre-lettres**

Toute clause convenue entre parties qui serait contraire au contrat standard publié par (nom de la FN), à la loi du pays d'enregistrement de l'équipe et/ou aux statuts ou règlements de l'UCI et/ou de (nom de la FN) et en vertu de laquelle les droits du Coureur seraient restreints, est nulle.

#### **ARTICLE 10 - Arbitrage**

Tout litige entre parties concernant le présent contrat, sera soumis à l'arbitrage, à l'exclusion des tribunaux suivant les règlements de la fédération ayant délivré la licence au Coureur, ou, à défaut, la législation régissant le présent contrat.

#### **ARTICLE 11 - Déclaration**

Les parties déclarent que, outre le présent contrat, aucun autre contrat n'a été conclu au sujet des prestations du coureur au profit de l'Equipe UCI (nom de l'équipe). Le coureur a le droit de vérifier auprès de la Fédération Nationale le contrat qui a été remis à cette dernière dans le cadre de l'enregistrement de l'Equipe UCI.

Fait à (lieu) le (date)

En trois originaux

Nota: Chaque original contient XXX pages numérotées de ... à ...

(Chaque page est signée par les deux parties).

Idem pour les annexes

(Signature)

Le Coureur [nom du signataire]

(Signature) et cachet

Pour l'Equipe UCI [nom du signataire]

Le responsable de l'équipe UCI

*(article introduit au 1.02.10).*

### **Assurances**

**2.17.031** Les assurances suivantes sont obligatoires, sans restriction de montant ni limites géographiques (couverture mondiale illimitée) pour tout évènement survenant dans le cadre de l'activité du cycliste pour le team (course, entraînement, voyage, déplacement, promotion, etc.) :

1. Responsabilité civile (du coureur) ;
2. Accidents (frais de traitement jusqu'à la guérison) ;
3. Maladie (frais de prise en charge et de traitement à l'étranger) ;
4. Rapatriement (couverture illimitée).

### **§ 3 Exigences de l'UCI à la fédération nationale**

**2.17.032** La fédération nationale reste seule responsable du contrôle du respect des exigences réglementaires et légales, aussi bien lors de l'inscription que pendant toute l'année d'enregistrement.

**2.17.033** Jusqu'au 31 octobre de chaque année, la fédération nationale transmet à l'UCI la liste des équipes qu'elle compte enregistrer comme équipe continentale ou féminine UCI pour l'année suivante. A partir du 1<sup>er</sup> octobre, le dossier d'enregistrement complet peut parvenir à l'UCI, par le canal de la fédération nationale, et doit arriver au plus tard le 10 décembre. Le paiement de la taxe d'enregistrement doit parvenir à l'UCI au plus tard le 25 novembre.

A défaut de respecter ces trois délais, l'équipe n'est pas enregistrée.  
Aucun remboursement du droit d'enregistrement n'a lieu.

En dehors de ce délai et par le canal de la fédération nationale, seul le dossier d'une formation dont la demande d'enregistrement en tant qu'équipe continentale professionnelle a été déboutée peut parvenir à l'UCI. La fédération nationale doit annoncer à l'UCI qu'elle a reçu une telle demande au plus tard 10 jours après la réception du refus d'enregistrement par l'équipe. Dans ce cas, l'administration de l'UCI fixera les délais d'établissement d'un dossier d'enregistrement.

*(texte modifié au 1.07.10);*

**2.17.034** La demande d'enregistrement doit se faire, sous peine d'irrecevabilité, sur les formulaires de l'UCI prévus à cet effet.

La demande comprendra obligatoirement les informations suivantes :

1. la dénomination exacte de l'équipe ;

2. l'adresse (y compris les numéros de téléphone et télécopie et l'adresse e-mail) à laquelle peuvent être envoyées toutes les communications destinées à l'équipe ;
3. le nom et l'adresse du représentant de l'équipe et du directeur sportif ;
4. les noms, prénoms, adresses, nationalités et dates de naissance des coureurs ;
5. la répartition des tâches visée à l'art. 1.1.082.

Toute modification aux données ci-dessus doit être immédiatement portée à la connaissance de l'UCI par la fédération nationale et uniquement par elle.

**2.17.035** La demande d'enregistrement doit être accompagnée des annexes originales comme exigé dans le manuel d'enregistrement des équipes continentales et féminines UCI.

*(texte modifié au 1.07.09)*

**2.17.036** Ces documents sont transmis à l'UCI à titre d'information uniquement. La fédération nationale et l'équipe restent seules responsables de leur conformité avec le règlement de l'UCI ainsi que la législation applicable.

**2.17.037** Le dossier de demande d'enregistrement doit également comprendre une lettre du président de la fédération nationale dans laquelle il confirme à l'UCI que sa fédération a effectué tous les contrôles nécessaires pour s'assurer de la bonne réputation des membres et des dirigeants de l'équipe, du respect des règlements de l'UCI, du respect des règlements de la fédération nationale, du respect des lois en vigueur dans le pays, ainsi que du fait que les membres de l'équipe sont tous couverts par les assurances satisfaisant aux exigences de l'art. 2.17.031.

La lettre doit être rédigée dans les termes suivants :  
(Original sur papier à en-tête de la fédération nationale)

*Je soussigné, xxx (nom et prénom du président), président de la fédération nationale de (nom du pays), déclare demander l'enregistrement de l'Equipe Continentale UCI\*/ l'Equipe Féminine UCI\* :*

*Ou (en cas d'irrégularités graves dans le dossier) :*

*Je soussigné, xxx (nom et prénom du président), président de la fédération nationale de (nom du pays), déclare renoncer à demander l'enregistrement de l'Equipe Continentale UCI \*/ l'Equipe Féminine UCI \* :*

*Nom de l'équipe, nom et adresse du représentant de l'équipe*

*Dans le cadre de cette demande d'enregistrement, je confirme que ma fédération nationale a effectué tous les contrôles nécessaires pour confirmer la bonne réputation des membres et des dirigeants de l'équipe, le respect des règlements UCI, des règlements de la fédération nationale et des lois en vigueur dans notre pays.*

*Je confirme en particulier que ma fédération a mis en place et réalisé intégralement la procédure de contrôle prévue dans le règlement UCI et précisée dans le Manuel d'enregistrement des Equipes Continentales et Féminines de l'UCI. Ces procédures comprennent la vérification des critères minimaux pour l'enregistrement, soit :*

- *respect des délais ;*
- *documentation complète ;*
- *critères minimaux prévus par le règlement en matière :*
  - *- composition et nationalité de l'équipe ;*
  - *- organisation, structure, personnel ;*
  - *- finances ;*

- - *contrats et/ou accords avec les coureurs et les autres employés ;*
- - *assurances pour les coureurs ;*
- - *garantie bancaire.*

*Sur la base des vérifications effectuées, j'émetts les constatations suivantes :*

- *Les contrôles n'ont pas révélé d'anomalies\* ;*
- *Les contrôles ont révélé\* :*
  - *Problème(s) bloquant(s)\* : (détail des problèmes constatés, conclusion de la FN)*
  - *Anomalie(s)\* : (détail des problèmes constatés, conclusion de la FN)*
  - *Aspect(s) sur lesquels nous souhaitons donner une information complémentaire\* : (détail des problèmes constatés, conclusion de la FN)*

*J'atteste que les personnes désignées ou mandatés par la FN pour contrôler le dossier d'inscription remplissent les exigences de qualification et d'indépendance. Je m'engage en outre à informer immédiatement l'UCI de tout changement au sein de l'équipe, et de toute anomalie constatée ou apparue au sujet de l'équipe.*

*J'atteste que l'Equipe Continentale UCI\*/ l'Equipe Féminine UCI\* est totalement indépendante d'un point de vu financier, logistique et sportif d'une autre équipe UCI.*

*J'atteste que l'Equipe Continental UCI\*/ l'Equipe Féminine UCI\* est totalement indépendante de sa fédération nationale.*

*Je confirme enfin que la fédération nationale est responsable de l'inscription de l'équipe au sens du règlement UCI.*

*Fait sur l'honneur :*

*Lieu et date :*

*Signature du président et cachet de la fédération*

*Jointe à cette lettre, le président transmettra une liste de contrôle signée par ses soins, dont l'UCI envoie un modèle à la fédération nationale dans le manuel d'enregistrement des équipes continentales et féminines.*

*(texte modifié aux 1.02.10; 1.07.12).*

**2.17.038** L'UCI a le droit de refuser ou retirer l'enregistrement d'une équipe qui ne satisfait pas aux conditions minimales fixées dans le présent règlement ou à une autre disposition réglementaire.

A des fins de contrôle, l'UCI se réserve le droit de demander à tout moment à la fédération nationale une copie du dossier d'inscription complet, comportant notamment les contrats des membres de l'équipe, les polices d'assurances, la documentation financière, ainsi que toute autre pièce qu'elle juge utile.

La fédération nationale est tenue de fournir cette documentation sous huitaine.

Tout surcoût résultant d'un contrôle insuffisant de la part de la fédération nationale peut être mis à la charge soit de cette dernière, soit de l'équipe.

### **Sanctions**

**2.17.039** La fédération nationale doit désigner des personnes qualifiées et indépendantes pour la gestion des inscriptions, et mettre en place les procédures adéquates.

Dans le cadre de cette procédure, au moins un spécialiste pour les questions juridiques et financières doit être impliqué.

**2.17.040** Si le dossier d'une équipe UCI s'avère incomplet, l'UCI met en demeure la fédération nationale et lui impartit un délai afin qu'elle puisse régulariser la situation selon la gravité des manquements. Dans l'attente de la régularisation du dossier, l'équipe est provisoirement suspendue.

Si le dossier est toujours incomplet à l'échéance du délai imparti, l'UCI peut retirer définitivement l'enregistrement de l'équipe UCI.

De plus, l'UCI peut transmettre le dossier à la commission disciplinaire, laquelle peut ordonner, outre les sanctions stipulées au titre 12 du règlement UCI, que la fédération nationale en question est déchue de son droit d'inscrire des équipes route UCI pour une période qu'elle détermine.